

Tunisie, l'étincelle de la révolution arabe (2010-2011)

<i>55 ANNÉES DE DICTATURE ET LA PLACE DU SYNDICAT UGTT</i>	<i>page 2</i>
<i>LA RÉVOLTE DU BASSIN MINIER DE REDEYEF, RÉPÉTITION GÉNÉRALE 2008</i>	<i>page 6</i>
<i>SIDI BOUZID de 2008 à 2010</i>	<i>page 7</i>
<i>LE PREMIER JOUR, MOHAMED BOUAZIZI vendredi 17 décembre 2010</i>	<i>page 9</i>
<i>L'AFFRONTLEMENT COMMENCE À SIDI BOUZID 18-19 décembre</i>	<i>page 11</i>
<i>LE PROBLÈME POUR L'UGTT</i>	<i>page 13</i>
<i>L'EXTENSION AUTOUR DE SIDI BOUZID 20-26 décembre</i>	<i>page 15</i>
<i>LA REVOLUTION DES PAUVRES, PAS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</i>	<i>page 17</i>
<i>LA PRÉSENCE DES AVOCATS</i>	<i>page 19</i>
<i>LA RÉACTION DU PALAIS</i>	<i>page 20</i>
<i>THALA, KASSERINE, ENTRENT DANS LA LUTTE 3 au 6 janvier 2011</i>	<i>page 21</i>
<i>SFAX, LA GRANDE VILLE DONNE UNE AMPLÉUR NATIONALE 12 janvier</i>	<i>page 23</i>
<i>TUNIS, LA CAPITALE FINALEMENT SOULEVÉE PAR LE MOUVEMENT</i>	<i>page 24</i>
<i>LE DERNIER JOUR DE BEN ALI 14 janvier 2011</i>	<i>page 26</i>
<i>LA PROTECTION ILLUSOIRE DE L'ARMÉE</i>	<i>page 27</i>
<i>LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION 15 janvier</i>	<i>page 29</i>
<i>APRÈS LE DÉPART DE BEN ALI, LA RÉVOLUTION MONTE EN PUISSANCE,</i>	
<i>LE JOURNAL D'ALMA ALLENDE</i>	<i>page 31</i>
<i>QASBAH 1, LE PROLETARIAT DU CENTRE ENTRE DANS TUNIS 23 janvier</i>	<i>page 39</i>
<i>CLASSES MOYENNES, SYNDICATS ET POLICE UNIS CONTRE LES PAUVRES</i>	<i>page 41</i>
<i>UN NOUVEAU POUVOIR, PAS SI NOUVEAU</i>	<i>page 45</i>
<i>LA RÉACTION PREND LA COULEUR ISLAMISTE D'ENNAHDHA</i>	<i>page 47</i>
<i>LA RÉVOLUTION MAÎTRISÉE</i>	<i>page 52</i>
<i>LUTTE OUVRIÈRE ET SES BREVETS DE RÉVOLUTION</i>	<i>page 53</i>
<i>RETOUR SUR LA RÉVOLUTION</i>	<i>page 55</i>
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	<i>page 59</i>

55 ANNÉES DE DICTATURE ET LA PLACE DU SYNDICAT UGTT

Lorsque l'Occident, en particulier la France, réalise, en la toute fin d'année 2010, que les manifestations qui ébranlent la Tunisie sont sur la voie de renverser le régime du président Ben Ali, c'est l'étonnement le plus complet. On imaginait la main mise de Ben Ali totale, et on considérait le pays comme sûr. Sûr pour y faire de bonnes affaires. Sûr pour s'y dorer la pilule. Nombre de hauts dirigeants économiques et politiques, de droite comme de gauche, avaient leurs petites habitudes en Tunisie. Et tous croyaient en connaître parfaitement la situation.

La Tunisie n'avait connu que deux dirigeants depuis l'indépendance en 1956 : 31 ans de Bourguiba jusqu'en 1987, puis 24 ans de Ben Ali jusqu'en 2010. La trentaine d'années de Bourguiba peut paraître assez agitée. Bourguiba a toujours voulu privilégier des liens avec l'impérialisme français, mais la Guerre d'Algérie l'a obligé à s'en éloigner un moment, à la fin des années 1950. Très clairement anti communiste, refusant de suivre tout mouvement vers l'URSS, ni vers les pays non alignés ou même le monde arabe, face aux difficultés économiques, Bourguiba fait tout de même le choix en 1961 d'orienter le pays vers ce qu'il appelle un « *socialisme destourien* », du nom d'origine de son parti, le néo-Destour.

D'un coup de barre violent, Bourguiba décide, huit ans plus tard, en 1969, de changer la donne. Il accuse son ministre du Plan et des Finances Ben Salah d'avoir oublié que le parti, « *avant d'être socialiste, est destourien* », et le jette en prison. Retour donc, au capitalisme pur et dur, et en même temps d'ailleurs, à une relation privilégiée avec la France.

Ce tournant va considérablement faire monter les tensions dans le pays. En particulier avec le grand syndicat tunisien, l'UGTT. L'Union générale des travailleurs tunisiens s'était formée, au départ, par une séparation de militants tunisiens d'avec la CGT. Lorsqu'elle commence à se constituer dans les années 1880 à 1900, la classe ouvrière tunisienne est une classe multinationale. La première grève, déclenchée par des ouvriers italiens du bâtiment en 1904, s'étend en quelques jours aux corporations annexes, menuisiers, peintres, puis à presque tous les secteurs et entraîne des travailleurs italiens, français et tunisiens de la capitale, après quoi elle gagne l'intérieur du pays et prend la dimension d'une grève quasi générale qui dure plus de huit jours.

Les Italiens ont apporté des idées anarchistes, internationalistes. Des Français vont apporter des traditions syndicales. Mais en même temps, deux facteurs vont creuser une différence entre les travailleurs tunisiens et les autres. D'une part, une forme de sentiment de supériorité existe souvent chez un certain nombre de militants européens, d'autre part, la France, qui est la puissance qui administre le protectorat tunisien, prend bien soin de diviser : pour donner un exemple, seuls des Français ont le droit d'être à la direction de la CGT de Tunisie, qui est une UD, Union départementale de la CGT métropolitaine, et qui tient son premier congrès en 1919. Il y a également de grosses différences de salaires (le tiers colonial donne 33% de salaire en plus aux fonctionnaires français), de choix des postes de travail.

C'est en 1924 que des Tunisiens, des dockers, décident de réagir à la situation d'infériorité qui leur est faite dans ce syndicat, dans le Sud, dans la ville de Gabès. Ils créent la CGTT, Confédération générale tunisienne du travail. Cette première tentative sera immédiatement attaquée par tout le monde, le protectorat, les colons, le syndicat UD (CGT), le parti socialiste qui envoie depuis Paris ses plus hauts dirigeants, et même l'ancêtre du parti de Bourguiba, le Destour. La CGTT a été le premier exemple d'un syndicalisme national dans tout l'Empire français.

L'UGTT ne va apparaître que plus tard, dans un autre contexte, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et aux débuts de la Guerre froide, en 1946. Elle va naître, elle aussi, d'une scission de l'UD, l'Union départementale de la CGT en Tunisie, mais qui est provoquée pour des raisons cette fois politiques par des nationalistes tunisiens. Il s'agit de se démarquer d'une CGT liée au PCF, alors que celui-ci se refuse à parler d'indépendance, et de créer une nouvelle centrale qui n'aura aucun rapport avec la CGT française. Cette raison, l'administration française la voit plutôt d'un bon œil, et laisse donc faire.

En ces années d'après guerre, les salariés tunisiens sont en train d'être gagnés à l'idée nationale. Les cadres de l'UGTT vont alors se recruter dans l'aristocratie du travail : employés, fonctionnaires, enseignants. Peu nombreuse numériquement, cette aristocratie va gagner en importance et en autorité parce qu'elle saura gagner parmi la masse ouvrière tunisienne, les manœuvres journaliers du secteur industriel, les ouvriers agricoles.

L'UGTT, dont on verra bientôt l'importance et la complexité de son rôle dans la Révolution tunisienne de 2011, est ainsi une troisième forme de nationalisme en Tunisie. La première était venue de l'élite tunisienne de l'époque, avec le Destour ; son premier programme, en 1921, prenait soin « *d'intéresser tous les Tunisiens au maintien du Protectorat* » français. En clair, les possédants tunisiens s'adressaient au colonisateur pour lui demander poliment de bien vouloir penser à envisager une participation de leur part aux décisions politiques en Tunisie.

Puis est arrivé, avec Bourguiba, le néo-Destour, en 1933. Ce sont toujours les intérêts et le point de vue des possédants qui y ont la parole. Mais ils osent maintenant s'appuyer sur la population, pour disposer de plus de poids et espérer être entendus. L'une des premières campagnes de Bourguiba et de ses amis vise les fellahs, les paysans les plus pauvres, qui affluent vers la ville pour échapper à la famine.

Avec l'UGTT, on a à partir de 1946 un mouvement nationaliste d'une autre nature sociale. Il n'est l'émanation ni de l'élite tunisienne qui s'accommode de la colonisation, ni des possédants qui souhaitent plus de libertés politiques. L'UGTT naît dans le monde ouvrier, avec pour direction et pour guide sa fraction aristocratique ouvrière.

L'UGTT va très vite connaître son baptême du feu, l'été 1947. Face au refus des autorités d'accorder des augmentations de salaires demandées par tous les syndicats, Habib Achour, à Sfax, décide la grève générale illimitée. Conscient de ce qu'il a en face de lui, la Compagnie de chemin de fer Sfax-Gafsa et derrière elle l'armée française, il met en place non seulement un comité de grève, mais aussi un comité de remplacement si le premier est éliminé par la répression, et ce second comité aura le droit d'en nommer un troisième pour prendre la relève, et ainsi de suite. Les mitrailleuses françaises, sans sommation, feront 29 morts. L'UGTT, dénoncée par les autres syndicats et par le Parti communiste tunisien, est

officiellement dissoute. Mais la grève va marquer les esprits, et le syndicat sortira de cette épreuve glorifié aux yeux des travailleurs tunisiens.

En 1948, sous la houlette de Farhat Ached, l'UGTT compte 100 000 adhérents. Et ces années connaissent des vagues de grèves, auxquelles le protectorat est incapable de répondre autrement que par la répression. Il ne se rend pas compte que c'est un mouvement ouvrier, de classe, qui s'affirme. La France, inquiète de cette tournure, va commencer à envisager un compromis politique, et va se décider à ouvrir des possibilités au mouvement nationaliste. Ça ne l'empêchera pas de faire assassiner Farhat Ached (1952).

Au moment où la France accorde l'indépendance de la Tunisie à Bourguiba, celui-ci n'est pas encore un dictateur tout puissant. Des oppositions existent. Il y a le vieux Destour, le Parti communiste, des religieux de la mosquée université de la Zitouna, et une opposition au sein même du néo Destour, avec Salah Ben Youssef. Les Youssefistes considèrent que Bourguiba a trahi le peuple tunisien et abandonné la révolution algérienne.

L'UGTT est pour Bourguiba à la fois le principal point d'appui et un objet de méfiance. Il se méfie de l'UGTT parce qu'elle ne se laisse pas enrégimenter et aligner à son pouvoir grandissant. Il n'aura de cesse de batailler pour infléchir au moins la direction du syndicat. Pour lui, le syndicat se doit d'être une organisation qui a le souci du pays, et non pas de la seule classe ouvrière. En échange de quoi, la centrale aura une multitude de droits : celui d'embaucher chez les dockers ou ailleurs, de recevoir une cotisation prélevée à la source dans le secteur public, d'avoir ses propres entreprises dans l'imprimerie, le transport, le commerce, l'assurance ou la banque.

Lorsque Bourguiba prend en 1961 le tournant « socialiste » dont nous avons parlé plus haut, il récupère en fait le programme de l'UGTT, et il choisit Ben Salah, le dirigeant de l'UGTT de l'époque, pour le placer au centre de l'action du gouvernement.

Mais, problème ! La base ne l'entend pas de cette oreille. Des luttes continuent de se produire dans les entreprises, on revendique sur les salaires. Alors, le gouvernement décide de mettre en place des cellules professionnelles : dans chaque cellule, se retrouveront ensemble les salariés et les cadres supérieurs, et elles seront présidées par la hiérarchie, hauts fonctionnaires, directeurs, PDG. L'UGTT tente de résister : Achour est emprisonné, une nouvelle direction est parachutée et la puissance économique du syndicat lui est retirée, et transférée au secteur public. De plus, les cellules de l'UGTT devront maintenant se tenir en réunion commune avec les cellules d'entreprise du parti du pouvoir, le Parti socialiste destourien. En réponse, à la base, les travailleurs vont désertier ces cellules. Des grèves auront lieu, que le pouvoir et le syndicat vont qualifier de « sauvages ». Les responsables sont envoyés par la police dans des « *centres de rééducation par le travail* ». Les ouvriers vont alors passer à des formes de sabotage discret, moins risquées.

On voit donc que si le pouvoir et son gouvernement peuvent vouloir maîtriser le syndicat UGTT, ils n'y arrivent que superficiellement, ou momentanément. Il reste toujours une volonté de résister, une possibilité de s'organiser, mais de manière discrète, à la base, autour des militants qui n'ont pas oublié que le syndicat n'a pas été construit par ce pouvoir – comme c'est par contre le cas en Egypte – mais par eux-mêmes, et dans la lutte.

Le problème du contrôle par l'État de l'UGTT va se reposer régulièrement. En 1977, un gouvernement très ferme est mis en place par Bourguiba. Pour la première fois depuis 21

ans d'indépendance, l'UGTT annonce une grève générale contre les « *violations des libertés individuelles* ». Tunis va être le théâtre d'émeutes, avec un point culminant le 26 janvier 1978, resté sous le nom de Jeudi noir. La répression fait une centaine de morts. Elle a été menée par un certain Ben Ali.

L'UGTT est à nouveau décapitée, une centaine de responsables arrêtés et un congrès est mis en place, entièrement contrôlé par une équipe qui soutient le gouvernement. À nouveau, la centrale est réduite au silence. Mais elle existe toujours. Elle ressortira doucement de sa léthargie en 1981, à la faveur d'un gouvernement plus libéral, celui de Mohamed Mzali. L'UGTT et le PSD ne sont plus directement reliés.

Un nouveau phénomène politique commence à apparaître en Tunisie au début de ces années 1980, la montée de l'islamisme. C'est qu'à force d'avoir frappé sur l'UGTT, mais aussi et en même temps sur les étudiants, leurs courants d'extrême gauche, ou sur le Parti communiste (interdit depuis 1963), les idées de gauche, les idées de classe, ne s'entendent plus. Par ailleurs, la révolution islamique iranienne de 1979 se prévaut d'être un anti impérialisme efficace, ce qui est un cas unique dans le Moyen-Orient.

Fin 1983, un coup de tonnerre social va secouer le pays. Le gouvernement annonce une hausse de 70% du prix des pâtes, de la semoule, un quasi doublement pour le pain. La révolte part de Douz, dans le fin fond du sud tunisien. La direction de l'UGTT avait accepté le principe de l'augmentation des prix, en échange d'une compensation pour les plus pauvres. Elle déclare donc la non participation des syndicalistes aux émeutes, tout en demandant la levée de l'état d'urgence. La colère va remonter jusqu'à la capitale. Les jeunes chômeurs ont suffisamment de conscience pour sortir de leurs bidonvilles et aller déranger les banlieues chic de Tunis et leurs villas bourgeoises. Bourguiba cède le 6 janvier 1984.

On le voit, Bourguiba a pris les problèmes sociaux à bras le corps, avançant rudement, reculant stratégiquement si besoin, sans jamais céder sur le fond, son pouvoir. Ce fonctionnement va changer avec son successeur. Bourguiba confie le gouvernement à Ben Ali en octobre 1987. Un mois plus tard, Ben Ali prend le pouvoir en déclarant Bourguiba sénile.

La première année, Ben Ali se montre plutôt ouvert sur le plan des libertés. Mais les islamistes obtiennent aux législatives de 1989 13% des voix à l'échelle nationale, jusqu'à 30% dans la banlieue ouvrière de Tunis. Virage complet de Ben Ali, qui lance une chasse à l'homme contre les islamistes. Sur le plan économique, il appuie sur l'accélérateur du plan d'ajustement structurel imposé par le FMI. Il signe un accord de libre échange avec l'Europe. La finance internationale va désormais vanter le « *miracle économique tunisien* ».

À l'intérieur, Ben Ali étouffe la société tunisienne sous son contrôle. Il quadrille le pays avec plus de 130 000 policiers, des dizaines de milliers de cellules du parti (devenu le RCD, Rassemblement constitutionnel – en arabe « destourien » - démocratique) et 7000 organisations gouvernementales, dans tous les domaines. Et il ajoute à ce pouvoir policier un pouvoir économique de type mafieux, sa famille et ses proches contrôlant ou rançonnant les entreprises et le monde des affaires. L'UGTT, elle, se dote d'une direction proche du gouvernement de Ben Ali dès 1989, avec pour secrétaire général Ismaïl Sahbani, qui sera réélu, lors de congrès contrôlés par le régime, en 1994, puis en 1999.

Mais ce pouvoir a une autre particularité, rarement dite. Ben Ali et son clan vont se présenter auprès des uns et des autres, qu'ils soient miséreux et abandonnés par l'État ou plus

privilégiés, comme prêts à les aider, les soutenir, leur octroyer à l'un un petit emploi, à d'autres des privilèges. Une partie des citoyens est ainsi transformée en « obligés », et seront les meilleurs défenseurs du régime. Postes d'indics, d'hommes de main, de petits fonctionnaires, claqué pour les manifestations officielles, tout est bon pour habituer à ce fonctionnement. Et cette mentalité s'étend jusqu'aux hommes d'affaires et aux élites : le clan du pouvoir offre protection à tous ceux qui baissent la tête devant lui.

Ce régime va tenir ainsi « paisiblement » pendant 24 années. Oui, contrairement à ce qui s'est beaucoup dit, ce n'est pas seulement le régime policier, ni le caractère mafieux des pratiques économiques, qui expliquent qu'il ait tenu si longtemps. C'est aussi que des centaines de milliers de Tunisiens, une partie de la classe moyenne, a été la principale assise du régime et de sa dictature. Nombreux étaient ceux qui faisaient ses louanges, entérinant l'idée d'une réussite économique.

Cette lâcheté a été palpable pendant des années. Elle explique le fait que les rares militants démocratiques qui ont osé élever la voix se soient sentis seuls et sans audace, laissant le champ libre, le jour où ils le pourraient, à l'expression plus organisée des islamistes. Et elle explique aussi que ni le régime ni son protecteur impérialiste, la France, n'aient rien vu venir des événements de 2011.

LA RÉVOLTE DU BASSIN MINIER DE REDEYEF, RÉPÉTITION GÉNÉRALE, 2008

Un évènement était dans tous les esprits, dans le Sud tunisien où démarrera la révolution de fin 2010, c'est ce qui s'était passé dans le bassin minier de Gafsa en 2008. Une révolte avait duré six mois et s'était soldée par un échec, parce que l'État avait réussi à l'isoler complètement. On avait donc en tête et les réussites et les blocages de ce mouvement. Celui-ci est assez décrit dans notre texte « *E19-La Tunisie et les luttes d'émancipation* » (*Louvrier.org*). Et les leçons étaient nombreuses.

Les mines de phosphate avaient été bloquées à Redeyef (25 000 habitants), non par les travailleurs qui y étaient en activité, mais par ceux qui avaient été licenciés lors des plans d'ajustement structurel et maintenant prolétarisés, par les jeunes qui n'arrivaient pas à se faire embaucher, notamment des jeunes qui se sont organisés en syndicat de chômeurs diplômés, et qui ont été soutenus par des commerçants, des artisans, des membres de la fonction publique exaspérés par les violences de la police, les étudiants et les élèves, les femmes seules aussi, avec leurs enfants. C'est toute la masse ouvrière qui s'est révoltée, entraînant derrière elle une petite bourgeoisie populaire, sous les yeux figés d'une aristocratie ouvrière qui reste sidérée, payée à quatre fois le smic tunisien.

Le grand syndicat l'UGTT s'était révélé un obstacle au mouvement. Il faut dire que son responsable local, un certain Amara Abassi représentait à la fois l'arrivisme, le double jeu, le népotisme et la corruption. Il était député du parti au pouvoir (le RCD) et en même temps patron de plusieurs entreprises de sous-traitance de la mine. Il avait signé avec la direction de la mine une promesse de faire embaucher en priorité des enfants de mineurs morts ou mutilés, et ne l'avait pas respectée.

L'Union régionale UGTT de Gafsa avait suspendu pour cinq ans Adnana Hadji, le secrétaire général de l'enseignement obligatoire, de ses mandats syndicaux, parce qu'il avait soutenu le mouvement. A la suite de quoi les syndicats de base de la région, Moularès,

Mdhila, Metlaoui, n'osèrent plus bouger. Seule la pression des militants de base va quand même obliger à réintégrer Hajji, et la direction de l'UGTT apportera un certain soutien à ceux qui sont traduits en justice. Mais le réseau de l'UGTT n'aura en rien aidé le mouvement de Redeyef. Haji déclarera : « *Tu peux dire que la région a subi une triple offensive de la part du pouvoir, de la direction de la CPG et de l'union régionale (UGTT) de Gafsa* ».

Dernière leçon, le régime va montrer sa capacité de violence, en usant de la police qui fracture les portes des maisons, de la police politique qui enlève des jeunes et les torture, puis de l'armée, pour encercler Redeyef et étouffer le mouvement. Face à une telle répression, un mouvement qui ne s'étend pas n'a aucune chance.

SIDI BOUZID de 2008 à 2010

Nous vivons une époque nouvelle en ce qui concerne les informations. la multiplication des moyens et des personnes en état d'enregistrer, photographier, filmer, diffuser, permet de reconstituer presque heure par heure, personnage par personnage, le déroulé des événements, avec des textes exacts et les intonations des gens qui les disent. Bien sûr, en faisant un tel travail, il y a toujours des partis pris. Les uns ne penseront à s'intéresser qu'à des syndicalistes, d'autres à des intellectuels. Mais nous allons pouvoir retrouver où, par qui, comment, le mouvement qui deviendra révolution et ensuite révolution internationale, a été construit, quel chemin il a pris.

Il n'y a pas de parti politique d'opposition en état de fonctionnement en Tunisie, il n'y a pas non plus de programme politique national d'opposition, pas de texte qui pourrait fédérer, unir. Les islamistes, qui se révéleront la force la mieux organisée lorsque Ben Ali sera finalement « délogé », sont pour ce qui est des salafistes en prison, et pour ce qui est d'Ennahdha soit dans l'émigration, soit relâchés depuis 2000, mais tenus à la discrétion. Quelques démocrates, des avocats notamment, subissent la pression policière. Les proches des courants politiques interdits sont tenus de se montrer discrets. La plupart des partis légaux sont proches du régime, ils cherchent à obtenir quelques postes de députés.

Pourtant, une sorte de résistance larvée existe. Quelques partis sont indépendants. Ils sont sans base électorale, mais ils ont des militants. Ainsi, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) et le Parti démocrate progressiste (PDP). Le PDP est créé à Sidi Bouzid par un professeur de philosophie, Attia Athmouni, qui a créé un journal (Al Maoukif).

Sur Internet également, une forme de contestation existe. Il faut savoir que le régime tient aussi des affaires, des entreprises, dans ce secteur, et il souhaite que celui-ci se développe. Mais en même temps, ses accointances, notamment avec la France, vont lui permettre de se doter des moyens les plus sophistiqués pour surveiller massivement aussi bien l'internet que les réseaux de téléphone mobile.

En 1996, l'État se dote de l'ATI, agence tunisienne d'internet, qui concentre tout ce qui peut s'échanger avec l'étranger. Puis une cyberpolice est mise en place en 2002. Bientôt, la Tunisie va devenir un laboratoire grandeur nature pour la mise au point par les sociétés occidentales de la surveillance de masse des nouvelles technologies. En échange, on offre de beaux rabais sur les produits qu'on vend à Ben Ali. En 2010, presque tous les adolescents et

les adultes ont un téléphone portable, neuf foyers sur dix ont une parabole, un sur dix a un ordinateur.

Des cyberdissidents sont apparus en 1996. C'est un petit milieu qui critique le régime, dans un pays où toute critique est impossible. Le réseau est surtout composé d'étudiants, certains à l'étranger. L'un d'eux est emprisonné pour 17 mois en 2002, il fera une grève de la faim de 42 jours. S'y ajoutent bientôt un milieu de blogueurs. L'essentiel de cette activité ne va pas bien au-delà du fait de dénoncer la censure.

Mais la surveillance de l'État a un effet que celui-ci n'a pas prévu, elle force les internautes à élever le niveau. « *Quand la censure te tombe dessus, explique l'un d'eux, ou tu arrêtes, ou tu te radicalises. Ça devient une affaire personnelle* ». Ainsi, le site Takriz va apprendre à se doter d'un « *serveur SILC de communication crypté et de relais d'anonymisation TOR* ». En dialecte tunisien, Takriz veut dire « *ras le bol* », ou bien « *ça me gonfle* », et plus encore « *ras les couilles* ».

A Sidi Bouzid, ville de 45 000 habitants, on trouve une dizaine de boutiques internet, les « *publignet* ». En 2008, un groupe de jeunes rejoint le PDP de Sidi Bouzid. Parmi eux Lassad Bouazizi et son cousin Ali Bouazizi, qui possède une petite supérette, Ce sont des parents éloignés de celui dont le nom va rester dans l'histoire, Mohamed Bouazizi. Bouazizi, c'est le nom de toute une tribu, installée depuis toujours, pense-t-on, sur le flanc sud du gouvernorat de Sidi Bouzid. Lassad et Ali Bouazizi avaient milité à Sousse à l'UGET où ils étaient étudiants. Lassad Bouazizi a subi 6 mois de prison, pour avoir milité pour des transports en commun moins chers, un accès au resto U, ce qui le met sur liste noire pour trouver du travail. Ces jeunes veulent infléchir le PDP vers un style plus offensif. Ils se photographient avec des pancartes devant le siège du gouvernorat (sorte de préfecture), puis vont fêter leur première action au café Samarkand. Un quart d'heure plus tard, ils se font arrêter.

Les policiers leur laissent leurs téléphones portables. Ali réussit à joindre le fondateur du PDP à Tunis, Ahmed Néjib Chebbi. Du coup, l'info passe et leur arrestation est annoncée par Al Jazira, la chaîne qatarie. Tunis renonce alors aux poursuites. Cela aussi, c'est une leçon qui sera retenue. A la suite de cet épisode, les jeunes et le PDP gagnent une certaine réputation : « *Chaque fois qu'il y avait une injustice, les gens venaient nous voir* ».

Deux ans plus tard, 2010 : la tension monte dans la région autour du problème agraire. Parmi bien d'autres, Salah Bouazizi, préparateur en pharmacie, oncle de Mohamed Bouazizi, n'arrive plus à rembourser les emprunts d'argent qu'il a dû faire pour travailler les 18 hectares de terres où il veut faire pousser des arbres fruitiers. Ayant voulu informer Ben Ali de son problème, il est interrogé par la police, qui veut savoir s'il fait de la politique. Il décide alors d'aller voir un enseignant du technique à l'école préparatoire secondaire, Slimane Rouissi. Les enseignants ont bonne réputation parmi la population. On pense qu'ils résistent au piston, qu'ils ne sont pas trop entrés dans le système politique de Ben Ali. Slimane Rouissi est un militant chevronné, de tendance panarabe, qui a connu deux fois la prison, en 1986 sous Bourguiba, en 1990 sous Ben Ali.

Il conseille à Salah Bouazizi de tisser des liens avec les autres paysans dépossédés. Il poste sur Facebook des photos de leurs rassemblements. Et il monte à Tunis rencontrer un journaliste du PDP, qui vient de sortir de prison, Zouhaier Makhoulouf. Lui est religieux.

Dimanche 15 juillet 2010, 10 heures du matin. Face au gouvernorat, des fellahs, paysans pauvres, venus de la campagne, sont rassemblés pour protester contre la spoliation de leurs terres. Ils sont en famille, avec femmes et enfants. Mohammed Bouazizi est là aussi, avec son oncle Salah. Avec eux, quelques militants de la LTDH, Ligue tunisienne des droits de l'homme, du PDP, de l'UGTT. Cent ou deux cents personnes les regardent. Vers 11 heures, la police intervient pour les faire fuir ; une tante de Mohamed Bouazizi, bousculée, tombe et s'évanouit.

Voilà donc quelques aspects de la vie quotidienne de cette petite ville. Voilà aussi les personnes qui vont agir. Ce sont des gens simples, des gens sans importance dans cette société. Quant aux militants, ils sont également simples, sensibles, proches de la vie réelle. Ils font ce qu'ils peuvent, apparemment pas grand-chose, dans un monde hérissé de murailles. Mais ils restent fidèles à leurs idées. Et Sidi Bouzid n'est sans doute pas une exception.

LE PREMIER JOUR, MOHAMED BOUAZIZI
Vendredi 17 décembre

Si Sidi Bouzid entre dans l'histoire, le vendredi 17 décembre 2010, ce n'est pas seulement du fait du geste que va avoir ce jour-là Mohamed Bouazizi. Des immolations, on en compte alors peut-être deux cents par an en Tunisie. L'immolation, c'est le suicide du pauvre. Mais ce 17 décembre 2010, et les jours suivants, la résistance quotidienne que nous venons de décrire un peu, va tenir suffisamment pour, cette fois, l'emporter et finalement ébranler une partie des murailles du régime.

Mohamed Bouazizi a 26 ans. Il a perdu son père à cinq ans. Il n'a pas fait d'études supérieures. Il a obtenu son bac en 2003. Son père s'employait comme maçon, et devait partir jusqu'en Libye pour trouver du travail. Sa mère a appris à travailler la toison des ovins, préparer la laine, la tisser. Ils avaient dû quitter leur hameau pour venir habiter la cité Ennour, à Sidi Bouzid. C'est son frère aîné, Salem, qui depuis toujours, l'emmène le matin avant l'aube au marché de gros, récupérer les fruits et légumes pas assez présentables, pour les revendre.

Il tire sa charrette de ses bras sur deux kilomètres, jusqu'à la station de taxis, pas loin du gouvernorat, sous les yeux de la police. Mohamed a la réputation d'être honnête, mais il ne veut pas payer la redevance de 20 dinars (8 euros) pour les vendeurs itinérants. Les jours précédents, on l'a déjà fait partir. Ce vendredi, vers 11h30, la même policière que les autres fois (Fayda Hamdi, 46 ans), le voyant s'énerver et refuser d'obéir, lui prend sa balance, pendant que ses collègues saisissent la marchandise.

Mohamed Bouazizi essaie d'aller à la municipalité (la mairie) pour s'expliquer et récupérer sa balance, on le renvoie. Pareil au gouvernorat, trois fois. Alors, il achète du diluant, revient devant le gouvernorat, récite la profession de foi musulmane, s'asperge et fait jaillir une flamme.

À partir de maintenant, les hommes et les femmes autour de cet événement vont transfigurer ce geste de désespoir. La pharmacie de Salah Bouazizi est à cent mètres à peine. On l'informe que quelqu'un vient de brûler. Il ne sait pas encore qui. Il commence par contacter les gens qui l'ont aidé pour ses terres, Slimane Rouissi qui est attablé au café à côté. Le local de l'UGTT se trouve également à cinquante mètres du gouvernorat. Des syndicalistes

en sortent, parmi eux Attia Athmouni, le professeur de philo qui a monté le PDP. Ils exigent que l'ambulance qui emmène Mohamed Bouazizi aille sur Sfax (270 000 habitants), où l'hôpital est équipé pour les brûlures du troisième degré. Attia Athmouni contacte immédiatement le PDP à Tunis.

Quand Salah Bouazizi arrive sur les lieux de l'immolation, il découvre qu'il s'agit de son neveu. Arrivent Ali Bouazizi et son cousin Lassad, qui vont eux aussi découvrir de qui il s'agit. Slimane Rouissi appelle par téléphone des syndicalistes de gauche, des militants des droits de l'homme, des blogueurs qu'il connaît. Vers 14 heures, ils sont une vingtaine rassemblés. Salah contacte le blogueur qui avait publié sur les histoires des terres, Assabilonline.net.

La première action militante est là : se rassembler, informer, se réunir. Et ce, malgré la peur qui date du précédent rassemblement, où avaient plu les coups de matraques. Le premier geste militant va venir de Lassad Bouazizi. Habitué des sit-in, il lance aux adhérents du PDP : « *Il ne faut pas quitter la place, sinon les gens vont rentrer chez eux. On ne bouge plus d'ici* ».

Dans l'après midi, c'est toute la famille élargie qui arrive, des amis de Mohamed Bouazizi, de la cité Ennour, où il habite. Ils sont 120, peut-être 150. On peut estimer parmi eux une trentaine d'opposants de toutes sortes au régime. « *Des marchands ambulants côtoient des enseignants, des fellahs s'adressent à des professions libérales, des jeunes chômeurs discutent avec des commerçants* » (JM Salmon). Un membre de la police politique filme tout le monde, deux fois.

Pour l'instant, on parle de ce qu'a subi Mohamed Bouazizi, on se répète qu'il s'est présenté à la municipalité, qu'on l'a renvoyé vers les bureaux du gouverneur, que là on l'a éconduit trois fois, aggravant son humiliation. Quelqu'un l'a entendu dire « *Personne ne m'entend ici* ».

Une rumeur naît : la policière a giflé Bouazizi. Les militants qui savent qu'on n'en sait rien laissent dire. Ils escomptent que cela renforcera le côté intolérable de la situation. Slimane Rouissi, le militant panarabe, déclarera plus tard : « *Dans une région d'agriculteurs un peu machistes, on a provoqué pour les amener contre le régime* ». On entend des éloges sur Mohamed Bouazizi. Quelqu'un déclare : « *Vous voyez comment des diplômés de l'enseignement supérieur sont obligés de travailler au marché !* ». On invente « *son échec au Capes à deux reprises (parce qu'il) a été massacré à l'oral* ». « *On a provoqué pour amener les chômeurs diplômés contre le régime !* » dira encore Slimane Rouissi.

Bientôt, un mot d'ordre va fuser, qui va marquer la suite des événements : « *L'emploi est un droit, bande de voleurs !* » L'idée du droit à l'emploi était déjà là en 2008, dans le bassin minier. Mais s'ajoute cette adresse aux sommets de l'État : « *bande de voleurs* ». C'est le tout début d'une politisation.

Pendant les prises de parole, des opposants se disent qu'il faut contacter Al-Jazira, France 24. Ali Bouazizi a filmé 5 minutes, le départ de l'ambulance, le rassemblement la nuit tombée. Il amène sa vidéo dans une boutique de déblocage de téléphone, près de la supérette. On monte le tout et c'est posté sur Facebook. Le titre de la vidéo : « *Les gens manifestent suite aux difficultés subies de la part des gens de l'administration qui l'ont privé du droit de*

travailler ». Ce sera vu par... 34 personnes, mais parmi elles une avocate de Tunis Imen Triki, de l'association Liberté et équité.

De son côté, le secrétaire régional du PDP, Mahmoud Ghozlani, contacte France 24, laisse ses coordonnées. Plus tard, il se trouve que près de Paris, dans les locaux de France 24, le rédacteur en chef Taoufik Mjaïed tombe sur une dépêche de l'AFP : une centaine de personnes rassemblées pour une immolation ; en Tunisie, c'est un évènement ! Il fouille dans sa base de données pour chercher s'ils ont un contact à Sidi Bouzid, et tombe sur celles de Slimane Rouissi, qui les avait contactés pour les affaires des terres spoliées. Interviewé par téléphone, le secrétaire régional du PDP répète, cette fois pour des millions de personnes, que Mohamed Bouazizi est un « *chômeur diplômé* ».

Al Jazira, contacté par le blogueur d'Assabilonlie.net, appelle Ali Bouazizi pour vérifier qu'il est bien prêt à s'exposer en parlant : « *J'ai accepté de passer en direct, dira-t-il, non pas comme un leader du mouvement mais comme un témoin de la scène, en donnant mon identité de responsable médias du PDP et en faisant porter la responsabilité (de l'évènement) sur le pouvoir* ».

On n'imagine guère, depuis Sidi Bouzid, pouvoir envisager autre chose. Le leader du PDP Attia Athmouni prend d'ailleurs contact, lui, avec les responsables des partis proches du régime, et qui lui servent de vernis pluraliste : le PUP (parti de l'unité populaire), le MDS (Mouvement des démocrates socialistes), l'UDU (Union démocratique unioniste). L'idée est de former un collectif présentable qui ira négocier avec le gouverneur.

Quand se termine cette première journée, les militants de toutes origines, plus ou moins aguerris, sont donc présents, mobilisés, et ils ont commencé à transmettre l'information par-delà le rideau de fer du régime. Il va être temps maintenant de réfléchir, de se coordonner. Personne n'imagine qu'on puisse être à l'origine d'une révolution politique. Non, il s'agit, comme pour tout militant, et en chaque occasion où il y a un début de mobilisation, de chercher à avancer au maximum, tant que la mobilisation sera là. L'idée générale est de profiter peut-être de l'émotion actuelle pour au moins obtenir des avancées en ce qui concerne l'emploi, et d'abord l'emploi des fameux « *chômeurs diplômés* ». Mais même avec ces ambitions limitées, on sait qu'il faut se battre, pour toucher au-delà de Sidi Bouzid. Et il faut déjà qu'à Sidi Bouzid, les choses ne retombent pas

L'AFFRONTEMENT COMMENCE À SIDI BOUZID

Samedi 18 décembre – Dimanche 19 décembre

Dès le lendemain matin, cette question est réglée. Une foule deux fois plus nombreuse que la veille converge vers le gouvernorat. Une chance, ce jour est jour de marché, et arrivent des gens qui vivent en zone rurale. Commencent également à ce moment-là les vacances d'hiver pour les étudiants, qui rentrent donc dans leur famille. Il y a, parmi les curieux, des gens du RCD, le parti de Ben Ali. Le RCD se vantait que le gouvernorat de Sidi Bouzid était l'un des deux où il est le plus implanté, par rapport à la population. Mais on peut dire que le ressentiment aussi est d'autant plus fort contre lui. Certains s'adressent aux encartés du RCD, « *pour négocier avec les responsables régionaux pour les anciens étudiants au chômage* ». Refus de dialoguer.

Ali Bouazizi, le commerçant, explique que « *la chose la plus importante était de briser la barrière de la peur et qu'ils prennent confiance en eux* ». Il se met à filmer ouvertement : « *Ça donne du courage aux gens pour parler !* » Un avocat, de tendance panarabe, harangue la foule : « *Ce message est pour vous, monsieur le gouverneur. Écoutez-moi également, vous autres unités de lutte contre le terrorisme : nous voulons une vie digne. Sidi Bouzid vit au-dessous du degré zéro de la pauvreté, ceci ne peut pas continuer, ni d'ailleurs la corruption généralisée à l'hôpital, au tribunal, au sein même de l'administration du gouvernorat, dans les travaux publics.* »

Du côté du pouvoir, on s'aperçoit vite qu'il n'est pas du tout disposé à faire comme en 2008, et d'essayer de laisser le mouvement pourrir sur la durée. De nouvelles forces de police sont en train d'arriver de Gafsa, et des éléments de l'armée les accompagnent.

Vers midi, des jeunes veulent escalader le portail du gouvernorat. Des adultes leur recommandent de s'en écarter. Au moment où ils reculent, les policiers commencent à tirer des lacrymogènes. Les jeunes ripostent avec des pierres. La confrontation commence, elle va durer 28 jours.

Les manifestants s'emparent d'une voiture du RCD, ils paradedent avec dans la ville, puis la brûlent. En même temps que les pneus brûlent, on transfère des vidéos sur Facebook. Les jeunes s'improvisent reporters, cadreurs, commentateurs et surtout acteurs. Le docteur Nsiri décrit : « *Ils ne touchaient pas aux pompiers et à leurs véhicules. Ils faisaient la différence entre les biens publics et les appareils de répression. Ils attaquaient des lieux symboliques. Moi, en tant qu'ancien de l'UGET et des groupes marxistes-léninistes, j'avais accumulé tant de déceptions (...) On était allés vers le désespoir. On n'attendait rien des jeunes. Et soudain, on trouvait un trésor de révolte qui éclatait avec toute sa violence. Je ne croyais pas qu'il y avait chez eux tant de haine, tant de refus ! J'en ai eu les larmes aux yeux !* »

La nuit tombée, les manifestants se replient vers leurs cités. Là, ils découvrent qu'ils ont un avantage, c'est de connaître le terrain. Spontanément, une sorte de stratégie se met en place : « *Les jeunes des quartiers essayaient d'entraîner les policiers vers les ruelles qu'ils ne connaissaient pas* ». Internet est alors coupé sur Sidi Bouzid, pour éviter la propagation de vidéos montrant les affrontements avec les forces de l'ordre.

Dimanche 19, au matin, au café Samarkand, se tient une réunion. Il s'agit de préparer autre chose que le comité qui s'est formé la veille, et veut négocier sans chercher à renforcer la mobilisation. On crée donc un « *comité des citoyens victimes de la marginalisation* ». S'y retrouvent les militants du PDP, des responsables syndicaux de base de tendance panarabe, comme Slimane Rouissi, d'autres marxistes, l'avocat maître Aouinia, le docteur Gammoudi, membre de la LTDH de Sidi Bouzid, un universitaire Amor Zaafouri, mais aussi des fellahs, aux terres spoliées.

Le comité discute du suivi des jeunes arrêtés, des victimes, de la manière de contourner le blocage d'internet. Sur ce point, Ali Bouazizi a déjà trouvé une solution, qu'il ne dit pas clairement, pour la protéger. Il a créé un nouveau compte Facebook avec deux seuls « amis », son contact à Doha et le gars de la boutique où il se connecte, avec une adresse IP que le fournisseur d'accès ne connaît pas.

Des renforts de police sont déjà arrivés de Sousse, Tunis, Sfax, Tozeur, Gabès, Béja, Zaghouan. Les trois lycées de la ville vont leur servir de cantonnement. Un conseil important leur est parvenu d'un syndicaliste de Ben Guerdane (proche de la frontière libyenne), où des manifestations importantes ont eu lieu l'été précédent. L'idée est que l'on peut épuiser les forces de l'ordre, si on les occupe ou les harcèle 24 heures sur 24. Pour cela, on peut se partager, en encourageant les jeunes à généraliser les affrontements de nuit, les plus âgés poursuivant les manifestations de jour. Le groupe quitte le café vers 11 heures, formant un cortège qui s'étoffe, et qui scande : « *Nous tenons à la libération des prisonniers (arrêtés la veille)* ».

Inquiet, le gouverneur reçoit l'autre comité, et promet la libération des personnes emprisonnées. Depuis l'étranger, arrivent sur l'antenne d'Al Jazira les positions des partis politiques interdits : Moncef Marzouki en France, pour le CPR (Congrès pour la République), appelle à une grève nationale de la faim pour lundi ; Rached Ghannouchi à Londres, pour Ennahdha, appelle à un dialogue national sur la crise. Le PCOT, Parti communiste des ouvriers tunisiens, met en cause le pouvoir.

LE PROBLÈME POUR L'UGTT

Nous nous souvenons de l'attitude qui avait été celle de l'UGTT en 2008. Toutes les directions, y compris les directions locales autour de Redeyef, s'étaient tues pendant six mois, sous la pression des dirigeants nationaux mais également locaux. Mais une pression existait aussi à la base, on l'a vue avec les positions prises finalement pour soutenir tous les inculpés.

Selon Mohamed Fadhel, professeur d'arabe au lycée de Menzel Bouzaïane, qui a milité à l'UGET et au groupe L'Étincelle (Choalaa), groupe marxiste-léniniste des années 1970-1980, les tensions ont été très fortes au sein de l'UGTT : « *Durant les cinq dernières années (avant le soulèvement de 2010), il y a eu une grande bagarre entre les syndicalistes de la bureaucratie et les radicaux* ». Son collègue, Abdessalem Hidouri, professeur de philosophie aux opinions trotskistes, juge lui aussi que s'opposent au sein de l'UGTT « *une sensibilité radicale qui pousse aux luttes et une tendance bureaucratique aux compromis* ». À Sidi Bouzid, le conflit est ouvert entre les deux tendances, et la majorité est sur la ligne du gouvernement et du RCD.

L'UGTT est une force numérique dans le pays, avec 517 000 adhérents pour 3,8 millions de salariés, et sur une population totale de moins de 11 millions de personnes. Revenons un instant sur son fonctionnement. Il ressemble à celui que l'on connaît en France avec la CGT. Le mouvement est fondé sur des syndicats de base. Ces syndicats de base ont une double affiliation : d'une part à leur syndicat de branche, les mines par exemple, et d'autre part à une union locale, qui regroupe les différentes structures de la ville. Au-dessus, dans chaque gouvernorat, on trouve les bureaux des syndicats de branche et une union régionale, dirigée par un secrétaire général. Enfin, au sommet, à Tunis, se trouve la direction nationale.

On a donc une véritable structure hiérarchique sur quatre niveaux, qui commence à la base, au niveau local, s'élève au niveau régional, fédéral et enfin national. Au sommet, l'instance suprême, c'est le Congrès national, qui élit pour le fonctionnement quotidien un Bureau exécutif national et un Secrétaire général. Entre les syndicats locaux de base et le Bureau exécutif national, il y a deux structures parallèles : l'une sur une base géographique,

l'autre sur une base de métier. Sur la base géographique, ce sont les unions régionales, dont les bureaux exécutifs sont élus par les représentants des syndicats de base, au niveau d'un gouvernorat. Enfin, sur la base du métier, la structure intermédiaire, ce sont des syndicats généraux, constitués sur une base sectorielle.

Cet ensemble donne un pouvoir de domination à la tête qui se trouve à Tunis, le Bureau exécutif et le Secrétaire général. L'apparente démocratie du système est évidemment faussée par tous les fonctionnements classiques de ce genre d'appareil. Il faut des délais considérables à la base qui voudrait influencer par voie d'élection sur les sommets bureaucratiques. En réalité, ce qui peut seulement influencer ce genre d'appareil, ce sont les événements eux-mêmes, bien plus que les actions des militants de base.

Il faut ajouter à cela, on l'a déjà dit, que l'UGTT n'est pas un syndicat « ouvrier » au sens littéral du terme. L'appareil bureaucratique est entre les mains de gens issus surtout de la fonction publique. Enfin, dernière particularité, l'histoire de l'UGTT en a fait, à sa base, un espace de liberté, le seul. Dans les autres pays arabes, ce sont les mosquées qui peuvent servir de lieu de contestation du pouvoir en place. Pas en Tunisie.

Voici comment le décrit une militante du textile de Bizerte, de tendance islamiste, lorsqu'elle découvre le monde syndical : *« Je me rappelle au début, quand j'ai rejoint le mouvement syndical, je me suis retrouvée dans un réunion à Bizerte, j'ai observé comment les syndicalistes parlaient et s'exprimaient, j'étais impressionnée, je ne savais pas qu'il y avait un espace où on pouvait s'exprimer avec cette liberté. Ils parlaient comme s'il n'y avait pas de police politique, comme s'il n'y avait pas la terreur de ben Ali, j'étais surprise par cet espace. Je croyais que l'UGTT défendait juste les ouvriers mais je ne soupçonnais pas toute la liberté qu'il y avait (...) Nous, les voilées, la police politique nous connaît et suit nos pas et gestes. Nous étions sous la protection de l'UGTT, le seul endroit où je me sentais en sécurité, c'est le local de l'UGTT, l'endroit où je pouvais m'exprimer et me sentir en sécurité c'est l'UGTT ».*

La gauche du syndicat dispose de certains endroits où elle est plus forte. C'est le cas dans l'union locale de Regueb, ville agricole de 10 000 habitants, 30 km à vol d'oiseau de Sidi Bouzid. Elle domine aussi les instances régionales du syndicat de l'enseignement secondaire, sous la direction de Ali Zarii, qui se dit *« nationaliste arabe »*. Mais à la tête de l'union régionale, Touhami Heni est également député du parti présidentiel RCD. Ce Touhami Heni va vivre les événements en subissant les diverses pressions contradictoires : un coup, les parents des manifestants arrêtés ; un coup, les autorités. La nuit, il appelle le numéro un de l'UGTT à Tunis, Abdesslem Jrad pour prendre des ordres. Jrad lui demande de fermer les locaux de l'UGTT à ceux qui organisent meetings ou manifestations. Mais il ne se fait pas obéir. Pour se justifier auprès de Jrad, il s'absente à un meeting pour pouvoir lui dire qu'il n'y était pas.

Mais à Tunis, il n'y a pas qu'une direction bureaucratique à la solde du régime. Les choses sont plus complexes. Là aussi, des pressions s'exercent, comme celles du syndicat de l'enseignement secondaire. Du coup, l'attitude de la direction centrale ne sera pas celle de 2008, où elle avait entériné l'exclusion de responsables locaux. Elle cherche cette fois à se présenter plutôt comme « équilibrée ». D'un côté, elle couvre ses organisations locales vis-à-vis du palais, de l'autre elle appelle le gouvernement à des discussions et des initiatives.

Mais sur le fond, cette direction UGTT ne se place en aucune manière à la tête du mouvement. Ainsi, la semaine du 27 décembre, la direction de l'UGTT va convoquer une réunion de la commission administrative sectorielle, qui réunit les 24 secrétaires régionaux avec les 9 membres du bureau exécutif. Que décide cet État-major au grand complet ? Un arrêt de travail de 40 minutes, trois jours après la rentrée des classes, le mercredi 5 janvier. Et une grève des enseignants pour le 13 janvier, dans une éternité donc, même s'il est vrai qu'il y a un délai légal d'un préavis de dix jours.

L'EXTENSION AUX COMMUNES DE LA RÉGION *Lundi 20 à dimanche 26 décembre*

À partir du lundi 20 décembre, des affrontements éclatent avec la police dans des petites communes de la région. Des groupes se forment à Jelma, Mezzouna, Ouled Hafouz, Mknassy. Est-ce une véritable solidarité ? C'est en tout cas une émulation entre jeunes qui ont appris, par téléphone ou parfois par Facebook, ce qui se passe à Sidi Bouzid. À Menzel Bouzaïane, bourgade de 8000 habitants, les jeunes se regroupent devant la station Total, brûlent un pneu, crient. Pour le responsable de l'UGTT « *ce sont des jeunes apolitiques, des opprimés, mais dont la famille est parfois au RCD, des victimes du vide culturel. En attaquant la police, ils se mettent en situation d'héroïsme* ». Oui, c'est sans doute vrai, mais la force d'un mouvement, s'il devient puissant, est de transformer la nature de cette réaction épidermique, et c'est ce qui va se produire.

À Menzel Bouzaïane aussi (7000 habitants), l'UGTT est partagée, d'un côté les militants radicaux, de l'autre le secrétaire général, pour qui il n'est pas question de manifestation syndicale. Par contre, à Regueb (8000 habitants), la direction locale de l'UGTT, avec son secrétaire Naceur Zribi et son adjoint, l'instituteur à la retraite Youssef Salhi, sort avec une vingtaine de militants et enfile jusqu'à une centaine de personnes devant la délégation du gouvernement.

À Sidi Bouzid, le secrétaire général du RCD arrive mardi 21. Il mobilise ses troupes et dans la soirée, des gens du RCD avec des bâtons et le visage masqué, s'interposent entre les manifestants et la police. Craignant d'être identifiés, les jeunes esquivent. Le secrétaire du RCD repart le lendemain pour Tunis, rassuré. Mais dans la journée de mercredi, devant le café de Sidi Bouzid, un homme qui a peut-être trop bu et après une vive discussion, monte sur un pylône électrique, s'écrie : « *Je n'ai rien, je n'ai pas de raison de vivre (...) Venez chez moi voir notre misère, ma mère est pauvre. Vous ne savez pas comment je vis* ». Il fait un geste et c'est l'explosion. Cette nouvelle mort jette la colère.

Le soir, à Menzel Bouzaïane, l'UGTT, qui n'avait pas bougé la veille, décide de manifester. La tête du cortège a une allure bien syndicale, les gens se tenant par les coudes. Mais derrière, des hommes, des gamins et en dernier un groupe de jeunes, ceux des « nocturnes », peut-être deux cents, qui reprennent des slogans traditionnels de la gauche tunisienne : « *Pain et eau, oui, Ben Ali non !* » La politisation est là. Lorsqu'on apprend l'électrocution de Sidi Bouzid, Menzel Bouzaïane coupe l'électricité des voies publiques, histoire de désorienter la police. C'est le signal, la bagarre, la « nocturne » commence. Le local de la garde nationale, la délégation du gouvernement, sont attaqués.

À Sidi Bouzid, on repère que des policiers partent pour Menzel Bouzaïane. Alors, on prévient la commune d'El Atizaz, sur la route : des groupes coupent des arbres pour bloquer

le convoi policier. D'autres renforts de police, envoyés de Gafsa, sont bloqués à El Omrane. La police se vengera pour ces actes en arrêtant des jeunes.

Menzel Bouzaïane se prévaut d'avoir un passé révolutionnaire, et ce passé refait surface maintenant. Dans le cimetière de la commune, repose une figure de l'opposition estudiantine de Tunis sous Bourguiba, Ahmed Ben Othman. En 1967, le philosophe français Michel Foucault, qui enseignait alors à Tunis, cachait leur matériel d'impression. Ben Othman était habité par la révolution. C'est son jeune cousin, Khaled Amami, qui le raconte, il l'écoutait bouche bée. Eh bien, Khaled Amami a repris en partie ce combat. Il a fondé un groupe de réflexion à Menzel Bouzaïane. Ce groupe avait pour contrat de réfléchir aux idées de gauche en Tunisie, puis de se dissoudre. Le groupe a refusé de se dissoudre, est devenu trotskiste. Les membres sont ensuite partis militer dans diverses grandes villes, en Tunisie et en France.

On découvre ainsi, à la faveur d'un soulèvement qui soulève aussi le passé, que tout ce passé militant ne meurt pas. Il est encore présent, utile, prêt à servir, derrière les apparences d'une société qui ne lui fait aucune place. Ce passé va resurgir aussi sous une forme étonnante dans le mouvement tunisien, avec la présence des femmes, des femmes du peuple.

Vendredi 24, la traditionnelle sortie de militants du local de l'UGTT de Menzel Bouzaïane quitte les abords, avec le nouveau slogan de Sidi Bouzid « *L'emploi est un droit, l'État est une bande de voleurs !* ». Reviennent aussi les slogans traditionnels : « *Qu'il tombe le parti du Destour, c'est lui qui frappe le peuple !* », « *La vie est chère* », et plus encore « *Bouzaïane libre et la police dehors !* » le cortège parcourt les différentes cités. Excédés par les exactions de la police, des personnes âgées, des femmes et des enfants se joignent. Sur les vidéos, on voit nettement les habits colorés et nombreux des femmes, des habits pauvres. Cette présence féminine est une première. Le cortège marche d'un pas ferme vers les forces de police, comme s'il veut montrer sa force. Les vidéastes, maintenant, s'arrangent pour filmer les gens de dos, ou cadrent en dessous du bassin. Ils savent que la police tente de récupérer les portables avec les images.

Il y a peut-être mille personnes, pour 8000 habitants. Un local de la police est pris, les archives sont brûlées. Des renforts policiers arrivent. Pour la première fois, ils ouvrent le feu, droit devant. Chawki Nesci, 36 ans, est blessé. Son ami Mohamed Amari va vers lui pour le sauver, il est abattu.

Si Menzel Bouzaïane entre dans le mouvement par les « nocturnes » et les jeunes précaires, Regueb connaît le mouvement inverse : tout commence au local syndical. C'est que la direction est composée de nombreux anciens marxistes et de panarabes, parmi lesquels des « patriotes démocrates » (Watad), un courant issu de la recomposition de l'Étincelle. Comme à Menzel Bouzaïane, comme à Sidi Bouzid, on se soucie de joindre les grands médias. Cette fois, c'est un enseignant du bureau syndical qui contacte un cousin qui travaille pour Al Jazira, et c'est un instituteur en retraite, ne courant pas le risque d'une suspension de son salaire, qui se fait interviewer.

De quelques dizaines lundi, les protestataires se retrouvent à un millier jeudi. Là aussi, les jeunes brisent les vitres de la mairie, de l'école professionnelle, mais ils essaient aussi de brûler l'agence de la banque nationale agricole. C'est qu'une partie importante des nocturnes sont des fellahs. Les affrontements ont lieu en ville, mais une partie des problèmes sont bien paysans, comme l'était d'ailleurs Mohamed Bouazizi lui-même, même si des militants ont

déformé cette réalité. Beaucoup, qui ne s'en sortent pas, ont un petit travail épisodique en ville, et un pied à la campagne, et ils s'accrochent désespérément à leur terre. Et tous espèrent des négociations avec les autorités, qui pourraient déboucher sur des moyens pour créer des emplois.

Une dizaine de jours après le premier rassemblement spontané à Sidi Bouzid, les militants commencent ainsi à réaliser que ce qu'ils ont bricolé au tout début peut être reproduit ailleurs : les manifestations d'adultes dans la journée, les « nocturnes » par les jeunes la nuit, les contacts avec les médias étrangers à qui on envoie vidéos et interviews.

Côté gouvernement, on semble impuissant à ramener le calme. Lorsque le gouverneur de Sidi Bouzid s'adresse à un ancien dirigeant du RCD pour lui demander d'user de son autorité pour appeler au calme, cet ancien responsable lui répond qu'après tout, ces événements peuvent être bénéfiques pour Sidi Bouzid : « *Sidi Bouzid ne peut plus attendre, c'est notre occasion ou jamais, on doit la saisir pour avoir plus d'attention de la part du président* ». En fait, cela doit faire des années maintenant que le RCD n'a plus l'autorité qu'il a pu avoir, tout simplement parce qu'il n'a plus grand chose à offrir aux gens qui lui demandent. Une enseignante du RCD le dit ainsi : « *Nous subissons, en tant que militants, les pressions directes de nos adhérents et des habitants de nos quartiers, qui nous harcèlent pour trouver à leurs enfants du travail. Nous avons perdu la face devant eux* ». Selon le sociologue Mouldi Lahmar, 17% des adhérents au RCD de Sidi Bouzid auraient pris part aux manifestations. Comme le dit encore le docteur Nsiri : « *l'adhésion est une simple formalité et, quand ils croisent une manifestation, ils ne se rappellent plus qu'ils sont adhérents au RCD* ».

LA REVOLUTION PART DES PLUS PAUVRES, PAS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

On a beaucoup dit que la révolution tunisienne était une nouveauté en ce qui concerne l'utilisation des nouvelles technologies. Sous le titre « *En Tunisie, la révolution est en ligne* », Le Monde (18 janvier) a écrit : « *Face au bouclage des médias traditionnels, la jeunesse tunisienne a porté la protestation sur le Web, de la diffusion d'images au piratage de sites officiels* ». Des jeunes tunisiens eux-mêmes ont parlé de « *révolution Facebook* ».

En fait, dans le mouvement, les gens utilisent tout ce qu'ils ont sous la main. Ceux qui sont habitués à utiliser le téléphone fixe n'utilisent que cela, les jeunes qui n'ont connu que le portable utilisent le portable. La technologie est bonne à maîtriser par les militants, parce que c'est une arme parmi les autres, ni plus ni moins. Elle ne remplace en rien les sentiments humains qui animent un mouvement, et qui, devenant collectifs, se transforment en une force que l'on ressent, d'un lieu à l'autre, d'une ville à l'autre, quelle que soit la technologie du moment.

Seulement voilà, nombre de personnes, qui ne savent pas ce qu'est un mouvement parce qu'elles n'en ont pas vécu de l'intérieur ou, souhaitant en être, se mettent à croire de bonne foi et avec les meilleures intentions que la technologie en soi va permettre de créer une situation, une mobilisation. Ainsi, les cyberdissidents de Takriz, un réseau de cyberdissidents clandestin, où « *chaque membre ne connaît qu'un niveau* », mettent en ligne le jeudi 23 décembre un faux communiqué de l'UGTT centrale à Tunis, appelant à un rassemblement devant son siège national, pour le samedi 25. « *On voulait ramener le mouvement à Tunis, s'expliqueront-ils. Quelle force pouvait manifester en centre-ville ? L'UGTT* ».

Le choix du lieu, le local de l'UGTT est classique en Tunisie, tous les opposants pensent que la police n'interviendra pas aux abords du siège syndical. Les gens de Takriz, sans doute des étudiants, pensent que peut-être les militants de l'UGTT vont se rallier au rassemblement. Mais ce choix a des implications politiques, car il tend à remettre entre les mains de la direction syndicale un mouvement parti des plus pauvres des pauvres.

Le jour dit, on trouve encore une fois Slimane Rouissi, venu de Menzel Bouzaïane, et qui a contacté à Tunis des opposants qui y ont migré, on trouve beaucoup d'enseignants, des opposants qui militent dans des ONG, des jeunes du PDP, l'avocate Leila Ben Debba, qui a été contactée par des collègues de Sidi Bouzid. Certains critiquent le slogan de Sidi Bouzid, à cause du terme « *bande de voleurs* » : il ne faut pas manier l'insulte, selon eux ! Mais les policiers et les flics en civils sont les plus nombreux. Lorsque les manifestants réussissent de force à atteindre une première rue, la police cogne et les fait reculer. On chante alors l'hymne de l'UGTT et l'Internationale.

À Tunis encore, le grand mufti a condamné le geste de Mohamed Bouazizi : c'est une tentative de suicide, ce que l'islam condamne. Pour contrer cette vision religieuse, le syndicat de l'enseignement secondaire répète inlassablement que Bouazizi est une victime du régime, que c'est un assassinat politique. Son secrétaire national, Sami Tahri, qui avait découvert le marxisme au lycée, contacte tous les syndicats qui avaient tenté en 2008 d'obtenir un soutien aux révoltés du bassin minier, l'enseignement primaire, les PTT, les caisses sociales, et propose un nouveau rassemblement devant l'UGTT lundi 27.

Takriz appelle à nouveau sur Facebook. Nouveau rassemblement donc. Des cyberdissidents sont là à nouveau. La chanteuse Emel Mathlouti, qui avait osé parler de Sidi Bouzid entre deux chansons à Sfax, est là aussi. Mais la situation est la même que samedi. Décidément, la technologie ne peut pas créer un mouvement qui n'existe pas. Le secrétaire général de l'UGTT, Jrad, va dénoncer Tahri qui avait pris la parole, et condamne les slogans hostiles à Ben Ali scandés par les manifestants.

Décus par le peu de succès de leurs appels, des internautes engueulent ceux dont ils attendaient une réaction. Le blog d'Ali Saidane écrit : « *Un silence de mort s'est abattu sur les rangs des cinéastes, des hommes de théâtre, des musiciens, des poètes... Devons-nous être de Sidi Bouzid, Menzel Bouzaïane, Mezzouna pour réagir devant les événements qui secouent le pays ?* »

Pendant ce temps, les autorités ont renforcé leur lutte contre les nouvelles technologies. Elles ont réussi à installer des mouchards sur la page de connexion à Facebook pour récupérer les mots de passe de chaque utilisateur. Grâce à quoi, elles peuvent entrer dans les comptes. En réponse, le réseau Anonymous, sur l'incitation du Parti pirate tunisien, s'attaque aux grands portails informatiques du gouvernement.

Bien plus efficace va être l'intervention de l'État américain. On avait déjà appris, lors des fuites révélées par Wikileaks, que les diplomates américains en Tunisie avaient un regard très critique sur le régime. La famille de la femme du président, Leila Trabelsi, était qualifiée de « quasi mafia », le régime de « sclérosé ». Le 6 janvier, l'ambassadeur de Tunisie aux États-Unis sera convoqué pour s'entendre une protestation contre l'usage de la force contre les manifestants et le fait que les autorités pénètrent les comptes Facebook et Twitter de leurs concitoyens. Les techniciens de Facebook en Californie vont alors travailler d'arrache pied.

Ils installent une page de connexion sécurisée https et un barrage de contrôle pour les comptes dont les mots de passe ont été piratés. Le 10 janvier, tous les réseaux sociaux tunisiens sont sécurisés. C'est par eux que passent les images qu'utilisent les télévisions étrangères.

La veille encore de la fuite de Ben Ali, les nouvelles technologies seront encore un enjeu. Les violences de la police seront telles, ce jour-là, que les cyberdissidents vont lancer une sorte d'ultimatum aux trois opérateurs de téléphonie mobile ; ils leur demandent de mettre un crédit de un dinar (40 centimes d'euro) à tous leurs clients, afin que chacun, quelle que soit sa situation, puisse passer un appel au secours. Beaucoup recevront ce dinar symbolique.

Une semaine après la chute de Ben Ali, Alma Allende, une militante du PCOT (Parti communiste des ouvriers tunisiens) que nous citerons plus loin très largement, et qui a utilisé les nouvelles technologies, écrit dans son journal de bord de la révolution : « *On exagère aussi le rôle joué par Internet. En l'absence de liberté d'expression, Facebook et le téléphone mobile ont joué un rôle essentiel, mais ce n'est pas eux qui ont fait tomber le gouvernement* ».

LA PRÉSENCE DES AVOCATS

Nous les avons déjà entrevus, nous les reverrons tout au long des événements, ce sont les avocats. Dans un pays où la liberté de parole et de pensée est bafouée, leur présence est appréciée par la population. Mais deux raisons différentes se mêlent ici. D'un côté, il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux, relativement assez important, se sont engagés et prennent des risques. Mais en même temps, il y a aussi l'image sociale de ces hommes en habit, auréolés de la place que la société leur procure, et envers lesquels on doit du respect, si ce n'est une forme d'admiration. Les avocats ne sont pas du même monde et cela pose forcément problème dans un mouvement social.

Ces avocats, eux aussi, s'empressent de souhaiter que le mouvement prenne forme dans la capitale. Nous avons déjà croisé maître Aouini. Il était au café Samarkand pour mettre en place le comité actif à Sidi Bouzid. Lui aussi est un ancien membre de cercle marxiste au lycée. Étudiant syndiqué à l'UGET, il a participé aux manifestations contre la réforme du Capes, ce qui lui a valu d'être emprisonné une fois neuf mois, une autre deux ans. Une fois avocat, il s'est engagé dans la défense de dizaines d'inculpés du bassin minier, et il a vu les tracasseries à son encontre : « *une grande leçon socio-politique* », dit-il. Et il a conclu « *l'arme la plus tranchante pour gagner la partie contre Ben Ali ; une résistance comme dans les pays occidentaux, avec des femmes et des élèves* ».

Maître Aouini est aussi à Tunis. Le mercredi 22, un sit-in des avocats est improvisé devant le palais de justice, par des avocats opposants, militants d'extrême gauche ou nationalistes arabes. Les plus âgés ont souvent fait de la prison. Le sit-in, les avocats connaissent. Souvent soumis à des droits de la défense bousculés par le régime, leur ordre, seule organisation professionnelle ayant conservé une certaine indépendance, a dû organiser une certaine résistance, avec sit-in ou grève des audiences. Après le sit-in, maître Aouini organise une réunion discrète dans le bureau de Rahdia Nasraoui, très engagée contre la torture. Ils décident d'organiser un sit-in pour le mardi 28 ; on informera les collègues de bouche à oreille, pour éviter le téléphone. N'empêche, le matin, la police arrête deux figures politiques, maîtres Abderraouf Ayadi et Chokri Belaïd (qui sera assassiné le 6 février 2013, sans doute par des islamistes).

Mais ils sont une centaine d'avocats. On scande : « *Ministère de l'Intérieur, administration terroriste* ». Une pancarte dit : « *Redeyef, Ben Guerdane, Sidi Bouzid : commencement du compte à rebours* ». Maître Aouini prend la parole, dénonce la chaîne officielle de télévision sur le traitement de l'information concernant Sidi Bouzid, exalte le courage des habitants. Il est interrompu par deux femmes, deux passantes, des femmes de milieu populaire. La plus âgée : « *Laissez-moi parler* ». Elle raconte qu'elle s'est rendue au ministère de la Santé chercher un emploi pour son fils chômeur ; « *ils m'ont répondu : "dis à ton fils d'aller vendre des pois chiches !"* ». Les gens scandent « *Tous en rang pour se battre pour les droits des chômeurs* ». Puis l'autre femme raconte le sort de son fils de 27 ans, père de deux jeunes enfants qui ne trouve pas de travail. Ces interventions montrent à la fois la volonté commune et la distance considérable entre les différents milieux sociaux.

Suite à de nombreuses informations faisant état d'agressions contre des avocats qui manifestaient, à Grombalia, Gafsa, Monastir, Mahdia, Sfax, Kasserine, l'Ordre des avocats lance un ordre de grève générale pour le 6 janvier. Au sein de cet Ordre, on trouve aussi bien des islamistes d'Ennahdha que des avocats de gauche du Watad ou du PCOT.

LA RÉACTION DU PALAIS

La première réaction du Palais a été, mardi 21 décembre, de répondre par des annonces : il y aura un élargissement du réseau des complexes industriels dans les gouvernorats de l'intérieur, ainsi qu'un programme de formation complémentaire pour les diplômés. On prévoit d'organiser une visite de ministre par jour et le problème est considéré comme réglé. Ben Ali part rejoindre sa femme en vacances d'hiver dans le Golfe.

Mais rien ne marche. Il se sent obligé de rentrer à Tunis. Le rideau de protection des informations est percé. Alors, on va contrer Al Jazira d'un côté, essayer d'apaiser les familles des morts de l'autre. On envoie des enquêteurs depuis Tunis, qui vont infliger trois jours d'interrogatoires aux policiers ; la policière accusée d'avoir giflé Mohamed Bouazizi est incarcérée. Et Ben Ali se fend d'un déplacement auprès du brûlé. L'image est affreuse. Bouazizi n'est qu'un maillot de tissu silencieux. Aucune empathie ne sort des images de l'équipe de télévision présidentielle.

Pire, Ben Ali va accumuler les erreurs dans le discours qu'il fait, le premier donc depuis le début. Il dit qu'il répond à « *certaines télévisions étrangères* » alors que la majorité de la population n'en savait encore rien ou pas grand chose, et donne ainsi une importance considérable à l'évènement. Il parle ensuite des inégalités régionales, et promet des emplois à Sidi Bouzid. Or, le mouvement est encore circonscrit au seul gouvernorat de Sidi Bouzid. Dans ces conditions, cela revient à dire aux autres : « *Manifestez, si vous voulez avoir aussi votre part !* » Enfin, il menace les manifestants de la région « *la loi sera appliquée rigoureusement* », alors que la peur ne les paralyse plus depuis des jours. Visiblement, Ben Ali s'est contenté de puiser ses idées dans ce qui marche en temps normal, lorsque les gens sont résignés, et qu'ils sont bien obligés d'accepter d'entendre de vaines promesses.

De toute façon, il faut bien voir que lorsqu'un mouvement est lancé avec une certaine puissance, aucun discours n'a guère de chance de l'arrêter. Menacer les gens vous attire plus de mépris et de haine. Promettre quelque chose, c'est leur dire qu'ils ont eu raison de manifester, et qu'il faut donc continuer pour avoir plus. Ne rien promettre ou ne rien dire,

c'est se montrer sourd et insensible aux souffrances populaires, et se faire détester un peu plus.

THALA, KASSERINE, ENTRENT DANS LA LUTTE
3 au 6 janvier 2011

Thala n'est qu'une ville de 13 000 habitants, située encore plus à l'intérieur du pays, au nord-ouest de Sidi Bouzid, une centaine de km à vol d'oiseau. Mais Thala est une ville qui a un passé révolutionnaire. Et ce passé revient avec les luttes qui montent. La ville soutenait Ben Youssef, le rival de Bourguiba, à l'époque de la décolonisation. Thala s'enorgueillit d'être une des villes où il avait fallu envoyer des blindés lors des émeutes du pain en 1983-1984. Et en 2008 encore, les lycéens avaient manifesté pour soutenir le bassin minier.

Ceux du lycée Boucharat prévoient un mouvement à 10 heures le jour de la rentrée des classes, le 3 janvier. Mais des policiers sont déjà là. N'empêche, ils remettent cela pour 14 heures. À 14 heures, revenant de déjeuner dans la famille, les lycéens trouvent la police et les BOP, brigades de l'ordre public. Ils annoncent qu'ils vont remettre ça à 15h. Et à 14h10, ils démarrent. Un groupe d'une vingtaine de lycéens scande « *Jeunes, rassemblez-vous, jeunes, rassemblez-vous, le sang a coulé à Sidi Bouzid !* »

Rejoints par des chômeurs diplômés et des syndicalistes, ils arrivent devant le lycée Ahd el-Jadid ; tous les élèves, internes, externes, filles et garçons, les rejoignent. Arrivent alors la police et la garde nationale, tirs de lacrymogènes et matraques. La ville se remplit de gaz, des barricades sont improvisées. Des fenêtres, les femmes lancent des youyous pour encourager les jeunes, qui lancent des pierres du haut des ruelles. Vers 22 heures, les policiers lancent des voitures qui foncent sur les gens. Les jeunes les bloquent à l'aide de grosses pierres et des pneus brûlés.

Le lendemain, les établissements du second degré sont fermés à 10 heures, les élèves du lycée Ahd el-Jadid, 15 ans, sont tabassés, aspergés de lacrymogènes, pendant deux heures. Des renforts de police arrivent dans des bus civils, marqués Gafsa, Jendouba, Nabeul, Sidi Bouzid. S'y ajouteront les jours suivants une motopompe qui crache de l'eau chaude, des motos. Quand les policiers pourchassent les manifestants à moto dans les ruelles escarpées, des jeunes leur tendent des cordes et des câbles en acier.

Le 4 janvier, on apprend la mort de Mohamed Bouazizi. Des centaines, peut-être des milliers de bouzidis se pressent à ses funérailles. Les rassemblements de sympathie se multiplient un peu partout dans le pays.

Le jeudi 6 janvier, un haut gradé annonce au mégaphone la libération des prisonniers, l'arrivée d'un ministre pour samedi, et demande le retour au calme. Samedi 8 janvier, rien ne se passe du tout. Les jeunes de Thala reprennent les affrontements. Des adultes sont avec eux. Des femmes disposent tomates, lait ou coca sur les trottoirs pour que les manifestants puissent nettoyer leur visage des gaz lacrymogènes. À 20h30, un dispositif policier de tir ciblé se met en place, un véhicule avant blindé qui en couvre un autre, avec des hommes aux vêtements neufs, comme si tout cela n'avait jamais été utilisé.

Un des hommes, genou à terre, fusil épaulé, va tirer à une centaine de mètres. Marouane Jamli 20 ans, qui jetait des pierres, est touché au cou. Puis c'est une balle dans le

dos de Ghasan Chniti 19 ans, qui tentait de s'écarter, et Yassine Rtibi 17 ans, tous deux travailleurs précaires. Les lycéens prennent la première victime : trois coups de feu : Mohamed Omri lycée 19 ans, Ahmed Boulaâbi ouvrier agricole 32 ans, tombent aussi. À l'hôpital, on constate « *c'est un massacre* ». On y amène 51 personnes cette nuit-là, pour de la médecine de guerre ; 16 blessures par balle, dont 5 mortelles.

À Sidi Bouzid, c'est la plus grande ville qui avait entraîné les autres du gouvernorat, Regueb, Menzel Bouzaïane. À Thala, c'est l'inverse, la petite ville va entraîner la grosse, Kasserine. Mais dans tous les cas, le mouvement est profondément enraciné dans les lieux les plus pauvres, les plus abandonnés du pays. Depuis 22 jours, il ne se nourrit que de la misère des fellahs, de l'absence d'espoir des chômeurs, et pas seulement des diplômés, des femmes qui voient l'avenir de leurs enfants éteint, des hommes écœurés par les exactions de la police, des jeunes indignés par les injustices. Aucune grande ville n'a encore bougé.

Kasserine donc, 90 000 habitants, comprend six collèges et 5 lycées, avec un total de 6000 lycéens. La ville est aussi assez proche de la frontière algérienne, plus ou moins à mi-chemin entre Thala et Sidi Bouzid. Presque de manière synchronisée avec Thala, les tirs à balles réelles commencent et feront ici quatre morts. Et comme à Thala, les forces de l'ordre abattent ceux qui tentent de porter secours. Mais les jeunes restent dans la rue.

L'aspect ludique du mouvement s'évanouit. En même temps, ces tirs provoquent un autre changement. La revendication sociale prend une coloration politique. « *Jusqu' alors, on parlait de revendications sociales mais, à Kasserine, on parle de révolution politique, dit l'avocat maître Rhimi. Carthage est responsable de la situation de Kasserine et de Sidi Bouzid* ». On entend de tout nouveaux slogans : « *Pas de présidence à vie !* », « *Le régime doit abandonner le pouvoir !* », « *Il faut se débarrasser de la mafia !* »

À Thala, maintenant, quand les policiers utilisent les lacrymos, on leur crie « *Vas-y, vas-y, j'ai envie de sentir tes lacrymos* ». Quand les policiers tirent, « *Tire, tire, j'ai pas envie de vivre !* » Les images qui, jusqu'ici, ne parvenaient absolument pas dans les quartiers populaires de Tunis, parce que les pauvres ne connaissent pas Facebook, parviennent maintenant. Non pas parce qu'on a trouvé de nouveaux moyens techniques, mais parce qu'elles ont changé de nature. On prend conscience que c'est d'un soulèvement dont il s'agit. Il suffit que l'un ou l'autre en ait connaissance, et tous aspirent à voir, à savoir. La banlieue de Tunis se met à bouger, le Kram, Salambo. Le 10 janvier, dans la cité Ettadhamen, construite illégalement dans le grand Tunis par des gens dont une partie sont originaires de Kasserine, des jeunes commencent à couper la route de Bizerte, à piller des distributeurs de billets.

On ne le sait pas encore, mais Thala et Kasserine, qui tiennent tête malgré les tueries froidement perpétrées, sont le tournant vers la révolution.

Dans son allocution, ce 10 janvier, Ben Ali qualifie les opposants d' « *éléments hostiles à la solde de l'étranger, qui ont vendu leur âme à l'extrémisme et au terrorisme* ». En réaction, trente grévistes investissent les bureaux de l'union régionale UGTT à Gafsa, et ils exigent que les responsables soutiennent désormais les manifestations. Le blocage total de Ben Ali aux demandes de l'UGTT va pousser les fédérations nationales à autoriser des grèves générales par région, à Sfax, Kairouan et Tozeur le 11 janvier, à Tunis le 14 janvier.

SFAX, LA GRANDE VILLE DONNE AU SOULÈVEMENT UNE AMPLEUR NATIONALE
12 janvier

À Sfax, la direction de l'UGTT se la joue un peu, dans le genre « *nous on sait y faire, on a un passé, on est des costauds* ». Mais cette direction n'avait pas bronché en 2008 pour les bouzeux de Redeyef. Ce qui est vrai, c'est que l'UGTT de Sfax est riche de forts bataillons militants dans l'aristocratie ouvrière : dans le port, aux chemins de fer, dans le pétrole et la pétrochimie.

Ce qui est vrai quand même, c'est que Sfax est un centre historique pour l'UGTT. C'est là que Habib Achour et Ferhat Abbas ont créé en 1944 une première Union des syndicats autonomes du Sud, en se séparant de la CGT. Dans des moments comme ceux qui agitent maintenant la Tunisie, l'union régionale de Sfax est une ruche de militants et de militantes d'entreprises.

Deux jours après l'immolation de Mohamed Bouazizi, le secrétaire général de l'union régionale de Sfax Mohamed Chaâbane publiait un communiqué d'appui, mettait en garde contre une réponse brutale des forces de l'ordre et demandait la libération des personnes arrêtées. Le dimanche 9 janvier, la direction discute de l'idée, proposée par certains, d'un appel à la grève générale sur la région.

La plupart des secteurs et des adhérents poussent à la solidarité avec Sidi Bouzid et insistent pour une grève générale le 12 janvier. Mohamed Chaâbane accepte, mais ne fixe pas de date, histoire de ménager la direction nationale, qui doit d'abord donner son accord. De la fenêtre de l'UGTT, il s'adresse aux deux mille personnes qui sont assemblées. Il dénonce les tueries de Kasserine et de Thala, il prépare les gens à la grève générale. Les syndicalistes de base sont bien rôdés, et savent ce qu'ils ont à faire : contacter par téléphone, convoquer des réunions de préparation.

La direction nationale, à Tunis, convoque la commission administrative nationale pour le mardi 11 janvier. Là, les hésitations sont nettement plus fortes. C'est qu'on est plus près du pouvoir. Le secrétaire général de l'UGTT Abdessalem Jrad est en contact permanent avec le ministre de la Défense, avec le ministre de l'Intérieur. Officiellement, il tente d'obtenir la libération des emprisonnés. Mais des indices nous disent que ça doit aussi discuter dur. « *On a été accusés par le gouvernement d'être derrière les événements et d'avoir ouvert les locaux syndicaux* », dira par exemple Jrad. On comprend vite au cours de la réunion que des unions régionales – Kairouan, Jendouba, Mahdia, Siliana, le Grand Tunis, Ben Arous, Nabeul - sont de toute manière décidées à lancer une grève de vingt-quatre heures, comme Sfax. Mais un certain nombre de dirigeants, proches du RCD au pouvoir, font tout pour que l'on ne décide de rien.

Du coup, cette commission administrative vote « *la solidarité avec les familles et les victimes* », reconnaît le droit aux différentes structures syndicales de mener des mouvements mais « *par des marches pacifiques* » et « *en coordination avec le bureau exécutif national* ». Surtout, on se met d'accord pour faire en sorte que les mouvements qui vont avoir lieu ne convergent pas vers une grève générale nationale. Ceux qui veulent lancer toutes les forces dans une bataille décisive sont donc bloqués, au niveau de Tunis, par ceux qui veulent juste envoyer un signal, « *une alerte* » à Ben Ali.

Ben Ali ne veut qu'une chose : que le mouvement ne touche en aucun cas sa capitale. Il appelle Jrad lui-même directement, en pleine réunion, pour lui demander de venir le voir au palais, à Carthage. Jrad répond qu'il ne peut pas venir, qu'il est en réunion avec la commission administrative. Mais ensuite, il appelle le secrétaire général adjoint de l'UGTT de Sfax : « *Je ne veux pas de grève générale ! Regardez le sort de Kasserine et de Sidi Bouzid. Ben Ali est encore fort ! Vous risquez de subir le même sort que ceux de Thala et de Kasserine.* » Mais Sfax tient à son honneur et tient bon.

Alors que commence la manifestation de Sfax, Ben Ali annonce qu'il démet de ses fonctions le ministre de l'Intérieur, et le remplace par un homme du Sud, qui n'est pas du milieu policier. Il crée deux commissions d'enquête, sur la corruption et sur le maintien de l'ordre. Il annonce la libération de la plupart des emprisonnés. Mais à Tunis, le secrétaire général du PCOT, lui, vient d'être emprisonné ; il a appelé la veille au « *départ de Ben Ali* » et « *la dissolution des institutions fantoches du régime* ».

La manifestation et la grève de Sfax sont un succès marquant. « *Des quartiers périphériques, des camions bondés se dirigent vers le centre-ville, avec des banderoles qui affichent les noms des quartiers* ». Les manifestants, jusqu'ici, se comptaient en centaines, au mieux quelques milliers. Là, ils sont des dizaines de milliers, peut-être plus de 30 000. Les policiers sont absents du centre-ville. On se dit « *ils ont peur* ». La manifestation est jeune, aux deux tiers, avec une forte présence de femmes. Les slogans : « *Contre la pourriture du pouvoir !* », « *Dégage !* », « *La dignité, la liberté et le droit au travail !* ».

Le mouvement qui s'enclenche à Sfax ouvre, certes, une perspective plus politique, mais dans le même temps, il change de monde social. Sfax est une cité commerçante et portuaire prospère, où domine une bourgeoisie financière et une forte classe moyenne. À partir de là, le mouvement va passer entre les mains des couches moyennes du pays, dont on a vu qu'elles étaient jusqu'alors au moins en partie la base sociale du régime de Ben Ali.

Jrad, secrétaire général de l'UGTT, se rend à Carthage en fin d'après midi. Ben Ali lui demande d'annuler la grève à Tunis. Il lance à Jrad : « *Tu assumes tes responsabilités ?* » Jrad répond : « *La décision des grèves est de la responsabilité de la commission administrative et j'ai déjà signé la résolution. Personne n'est en mesure de les annuler* ». Et il ajoute, nous dira-t-il : « *Nous ne travaillons pas à déstabiliser le pays mais à protéger les citoyens* ». Mais aux journalistes qui l'attendent dehors, il a déclaré : « *J'ai trouvé auprès du président de la République une vision profonde des principaux problèmes et de leurs causes et une volonté de les résoudre.* »

Après les tueries, qui pouvaient finir par signifier au mouvement qu'il était en train d'être battu, l'image de Sfax lui donne une prestance. C'est aussi un encouragement pour les autres unions régionales, qui lancent leur grève le lendemain. Pour une partie des opposants, l'idée d'une chute possible du régime devient maintenant plausible.

TUNIS, LA CAPITALE FINALEMENT SOULEVÉE PAR LE MOUVEMENT
10 au 13 janvier 2011

Ben Ali a eu le nez fin sur un point, la crainte de voir le mouvement toucher la capitale. Nous allons voir qu'en effet, dès que Tunis est réellement touchée, les événements vont considérablement s'accélérer, les choses vont aller très vite. Mais cette accélération ne

doit pas nous masquer un fait. C'est par les plus pauvres des pauvres que Tunis commence à suivre le mouvement.

Nous avons vu que le 10 janvier, quelques heurts avaient commencé à se produire dans les faubourgs de Tunis. Le lendemain, mardi 11 janvier, les affrontements essaient à partir des quartiers qui entourent la vieille ville arabe et la ville européenne. Pour l'instant, c'est un peu un jeu, comme cela l'avait été pour les jeunes, les premiers jours autour de Sidi Bouzid. On filme les échauffourées, on veut être dans l'action. Policiers et jeunes se connaissent souvent déjà.

Jeudi 13 janvier, nouveau et dernier discours de Ben Ali : il se propose de quitter le pouvoir, quand il aura fini son mandat. Et d'ici là, il se dit prêt à tout discuter, le Code de la presse, le Code électoral, la loi sur les associations. Triste sire qui se destitue en direct. *« Je vous ai tous compris : le chômeur, le nécessiteux, le politicien et tous ceux qui revendiquent plus de libertés »*. Il a compris tout le monde, et il voudrait aussi qu'on le comprenne : *« Je voudrais dire que beaucoup de choses ne se sont pas passées comme je le voulais, s'agissant en particulier des domaines de la démocratie et des libertés. Certains m'ont parfois induit en erreur en me cachant les faits »*.

Là encore, Ben Ali peut dire ce qu'il veut, sa capitale est touchée. Quoi qu'il dise, cela se retournera contre lui. Dire qu'il n'était pas au courant, c'est dévoiler une faiblesse. Défendre ce qui s'est produit, c'est finir de se déconsidérer. Mais le discours trompe au moins une personne, l'ambassadeur de France à Tunis. En effet, à l'issue du discours télévisé, le parti de Ben Ali fait circuler dans les avenues de Tunis des voitures qui klaxonnent, soi-disant en liesse. Rassuré, l'ambassadeur envoie un câble à Paris, pour dire que le discours *« peut lui permettre de reprendre la main »*.

Mais le discours tout juste terminé, commence une chasse mortelle contre les manifestants autour de Tunis. Les médecins, qui récupèrent les blessés ou les morts dans les hôpitaux, sont épouvantés. *« À Ben Arous, tous les blocs opératoires sont occupés ; on a vu des blessés avec une balle entre les deux yeux ou en pleine carotide. Le personnel de Ben Arous est sous le choc »*. Au même moment, à Kasserine, on photographie et on filme à l'intérieur même de l'hôpital, avec la complicité du personnel, pour montrer les corps ensanglantés des jeunes tués par balles, alignés côte à côte sur des lits.

Ben Ali joue-t-il un double jeu ? Ou pire, son annonce d'une commission d'enquête sur d' *« éventuels débordements »* aurait-elle décidé des responsables des unités anti émeutes à jouer leur propre jeu ? Quoi qu'il en soit, Tunis, après Thala, après Kasserine, rejoint le pays profond dans la détermination, pour ceux qui luttent, à lutter maintenant jusqu'au bout.

Ce soir du 13 janvier, l'activité des internautes se démultiplie. Khaled, un étudiant raconte dans Le Monde : *« Le soir de la mascarade de Ben Ali, la vitesse de circulation des messages a été multipliée par cinq. 120 personnes m'ont envoyé l'appel à manifester que j'ai à mon tour transmis à 300 contacts »*.

Enfin, autre changement majeur, ce 13 janvier : la télévision nationale se sent obligée d'ouvrir son antenne à des gens jusqu'ici totalement interdits d'antenne. Des millions de Tunisiens vont ressentir une bouffée d'oxygène lorsque l'avocate Bochra Belhaj Hmida, le président de la LTDH Moktar Trifi et le jeune président du Syndicat des journalistes

indépendants Neji Bghouri, ou même l'islamiste modéré membre de la LTDH Slahedine Jourchi, se mettent à leur parler.

LE DERNIER JOUR DE BEN ALI

14 janvier 2011

À la cité Ettadhamen, des jeunes, chômeurs, précaires, syndiqués, se sont donnés rendez-vous à 9 heures. Des militants prennent la parole, critiquent le discours de la veille. Des gens du RCD tentent de les agresser. Après quoi ils partent en cortège vers le centre-ville à deux heures et demie de marche. La grève des transports est totale.

Pas bien loin du centre-ville, un autre rendez-vous a été donné devant l'UGTT.. Une danseuse professionnelle s'exclame : « *Nous en sommes à plus de soixante-dix morts dans ce pays, mais nous n'avons plus peur. Moi-même, avant ces événements, j'avais manifesté une fois dans ma vie, une fois en près de quarante ans, pour la Palestine. Mais là, je veux que Ben Ali s'en aille.* » C'est toute la classe moyenne qui parle.

Un barrage de police est là pour empêcher d'arriver sur l'avenue principale de Tunis, l'avenue Bourguiba. Il est forcé par le nombre des manifestants. En plein milieu de l'avenue Bourguiba, le bâtiment grisâtre du ministère de l'Intérieur. Depuis toujours, on sait que là, on torture. C'était déjà le cas sous la présence française, ça l'est encore avec l'indépendance. La civilisation a transmis son savoir.

La blogueuse universitaire Lina Ben Mhenni n'en revient pas : « *D'habitude, devant le ministère de l'Intérieur, on baisse la tête et on accélère le pas. J'ai cru rêver : il y a des gens devant et certains escaladent la façade* ». Elle retrouve là son père, Sadok, qui y avait été torturé en 1974, quand Bourguiba s'en prenait aux dirigeants de El Amal Ettounsi, L'Ouvrier tunisien. On parle des tueries de la veille dans les quartiers populaires. L'idée d'une minute de silence est lancée, circule sur Twitter, est reprise de bouche à oreille. À 11 heures, l'avenue fait silence.

Le secrétaire général de l'UGTT Jrad suit les événements depuis son bureau. À onze heures, il reçoit un coup de fil du ministre de l'Intérieur. Celui-ci craint que le ministère ne soit envahi par les manifestants et lui demande de les écarter : « *Monsieur le secrétaire général, ça va être très grave pour le pays !* » Jrad répond que ce n'est pas en son pouvoir : « *Tout ce que nous pouvons faire est de persuader les manifestants de ne pas s'attaquer au bâtiment* ».

Avenue Bourguiba, ce n'est pas le ministère de l'Intérieur qui intéresse les manifestants, ils voient au-dessus. On scande « *Pain, liberté, dignité nationale* », mais aussi « *Le peuple décide de faire chuter Ben Ali* », « *Le peuple exige le départ de Ben Ali* », « *Le peuple veut renverser le régime* ». Quand les couches moyennes se mobilisent, c'est en se drapant du mot peuple. Mais en même temps, c'est une sorte d'engagement que tous ces gens prennent.

Le flot de ceux qui arrive avenue Bourguiba semble inépuisable. Les jeunes des milieux populaires ont souvent mis deux heures de marche. Les gens envoient des sms pour inviter leurs proches à venir. L'histoire est en train de s'écrire. À partir de midi, on scande de

plus en plus aussi « *Dégage !* ». On saura plus tard que l'effet de ce « *Dégage !* » est terrible sur l'entourage de Ben Ali.

La foule devient dense, cela commence à sentir la victoire. « *C'est le moment où j'ai su qu'on ne ferait plus marche arrière* » raconte la lycéenne Maïssa Saidane. Son père parle d'une masse compacte. Lucide sur la composition sociale et politique qui est présente, il explique : « *Je regarde autour de moi et elle n'a pas de traits en termes de classes sociales et d'âges. C'est une multitude décidée à faire don, à en découdre* ». Mais en même temps « *il y en a qui ont donné l'aval au discours présidentiel de la veille. Ils ont du mal à se fondre dans cette masse compacte de la fraternisation qui est née dans l'arrière-pays et les quartiers populaires. Ça me met en colère* ».

Que faire de cette force ? Les idées circulent. Les uns parlent d'aller au Palais de Carthage. D'autres de rester sur place jour et nuit, jusqu'à ce que Ben Ali s'en aille. C'est aussi la position de maître Aouini. Un début d'organisation s'ébauche, avec des médecins, des syndicalistes, on cherche des tentes, de l'eau. Mais la police lance des lacrymogènes, disperse les abords du ministère. Des manifestants cassent des blocs de pierre pour en tirer un maximum de projectiles. Il est 14h25. A 15h20, la télévision annonce un remaniement du gouvernement, l'état d'urgence et le couvre-feu.

À 17 heures, Al Jazira annonce « *Pour la première fois avec la voix et l'image, notre correspondant à Tunis* ». À 18h35, l'Agence France Presse lance une Alerte : Le président Ben Ali a quitté la Tunisie (sources proches du gouvernement). Ben Ali aurait d'abord demandé l'asile à la France, qui le lui refuse : Sarkozy n'a pas envie de voir les problèmes de la Tunisie importés en France, où il y a 600 000 Tunisiens. Ben Ali a pris la direction de l'Arabie saoudite.

LA PROTECTION ILLUSOIRE DE L'ARMÉE

Vue de France, à travers les grands médias, la révolution tunisienne est achevée, maintenant que Ben Ali est parti. Victorieuse, elle ouvre la voie à la démocratie, même si, faute d'expérience, les Tunisiens vont hésiter, choisissant un moment un pouvoir islamiste. La réalité est tout autre, et elle a été très soigneusement cachée. Mais avant de voir dans le détail cette partie cachée de la révolution tunisienne, nous allons dire quelques mots sur le problème de l'armée.

C'est que le degré de conscience de la population et des plus mobilisés sera obscurci en partie par l'attitude de l'armée. Depuis le 14 janvier, le bruit court que l'armée est du côté de la révolution. La rumeur dit que le général Rachid Ammar a refusé d'obéir à Ben Ali qui lui demandait de participer à la répression, et que Ben Ali l'a limogé « *pour avoir refusé de tirer sur le peuple* ». Le ministère de l'Intérieur démentira cette version, mais cette belle image va rester collée à l'armée. Elle est d'ailleurs reprise encore aujourd'hui sur Wikipédia. Et la population va donc penser pouvoir compter sur l'armée.

L'armée, en Tunisie, c'est 35 000 hommes en tout et pour tout, un corps assez restreint donc, auquel Bourguiba avait inculqué l'idée qu'il devait se confiner en dehors des affaires publiques, et dont Ben Ali se méfiait. Sous Ben Ali, c'est le ministère de l'Intérieur qui a considérablement gonflé, atteignant au final 400 000 personnes, pour une population de moins de 11 millions d'habitants : un flic pour 30 personnes !

La nuit qui suit la fuite de Ben Ali, loin d'être une nuit de fête et de liesse populaire, est une nuit d'angoisse. Les milices de Ben Ali se déchaînent. Et dès le lendemain, l'armée se met à jouer les protecteurs, du côté de la population contre ceux qui voudraient le retour du dictateur.

L'État-major, en ne soutenant pas Ben Ali jusqu'au bout, comme a pu le faire la police, devient un pilier qui permet au système de se maintenir. Pendant de nombreux jours, un bras de fer discret va l'opposer aux milices de Ben Ali qui n'acceptent pas le changement. Un jeu subtil va se mettre en place, nous allons le voir dans les jours qui suivent : tant que le mouvement reste acceptable, tant aussi que l'on n'a pas définitivement maîtrisé les tentatives des benalistes de revenir à l'ancien ordre, l'armée joue en quelque sorte les protecteurs vis-à-vis de la population. Des combats réels ont ainsi lieu entre certains éléments les plus dévoués à Ben Ali et l'armée. Le 26 janvier, une tentative coordonnée sera même lancée : 2 à 3000 policiers et miliciens partisans de Ben Ali vont envahir le ministère de l'Intérieur. Les autres policiers observent une soi-disant « *grève générale* », en réalité se sont mis à refuser d'obéir à la nouvelle autorité politique. « *Des groupes armés ont surgi, comme à Kasserine (ouest), où la sous-préfecture a été mise à sac, mais aussi à Tunis* ». (Le Monde 3 février 2011).

Mais dès que, en haut lieu, en coulisse, les dirigeants qui ont su se grimer pour rester sur place, ou d'autres plus anciens et moins récemment compromis, se mettent à juger qu'il est temps que s'arrête le processus révolutionnaire, on verra alors l'armée se replier et laisser faire la police, démoralisant ainsi la population, et facilitant le retour à l'ordre.

Un certain nombre de militants vont évidemment se poser des questions sur cette attitude de l'armée. Les militants du PCOT, notamment, se posent à juste titre des questions sur le rôle des Etats-Unis. N'ont-ils pas « *conseillé* » aux dirigeants de l'armée de ne pas intervenir, jusqu'à la chute de Ben Ali ? L'attitude du général Rachid Ammar n'a-t-elle pas été télécommandée ou au moins suggérée par les Etats-Unis, qui ont sans doute été plus clairvoyants que les tenants de l'impérialisme français ? Les fuites de Wikileaks disent en tout cas leur peu de conviction pour la stabilité du régime de Ben Ali. Une victoire de la démocratie dans le monde arabe, c'est un scénario que les États-Unis ont apparemment envisagé depuis un moment. Un simple changement de forme permettrait de conserver les relations économiques de l'impérialisme, sans trop de difficultés. Par contre, il verrait d'un très mauvais œil une avancée sur le terrain de la révolution sociale, ou la moindre remise en cause de la propriété privée.

Au final, l'armée aura joué un rôle essentiel dans les journées les plus avancées du mouvement. Car, en donnant l'illusion au plus grand nombre qu'elle était dévouée à la révolution, au peuple et au pays, elle obscurcit la conscience de classe, et contribue à poser le problème en terme national, empêche de réfléchir au fait que l'appareil d'Etat, en particulier la haute administration, reste en place pour l'essentiel. Le ministre de l'Intérieur tunisien Farhat Rajhi aura limogé 42 hauts responsables de la sécurité et réintégré des policiers radiés ou mis au placard. La sûreté nationale a été donnée à un général de l'armée Ahmed Chebir. La conscience de la nécessité d'un changement du personnel va du coup se cristalliser sur le seul parti de Ben Ali, le RCD, et sur ses seuls membres.

Et pourtant, malgré cela, malgré donc l'illusion que réussit à créer l'armée auprès de la population la plus révoltée, spontanément, cette population va franchir un pas révolutionnaire après le départ de Ben Ali.

LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION

Les medias, même les plus sympathiques au mouvement, ont bien rarement mentionné la chose, mais des formes d'organisation ont existé à la base, au lendemain du départ de Ben Ali qui a eu lieu, il faut le rappeler, le vendredi 14 janvier 2011. Non, l'UGTT, internet et ses réseaux, n'ont pas été les seuls modes d'organisation, comme semblent le dire plusieurs ouvrages parus sur la révolution en Tunisie. C'est que l'idée même que ces pauvres soient capables de s'organiser n'existe guère. Ces pauvres n'attirent d'ailleurs pas l'attention sur ce qu'ils peuvent faire, alors qu'il se passe exactement l'inverse dès qu'il s'agit de syndicalistes, d'avocats, d'étudiants, etc.

Les jeunes qui se sont battus contre les flics jusqu'au départ de Ben Ali avaient une organisation. On la devine à travers certains récits, qui décrivent comment un groupe de jeunes, fatigués de harceler les flics, en appelle d'autres à prendre la relève. L'organisation des pauvres, on va la voir se concrétiser bien plus encore dans les heures qui suivent le départ de Ben Ali, preuve que les plus pauvres peuvent tout à fait mettre en place leurs propres moyens de répondre à une situation. Mais cette organisation, il nous faut presque lire entre les lignes des grands journaux, pour la découvrir depuis la France.

Revenons à la journée du 14 janvier. La manifestation devant le ministère de l'Intérieur, si elle va aboutir en quelques heures à la fuite de Ben Ali, se termine d'abord par une débandade. La police, non seulement, charge, mais poursuit les manifestants, fracasse des portes d'habitations, se déchaîne. La police est aussitôt rejointe par la pègre. L'envoyée spéciale du Monde décrit un quartier de Tunis après la manifestation : *« La pègre a investi le quartier. Ils sont plus de cinquante, des bâtons ou des tiges de fer à la main, qui sèment la terreur dans les habitations alentour. Cette fois, ils sont massés devant le numéro 3 de la rue Atatürk. La police est avec eux. Il faut parlementer pour obtenir l'engagement de tous sortir en sécurité. Une fois dans la rue, la parole ne sera pas tenue et un terrible tri commence. Français d'un côté, Tunisiens de l'autre. Les premiers sont entraînés vers l'ambassade de France. À l'aube, le sort du reste du groupe, une vingtaine de personnes, demeure incertain. Dans la ville désertée, des milliers de chaussures abandonnées étaient les seules traces de la formidable manifestation qui a fait tomber Ben Ali. »*

Le calcul des bandes policières de Ben Ali est simple, instaurer un désordre tel qu'un retour rapide du dictateur devra s'imposer. Faire peur au point que ces classes moyennes qui ont commencé à rejoindre la manifestation dans la journée, s'effraient et aspirent au retour à l'ordre benaliste, leur ordre. Ces bandes vont donc tenter d'occuper la rue, terrorisant par des comportements violents.

Mais la population la plus simple va très vite comprendre ce qui se passe. Et très vite, en quelques heures, elle se dote de moyens d'empêcher ces sbires, ex indicateurs ou policiers, de sévir. Sur la base du voisinage, de gens qui se connaissent, dont on sait sur qui on peut compter ou pas, se mettent en place ce qui va bientôt devenir des comités. Dès le 15 janvier, nous dira CQFD, un petit mensuel marseillais qui a envoyé un journaliste en Tunisie, et qui décrit la situation au Kram, dans la banlieue de Tunis, *« les comités de vigilance du quartier ont dressé des barrages et, sous les éclats de rire de la foule, se régalaient à arrêter les rares camions de flics pour les contrôler et les fouiller, non sans exiger que les fonctionnaires les saluent respectueusement »*. Et le journaliste de dire son sentiment : *« Sur les points de*

contrôle établis par les comités de quartiers, l'habituel gibier des forces de sécurité se transforme en chasseur. »

À lire un épisode comme celui-ci, on ressent la force que peut procurer aux comités le renversement, la veille, de l'autorité suprême. Au point que des flics, des professionnels du maintien de l'ordre, toujours équipés d'armes à feu, se sentent en état d'infériorité face à des gens qui ont pour eux une supériorité morale, la présence du nombre qui les soutient, et pour seules armes des couteaux ou de bâtons.

« Eya, une jeune femme de Radès (banlieue Sud de Tunis), raconte à Gil Lucas, l'envoyé du journal CQFD : "J'étais sur un barrage. Un gros Toyota est arrivé avec cinq types dedans. On les a arrêtés. Le chauffeur a dit qu'ils travaillaient au port. On les a laissé passer tout en se disant qu'ils ne semblaient pas clairs. Ils sont revenus quelques instants plus tard. On leur a demandé de sortir de la voiture. On n'avait que des couteaux et des barres de bois et de fer. Un des types a sorti une arme et s'est mis à tirer. La panique a été générale, mais les soldats sont arrivés rapidement. Deux des types ont été abattus immédiatement. Un autre a été retrouvé au matin par les habitants, caché dans un jardin..." »

Le journal Le Monde ne mentionnera, lui, les comités qu'en passant, au détour d'un article, en date du 18 janvier, où Isabelle Mandraud affirme que les comités ont été créés sur les réseaux sociaux : *« les premiers comités de vigilance, organisés par les Tunisiens pour se défendre contre les policiers et les miliciens fidèles au régime, sont nés ici, à Kasserine, sur les conseils d'internautes. Aussitôt diffusés, aussitôt mis en place. »*

Alors qu'à Tunis ou à Paris, les médias insistent surtout sur le rôle joué par Internet dans la révolution tunisienne, l'envoyé spécial du Monde diplomatique, Amin Allal, voit sur le terrain l'importance des comités : *« Ce sont pour la plupart des adolescents qui ont bravé les balles de la police, des hommes de moins de 30 ans qui ont composé le gros des cortèges, comme celui parti du Kram vers le palais de Carthage le 13 janvier au soir. Dès le lendemain, les jeunes glosent sans tabou sur la fuite du dictateur. Ils veulent mettre un terme au complexe paternaliste en occupant des lieux jusque-là interdits et en imposant aux agents de police de les saluer. Si l'utilisation d'Internet a pu symboliser leur investissement, l'expérience des comités de vigilance a été tout aussi importante. Lors de ces veillées entre jeunes, on parle, on s'informe, on décide. On supprime les forces de l'ordre en assurant la sécurité. Des mots d'ordre sont lancés : faire des listes par quartiers des militants RCD, ne pas brûler les écoles... Le matin, on se substitue aux services municipaux en organisant le ramassage des poubelles »* (Le Monde Diplomatique février 2011).

Mais à la lecture de l'ensemble des témoignages, on peut penser que ces comités se sont créés très vite, sans doute à de nombreux endroits simultanément, et d'abord dans les quartiers les plus populaires, dès le 15 janvier, ou même dans la nuit du 14 au 15 janvier.

CQFD donne la parole à une professeur d'université rencontrée devant la Kasbah de Tunis, qui a tendance à enjoliver les choses, mais qui n'invente sans doute pas non plus tout ce qu'elle dit : *« Personne n'en parle, et évidemment surtout pas les médias qui du jour au lendemain sont passés de la plus totale soumission à Ben Ali à la fausse célébration de la révolution. À travers tout le pays, les comités de vigilance qui s'étaient créés pour contrôler les quartiers contre les miliciens benalistes ont continué à exister et s'occupent des affaires publiques. Ils se sont souvent donnés des noms comme comité ou conseil de protection de la révolution. On les trouve dans les villes et les régions où ont été dégagés les nouveaux gouverneurs. Dans de nombreuses entreprises, les directeurs compromis ont été virés. À*

l'université où je travaille, le recteur nommé par le ministre a été viré. On a élu des secrétaires généraux, des doyens, des directeurs d'instituts, tous temporaires. Il y a un comité pour les enseignants, un pour les étudiants et un pour le personnel. Et l'on se rencontre tous dans les assemblées générales. Dans les quartiers populaires, comme à El Morouj, dans le nord de la capitale, les jeunes s'occupent des comités ». (CQFD n° 87, mars 2011)

Dans un certain nombre de villes et de villages, des personnalités trop compromises sous Ben Ali sont, soit parties d'elles-mêmes, sans doute avec le calcul de revenir dès que ce sera possible, soit ont été expulsées par les habitants. Une partie du personnel administratif nommé par le gouvernement provisoire, est également rejetée. Il y a donc des « trous » dans les postes de pouvoir. Ainsi, à Siliana (centre nord, 31 000 habitants), « *en raison de la fuite de la plupart des fonctionnaires régionaux et locaux corrompus, affiliés au parti RCD* », explique *Tout est à nous* (27 janvier 2011), est décidée l'élection publique d'un conseil local pour la protection de la révolution et la gestion des affaires pour la ville de Siliana et d'un autre pour la région.

Dans la ville de Sidi Bou Ali (17 000 habitants), qui dépend administrativement de Sousse, un conseil local provisoire pour gérer les affaires de la ville décide : « *Suite à la décision de confier à Mohamed Ghannouchi la mission de former un nouveau gouvernement chargé d'organiser les nouvelles élections présidentielles dans le pays ; après le vide administratif et de gestion dans les villes de Sidi Bou Ali, gouvernorat de Sousse ; nous, citoyens de la ville de Sidi Bou Ali rassemblés à la "Place du peuple" en ville déclarons : nous rejetons cette décision qui se base sur une constitution antidémocratique et impopulaire, et qui ne garantit pas les droits de toutes les sensibilités nationales dans le pays ; nous refusons la domination du parti au pouvoir et à sa continuation à contrôler la vie politique dans le pays, à travers ses symboles et ses valets dans le gouvernement ; nous élisons, d'une façon publique, un Conseil local temporaire pour qu'il gère les affaires de la cité et pour travailler dans le cadre de la coordination régionale et nationale pour retrouver le fonctionnement normal de la vie civile, économique, culturelle et politique dans le pays jusqu'à ce qu'une nouvelle Constitution d'une société démocratique et populaire ouvre la voie à des élections pour assurer la dévolution pacifique du pouvoir et sans aucun monopole (...) Nous décidons de nous répartir sur les comités suivants : Comité de propagande et des médias ; Comité de la communication avec l'Armée nationale ; Comité de protection des quartiers ; Comité de propreté de la ville ; Comité de la logistique ; Comité de sensibilisation, d'orientation et de culture. »*

APRÈS LE DÉPART DE BEN ALI, LA RÉVOLUTION MONTE EN PUISSANCE, LE JOURNAL D'ALMA ALLENDE

Nous disposons d'un témoignage inestimable, publié sur le site du NPA, (<https://npa2009.org/content/chroniques-de-la-r%C3%A9volution-tunisienne-par-alma-allende>) d'une habitante de Tunis d'origine tuniso-espagnole, militante du PCOT, Alma Allende, qui vit dans un quartier plutôt bourgeois, et qui va rédiger un cahier d'une vingtaine de pages, décrivant au jour le jour ce qu'elle vit et ce qu'elle voit, entre le 16 janvier et le 1^{er} février. Nous allons en utiliser de très larges extraits.

Tunis, dimanche 16 janvier 2011,

Le 16 janvier, un dimanche, deux jours après le départ de Ben Ali, la pression des milices de Ben Ali est encore présente. « *Lorsque nous sortons pour faire les courses,*

l'épicerie est à nouveau fermée, car il n'y a rien à vendre. L'épicier espère que l'approvisionnement sera rétabli lundi car, autrement, la situation deviendra insoutenable. Notre quartier bourgeois est également rempli de restes de barricades. L'impasse de l'Aurore a littéralement été fermée par des poutres d'acier. Dans les rues adjacentes au Premier Juin, des branches d'arbres, des pierres, des plaques marquent la volonté des voisins de défendre leur quartier des assaillants. Tous les accès à la Place Mendès France, où se trouve le siège local du RCD ont été coupés ou rendus difficiles, avec des blocs de ciment et des bidons de plastique remplis de sable. Maintenant, en tout les cas, nous savons d'où vient le danger. Les médias le reconnaissent ouvertement et, plus important, les Tunisiens le savent : ce sont les milices armées fidèles à l'ex-dictateur, qui ont pour instruction d'imposer le chaos et de terroriser la population (...).

« A 13h30, nous prenons la voiture pour ramener Amin à sa maison, à Al-Morouj (quartier populaire de Tunis), le quartier victorieux de la nuit précédente. Et commence alors un long, tortueux et révélateur parcours à travers la ville. Afin d'éviter le centre, dont les accès ont été bloqués par la police, nous décidons de passer par Bab Saadoun, où un puissant tank de l'armée domine la place (...). Il y a un premier contrôle militaire au début de l'Avenue du 9 Avril, ensuite un second face à la Kasbah, et ensuite un troisième, dans lequel un soldat nous oblige à montrer nos documents, à descendre de la voiture et à ouvrir le coffre.

« Ensuite, 19 autres contrôles nous attendent. Mais ces 19 contrôles sont tout autre chose, c'est un autre monde. Nous avons laissé derrière nous la Kasbah et nous passons par les quartiers les plus populaires de la ville : Al-Malassin, Al-Manoubia, Al-Kabaria, Al-Mourouj. Il n'y a plus de militaires ni de policiers. C'est comme si nous parcourons spatialement, d'une rue à l'autre, dans un ordre croissant, toutes les étapes des événements de ces derniers jours en Tunisie ; d'une révolte à une guerre civile ; d'un coup d'Etat jusqu'à la révolution. Car les jeunes ont pris la ville. Littéralement, elle est à eux. Ils empoignent des bâtons, des couteaux, des haches et des marteaux. Mais en les voyant, au contraire de notre réaction face au tank, nous ressentons une énorme tranquillité. Une étrange joie. Ils sont très nombreux, certains à peine adolescents. Ils ont défendu leurs quartiers pendant toute la nuit et maintenant ils poursuivent la lutte contre la dictature au travers des barrages très ordonnés qui, tous les 800 mètres, stoppent les voitures et les fouillent, spécialement les taxis, parce que l'on sait que les sbires de Ben Ali les utilisent pour assaillir les quartiers et transporter des armes. Il y a quelque chose de festif dans l'air et quelque chose de solennel dans leurs gestes, et c'est complètement logique : ils sont libres d'être ensemble et nombreux et, de plus, ils ont une mission à accomplir.

« La première chose qui frappe, c'est la solidarité et l'ordre. Il faut exercer beaucoup de violence et beaucoup de mépris sur un être humain pour qu'il ne soit pas poussé à être sérieux, bon, responsable, solidaire, attentionné et protecteur. Il faut exercer une énorme pression sur une société pour qu'elle préfère le mensonge, l'obscurité, le chaos. (...) Mais voici que les freins sont brisés et qu'ils sont maîtres de la rue, et ils pensent au contraire à protéger leurs familles, au bien-être de leurs voisins, au destin de leur pays. Ceux qui assaillent et qui pillent, maintenant qu'ils n'ont plus le pouvoir, ce sont les policiers de Ben Ali, et les jeunes, leurs anciennes victimes, maintenant qu'ils ont le choix, choisissent la générosité et l'organisation (...).»

« Dans l'après-midi, la tension revient. Avant le couvre-feu, nous dressons avec les voisins trois barricades dans notre rue tandis qu'arrivent les nouvelles des affrontements à

l'arme lourde dans le Palais présidentiel, des chocs à la Porte de France, de la terrible situation qui règne à Bizerte, à la merci des milices de l'ex-dictateur ».

On le voit avec cette description généreuse, ce n'est pas seulement l'existence de ces organisations de base qui est passée sous silence dans la presse occidentale, c'est la poursuite même de la Révolution et son approfondissement par toutes sortes de formes organisées et spontanées. Mais à lire Le Monde, Libération ou le reste de la presse européenne, après le 14 janvier, l'on ne voit plus s'agiter que politiciens et partis politiques. Nous examinerons cet aspect des événements un peu plus loin. Il nous suffit ici de savoir que s'est mis en place, d'en haut, au sein des équipes dirigeantes, un gouvernement provisoire. Mais regardons d'abord comment la révolution s'étend et s'approfondit

17 janvier 2011 :

« Dans le centre ville c'est une manifestation de deux cent personnes qui avance par l'Avenue de Paris vers Le Passage. Les manifestants crient des slogans contre le premier ministre, Mohamed Ghannouchi (qui est membre du RCD, le parti de Ben Ali) et exigent la dissolution immédiate du RCD, le parti de Ben Ali. (...) Les personnes qui sont sorties acheter le pain discutent à voix haute, comme dans tous les quartiers de Tunis. Les uns soutiennent qu'il faut être patient, attendre les élections et retourner complètement la chaussette sale du régime de l'intérieur (nous ajoutons : donc, laisser faire les autorités). D'autres, au contraire, n'ont aucune confiance dans cette option et assurent qu'il est nécessaire de continuer la pression pour que cette opportunité historique, qui ne se représentera pas de sitôt, ne soit pas gâchée ».

Dans les discussions, Alma Allende parle du « travail mené dans l'ombre par les Etats-Unis et la France afin d'imposer des limites au processus » (...). « Nous passons ensuite sur les abords de l'Avenue Bourguiba, où l'on respire une énorme tension – et le reste des gaz lacrymogènes. Il n'y a que des soldats et des policiers et nous marchons, sans le vouloir, en regardant les toits, nous souvenant des francs-tireurs de l'ex-dictateur qui, hier, avaient provoqué la terreur ». De retour à la maison avant le couvre-feu à 19h, elle s'informe de la composition du nouveau gouvernement : « Le RCD conserve tout l'appareil d'Etat : Intérieur, Défense et Justice ».

18 janvier :

« Comme hier, une petite manifestation est en train de remonter l'Avenue de Paris, criant des slogans contre le RCD et le gouvernement de coalition (...) Près de l'ambassade de France, nous quittons la voiture. L'accès en automobile à la Bourguiba est coupé de tous côtés ; barbelés, tanks, contrôles militaires et policiers, fourgons de toutes sortes, se succèdent à perte de vue. (...) Cette proximité dans l'espace entre l'armée et la police semble étrange, comme deux espèces animales distinctes dont les gens attendent également des réactions distinctes. La police fait peur. Sur certains chars de l'armée, des citoyens ont au contraire déposé des bouquets de fleurs ».

« Nous entendons tout de suite, dans la petite rue parallèle à celle que nous empruntons, des voix exaltées et nous voyons quelques mètres plus haut une troupe de quelque trente personnes qui occupent la chaussée. Deux d'entre elles discutent en hurlant sur le nouveau gouvernement (...) Deux autres hommes invitent le groupe à se diriger vers le siège central du RCD. »

Et Alma Allende nous décrit de manière vivante comment, spontanément, un mouvement se met en place pour imposer, progressivement, jour après jour, l'éviction du RCD dans Tunis et à travers tout le pays : « *Sur l'avenue Mohamed V, se dresse le colossal édifice du parti RCD, un des plus hauts de la ville, construit il y a cinq ans par Ben Ali et symbole écrasant de la force de la dictature. C'est vers ce lieu que se dirige la foule avec des consignes écrites sur des feuilles de papier : "Dehors le RCD" ; "Du pain et de l'eau, non au RCD" ; des slogans impératifs fusent : "Tunisie, Tunisie libre, RCD dehors, dehors !" (...) Il y a quelques avocats avec leurs toges, des professeurs, des artistes, des employés de banque (...) Ils sont peu nombreux pour le moment, cent personnes qui dressent les poings et crient leurs slogans face à l'édifice, tandis que les militaires, très proches, semblent contenir la police, postée de l'autre côté de l'avenue. Il y a beaucoup de tension, beaucoup de cris, beaucoup d'obstination. Soudain trois tirs résonnent et le groupe se disperse. Mais tout de suite, il se reforme à nouveau et revient sur ses pas.*

A ce moment-là, le bruit court que Ghannouchi a démissionné. Mais on en doute, on veut vérifier l'exactitude de l'information. « *Un homme avec moustache et bonnet de laine, à l'aspect d'un militant de gauche, réclame le silence. Les militaires ont demandé la dissolution immédiate de la manifestation ; "Ils disent que nous nous sommes exprimés et que nous devons nous disperser dans cinq minutes". On obéit lentement.*

« *A mesure que nous marchons vers l'Avenue de Paris, nous sommes sans cesse plus nombreux, tous les groupes dispersés par le centre ville, cristallisés au hasard, agglutinés par une ambition partagée, affluent depuis les rues latérales, par dizaines, par centaines, ensuite par quelques milliers de personnes qui chantent l'hymne national. (...) Des nouvelles nous arrivent de manifestations similaires (contre le RCD) à Sfax, Sidi Bouzid, Kasserine. La décision est prise : c'est, effectivement la révolution. Ni compromis, ni chaussettes réversibles, ni transition à l'espagnole (après Franco). »*

La police charge, lance ses lacrymogènes. Les gens courent, en évitant les petites rues où ils avaient été piégés le 14 janvier. Alma et ses amis font un large détour par la Médina. Ils passent devant le siège de l'UGTT. La place « *est bouillante de syndicalistes rassemblés devant le siège* ». « *L'atmosphère est à l'excitation, mais elle est jubilatoire. Ce n'est pas Mohamed Ghannouchi qui a démissionné, nous éclairent-ils, mais bien les trois membres du syndicat qui avaient accepté de faire partie du gouvernement (...) Tous sont d'accord sur le fait qu'il n'est pas question de participer à un gouvernement dont ferait partie des membres du parti corrompu et criminel qui a gouverné la Tunisie au cours des dernières décennies. L'UGTT s'est jointe à la détermination du peuple et de ses affiliés. On parle ouvertement de révolution. Les nasséristes et les Patriotes démocratiques (une scission de l'ancien Parti Communiste Tunisien), distribuent des tracts en arabe appelant à la mobilisation* ».

« *En revenant à la maison, je lis la nouvelle de la démission de Ghannouchi en effet, pas du gouvernement, mais bien de ses fonctions dans le parti (RCD). Je lis également que le parti a exclu Ben Ali et 7 autres membres dirigeants. Rien ne saurait être plus surréaliste ; le parti tente de se décontaminer en excluant le dictateur, et le premier ministre tente de se décontaminer en sortant du parti (...) Vers 17h30, un voisin me demande de l'aider pour traîner un tronc d'arbre et fermer notre rue. Une autre nuit de couvre-feu commence, angoissante, pleine de murmures et de tirs, avec l'irritant hélicoptère tranquillisateur sur nos têtes* ».

19 janvier 2011,

« Pour le sixième jour consécutif, des centaines de citoyens défient la loi martiale, qui interdit de se réunir à plus de trois personnes, et se rassemblent cette fois-ci Avenue Bourguiba, envahissant le boulevard central. La police laisse faire. L'atmosphère, sous un ciel à franges blanches et bleues, est complètement distincte d'hier. Toute la tension s'est envolée. On est certain de la faiblesse du gouvernement, ou du moins de sa stratégie, dont le conseil des ministres a été reporté jusqu'à jeudi. Il n'utilise plus la force. (...) Sur le boulevard de l'avenue Bourguiba, les manifestants expriment non seulement leur rejet du RCD, mais leur simple existence, et leur déploiement maximum (...) Ils ouvrent leurs rangs serrés pour que puissent passer les tramways, qui exhibent sur les vitres des inscriptions contre le RCD et l'illégitime gouvernement de transition. Ils se laissent emporter par la sensation, peut-être dangereuse, qu'ils ont déjà vaincu ».

« Des groupes de militants et d'intellectuels discutent dans des assemblées improvisées. On cite Lénine, Rosa Luxemburg, la Révolution française, la russe, la chinoise. On cite aussi les cas de Cuba et du Venezuela. Nous pouvons nous organiser de manière autonome, dit le frère de Ben Brik, le célèbre journaliste persécuté par le régime. Il faut profiter de l'autogestion défensive des quartiers pour former des conseils et des communes. Nous avons besoin d'une alternative organisée, dit l'un. Précisément, il n'y a rien de plus organisé que la spontanéité (...) Amira, jeune actrice, fait également des plans pour diffuser la culture dans les villages les plus défavorisés et dans les secteurs les plus pauvres de Tunisie. "Dans le sud, la vie des jeunes est désolante. L'unique ressource qu'on leur a donné c'est la prostitution du tourisme. Il n'y a ni cinémas, ni centres culturels, ni théâtre, il n'y a rien. Il est nécessaire de leur apporter tout cela comme un élément inséparable de la souveraineté politique".

« On chante, on danse, on raconte des histoires qui alimentent l'excitation émancipatrice. A différents endroits de la ville, les travailleurs ont expulsé leurs patrons et pris les lieux de travail. Les employés de la compagnie d'assurance Star ont forcé le directeur à abandonner, sans chaussures, l'immeuble de la compagnie. Venant d'autres villes du pays, nous parvenons des nouvelles d'assauts contre les sièges du RCD.

« Retour à la maison, dans une Tunis étrangement festive, où les tanks sont presque agréables à la vue, nous sommes émus de voir un vieux, la baguette à la main, distribuer des morceaux de pain aux passants et plus loin, un petit étal de légumes sur lequel on peut lire l'annonce suivante : « Celui qui a de l'argent paye, celui qui n'en a pas, qu'il prenne gratis ».

« Quelques 80 personnes restent toute la nuit Avenue Bourguiba. Nous sommes presque couchés et contents que nous parvenons, à 10h30, des nouvelles d'Al-Mourouj. Les milices du dictateur sont en train d'assaillir le quartier et des échanges de tirs ont lieu avec l'armée, qui a demandé aux commandos d'autodéfense de se réfugier dans les maisons pour éviter les victimes civiles. Parfois les êtres humains ont déjà changé alors que les structures restent debout. Et cela est très utile si on veut les faire tomber. »

Le 20 janvier 2011,

« Comme la multiplication des pains et des poissons, ils viennent d'ici et de là-bas, l'un à tel moment, l'autre plus tard, des petits groupes organisés – réunis au hasard des rues et coordonnés à travers les téléphones portables – pour se concentrer cette fois-ci sur l'Avenue Mohamed V, face à l'ignoble immeuble de verre aveugle du RCD, protégé par

l'armée. (...) La police observe de loin et les soldats sourient. Le slogan le plus crié cette fois-ci "Le peuple veut faire tomber le gouvernement !"

« Nous allons jusqu'à la fin de l'avenue, à contre-courant des gens qui arrivent, pour nous rapprocher de l'Avenue Bourguiba (...) On ne peut plus parler d'une manifestation mais bien d'un "éparpillement" (...) d'une expansion, d'une occupation de toutes les rues du centre. Sur le boulevard se forment des groupes de discussion – j'en compte jusque quinze – d'hommes et de femmes qui discutent et tentent d'élaborer des programmes et des stratégies. Ce sont de véritables assemblées populaires dont les participants prennent la parole avec un certain désordre, haussant la voix, réclamant la liberté de parole. La présence importante de femmes de tous les âges aujourd'hui est interpellante, et elles jouent un rôle protagoniste (...) Ce sont les jeunes, les employés, les ouvriers – le peuple – qui prennent la parole dans ces assemblées pédestres, parce qu'ils n'ont que leurs pieds pour se déplacer.

« Ce qui est important – et impressionnant – c'est que tous s'organisent sans attendre d'avoir un gouvernement (...) Plus impressionnant encore : dans l'intérieur du pays se forment des conseils qui gèrent la vie des villes et des villages. A Kasserine, un des symboles de la révolution tunisienne, tombe de martyrs, berceau d'une aube nouvelle, une véritable Commune formée par les syndicats, les partis de gauche et des groupes de jeunes exerce le pouvoir et dicte ses décisions au "gouverneur". Ils ont ramené les forces de l'ordre dans leurs casernes. Ici et là, tous réclament la dissolution du RCD, du gouvernement provisoire et l'établissement d'une Assemblée constituante.

« Le peuple est toujours devant l'immeuble du RCD, où quelques changements ont eu lieu. (...) En haut, à soixante mètres de haut, des petites silhouettes s'affairent à démanteler les lettres qui composent le nom du parti. Elles parviennent à arracher le mot "tayuma" (rassemblement). Tandis que nous revenons par une petite rue latérale, un beau jeune soldat nous dit en souriant avec malice, l'arme inclinée vers le sol : - Bon, c'est fini pour aujourd'hui. Revenez demain. Mais c'est aujourd'hui que nous revenons. (...) Après plusieurs échecs, au milieu de la ferveur populaire, les lettres (RCD) sont peu à peu arrachées, ensemble avec des morceaux de marbre et du mur. Le siège du RCD n'existe plus.

Le soir, Alma et ses amis regardent « une vidéo amateur tournée une de ces nuits à Jebel Lakhmar, une authentique "favela" (bidonville) de la périphérie de la capitale faite de tôles et de brics et de brocs où, jusqu'à il y a peu, personne n'osait entrer. Dans cette vidéo on voit des centaines de jeunes armés de couteaux et de machettes au milieu de la nuit, avec des foulards blancs, signe distinctif des commandos d'auto-défense. Ils chantent et ils dansent et interpellent la caméra : "Regardez, nous ne sommes pas dangereux ! Nous vous aimons, nous défendons notre quartier et notre pays ! Nous sommes fiers d'être Tunisiens !" là-bas, comme dans d'autres quartiers populaires de Tunis, les rôles se sont inversés. Les jeunes, dans leurs checks-points de contrôle, ont arrêté la police qui les arrêtait toujours, ils ont fait sortir les policiers de leurs voitures, leur ont demandé leurs papiers, les ont fouillés les mains en l'air et ensuite, avec une politesse exquise, ils les ont laissé passer...

Le vendredi 21 janvier.

« La révolution peut en finir avec la tristesse, la mélancolie, la mauvaise humeur, les tendances suicidaires. Mohamed cite le cas d'un ami dont le psychiatre l'a déclaré guéri à la date du 14 janvier, jour de la chute du dictateur. Nous inventons un nouveau terme, la "zaurathérapie" ; la révolution ("zaura") comme thérapie psychologique. Les mobilisations, qui se répètent à nouveau dans le centre ville, sont en train de sauver les corps et les âmes.

On annonce pour le lendemain la mise en place d'un "Front du 14 janvier", « qui réunira un ample spectre de forces de gauche et nationalistes aujourd'hui divisées : le PCOT, les Patriotes Démocratiques, le Parti du Travail Patriotique et Démocratique, des nasséristes, baasistes, trotskystes et des petits groupuscules d'inspiration marxiste ».

Ce vendredi 21 janvier, une semaine donc après la chute de Ben Ali, Alma Allende écrit que « le centre ville est toujours en révolution. Tous les jours les protestations se renouvellent et tous les jours se produisent des petits changements. Aujourd'hui, les concentrations commencent à nouveau avenue Bourguiba, où à 10 heures du matin, face au Ministère de l'Intérieur, il y a autour de 2000 personnes. Le gouvernement, entre autres mesures prises sous forme de placebo, a décrété trois jours de deuil pour les "martyrs" qu'il a lui-même tué et les drapeaux sont mis en berne. Une pancarte dressée par les manifestants dit "Aucun deuil avant que le gouvernement ne tombe". On crie, on chante, on exige la dissolution du cabinet ministériel.

« Sur le boulevard restent, comme hier, des petits groupes réunis en assemblées de discussion, ainsi que de nombreux signes de changement. Les slogans peints sur les murs par exemple, en arabe et en français, invoquent la liberté d'expression ou dénoncent les crimes du régime. Des gens s'agglutinent sur la devanture de la librairie El-Kitab, qui a mis en vente « La Régente de Carthage », le livre interdit sur la femme de Ben Ali et sa famille, ainsi que les œuvres de l'écrivain oppositionnel Ben Brik. On peut aussi citer l'incroyable consommation de journaux, dans un pays qui méprisait la presse. Ou cette occupation des cafés de l'avenue par des journalistes, des intellectuels, des artistes, qui prennent un café, échangent les informations, parlent sans arrêt, avant de se plonger à nouveau dans les mobilisations.

« C'est la même chose avec cette étrange dynamique des manifestations volatiles. Tout d'un coup, on entend à nouveau des cris; ce sont des médecins qui manifestent, avec leurs blouses blanches, qui hurlent "Le dictateur en Arabie Saoudite, et le même gouvernement qui reste ici". Et puis s'en vont. Ensuite on entend des bruits de pas de course et ce sont les travailleurs du transport qui passent, au rythme quasi militaire. Ils ont laissé leurs véhicules et se dirigent à pied, en hurlant des slogans jusqu'à la Porte de France, puis disparaissent.

« Mais le plus incroyable se passe vers 15h. Tout à coup, depuis la rue Bab Bnat, où se trouvent les tribunaux, monte un groupe fourni de manifestants hurlants. Ils sont habillés de noir et exhibent un carnet à la main. Oui, ce sont des policiers qui viennent se réunir aux protestations. Lorsqu'ils arrivent aux abords de la place, où ils se retrouvent face à face aux camions militaires et aux fourgons policier, les nouveaux venus se mêlent aux citoyens, serrent les mains, embrassent. Certains grimpent sur le toit d'une camionnette de police et crient « Vive le peuple, nous aussi nous sommes ses enfants ! ». Les spectateurs applaudissent et sifflent à tout rompre. Tous ensemble chantent une fois de plus l'hymne national "Namutu namutu wa yahi el-watan". A mes côtés, Amira se met à pleurer. Oui, on dirait vraiment la fin. Le régime se décompose. Il ne reste plus personne pour défendre le gouvernement.

« Lorsque j'arrive à la maison, je commence à croire que j'ai rêvé. Je cherche dans les journaux et il n'y a rien; rien dans la presse espagnole, et rien non plus dans « Libération » ou « Le Monde », qui, ces derniers jours, ont actualisé l'information minute par minute. Ils l'ont sans doute ignoré par peur ou par un calcul subtil, mais, n'est-ce pas important qu'une partie de la police s'unit aux manifestants, en rupture avec le régime? Et je me rends compte

que, tout comme une partie de la petite bourgeoisie tunisienne, fatiguée de tant de fatigues, les médias occidentaux se donnent pour satisfaits des changements déjà produits et cherchent à freiner toute évolution ultérieure de la situation. Ils parlent des mesures prises par Ghannouchi en faveur de la liberté, mais rien, ou très peu, sur les manifestations contre lui.

Le 22 janvier 2011,

« A midi, l'Avenue Bourguiba est toujours remplie de monde. Cette fois-ci, à côté des tanks qui gardent le ministère de l'intérieur, ce sont les policiers qui manifestent, prolongeant leur virage surprenant d'hier. On les reconnaît immédiatement, même si la majorité d'entre eux sont habillés en civils, et ils imposent un certain respect : maintenant, ce sont les bons, disent-ils, mais il y a sur leurs visages une sorte d'effronterie opaque qui invite peu à la confraternisation. Mais si on regarde les immeubles contigus au ministère, on ne peut qu'être ému : "Le peuple a libéré la police" ; "La police avec la révolution" ; "Nous sommes innocents de la mort des martyrs" et sur un panneau publicitaire ; "La police crache sur Ben Ali".

« Je m'approche de quelques policiers, ou plutôt c'est eux qui me cherchent pour me transmettre leur message. Il est clair qu'ils ne veulent pas se retrouver empêtrés dans la débâcle ni transformés en boucs émissaires de la révolution (...). L'un d'entre eux me raconte qu'il était officier de police jusqu'en 1998, date à laquelle il a démissionné tout en restant lié au Ministère de l'Intérieur comme simple fonctionnaire. Il assure avoir maintenu des liens avec des associations des droits humains et avoir tenté de dénoncer à plusieurs reprises les abus et les violations commises.

- Nous n'avons ni réprimé ni torturé!

- Mais alors, qui l'a fait?

- C'est la Garde présidentielle et les milices du dictateur.

« De l'autre côté de La Médina, sur la Kasbah, la pression se maintient devant le siège du Premier ministre, maintenant protégé par l'armée. Quelques 1500 personnes se sont à nouveau rassemblées pour exiger en criant la dissolution du gouvernement. Mais quelque chose me frappe. Le profil social des manifestants a changé. Ce sont plutôt aujourd'hui des familles entières, des mères et des filles portant le voile, des pères avec barbe. Il est clair que ce sont des islamistes, très minoritaires et ces derniers jours quasi complètement absents (leur propre leader Rachid Ghanouchi, du parti Ennahdha, - attention à ne pas le confondre avec le premier ministre provisoire Mohamed Ghannouchi, du parti de Ben Ali RCD - a lui-même admis leur rôle quasi nul dans la révolution). Aujourd'hui, ils remplacent en partie les étudiants, les intellectuels, les professeurs qui étaient là hier et qui fêtaient aujourd'hui la liberté nouvelle sur l'Avenue Bourguiba, à 200 mètres des policiers rebelles, entre le Théâtre municipal et le Café Univers.

« Avant de me coucher me parvient la nouvelle d'une caravane qui a quitté Menzel Bouzaïane, à 280 kilomètres de la ville, et à laquelle se sont ajouté en chemin des gens d'autres régions. On parle de 4 000 personnes, dont le but est de venir dans la capitale pour réclamer la dissolution du gouvernement. »

QASBAH 1, LE PROLETARIAT DU CENTRE FAIT IRRUPTION DANS TUNIS

Le dimanche 23 janvier 2011,

« L'Avenue Bourguiba est toujours en effervescence sous une lumière tellement pure, tellement radicale, que les immeubles et les arbres semblent nus et presque sans peau. Ce qui est surprenant à Tunis ces derniers jours, c'est que les choses se répètent; l'habitude de continuer à se mobiliser, à crier, à parcourir les rues avec des slogans, à protester. Voici à nouveau les assemblées libres en pleine rue, les cafés transformés en commissions parlementaires, les groupes de manifestants qui, comme dans un carillon, tournent sans cesse sur le boulevard. Voici encore les policiers, accompagnés par leurs femmes, brandissant leurs pancartes et proclamant à voix haute leur innocence pour les crimes de Ben Ali; et revoici les familles qui, au lieu d'aller à Au Lac ou au Belvédère, vont avec leurs enfants se faire photographier devant les tanks.

Mais ce 23 janvier est surtout le jour où ceux qui ont initié la révolution, les pauvres qui se sont soulevés dans le centre du pays, sont maintenant là, présents au cœur de Tunis.

« Dans un certain sens, la réalité a atteint la capitale. Les milliers de travailleurs, chômeurs et paysans venus de l'intérieur du pays, des villes et des villages du centre-ouest (El Kef, Jendouba, Sidi Bouzid, Regueb, Siliana) sont arrivés devant le siège du Premier ministre. Aujourd'hui, encore une fois, tout a changé là bas. La multitude est un kaléidoscope dont la composition sociale se modifie d'heure en heure, de jour en jour. C'est maintenant les visages brûlés par le soleil qui dominent, les femmes fortes, les larges burnous de laine rude. Quelques jeunes vaincus par la fatigue de la nuit dorment pelotonnés contre le mur du Ministère des Finances, cherchent le soleil dominical, avec des baguettes de pain et des bouteilles d'eau entre les jambes. Les consignes sont les mêmes, tout comme les cris, les chants et les drapeaux: « I'tizam i'tizam, hata iusqut el-nitham! » (« Mobilisation, mobilisation jusqu'à faire tomber le gouvernement !»). Et les discours sont tellement variés qu'il est difficile de trouver un dénominateur commun, en dehors de cette forte impulsion démocratique et radicale.

« Mahmud Behlali a 50 ans et vient de Sidi Bourouis, dans la Siliana, ensemble avec 300 autres compagnons. Sa carte d'identité, qu'il me montre, dit qu'il est « amel yaumi », c'est à dire journalier. Il travaille dans la construction, et quand il y a du travail, il gagne 12 dinars par jour (6 euros). Il a trois enfants et après avoir payé le loyer, l'eau et l'électricité, me dit-il, il ne lui reste plus rien. (...) Il affiche sur un carton : "Abattons le gouvernement qui veut avorter notre révolution". Je lui demande s'il appartient à un parti ou à un syndicat et il répond qu'il n'a confiance que dans l'armée.

« Shidli Adaili, 45 ans, père de 5 enfants, est venu de Jendouba et a fait une partie du voyage (70 kilomètres) à pied. Il est au chômage, tout comme le fils de 25 ans qui l'accompagne. Deux cent autres sont venus avec lui et exigent la dissolution immédiate d'un gouvernement qui les a privé de leurs ressources et qui a tiré sur leurs frères. Il n'appartient pas non plus à un parti, mais il raconte que les syndicalistes les ont soutenus depuis le début.

« Il y a également Saddam, beau comme un grand ange de quartier, souriant, heureux, dents et yeux rutilants, enveloppé dans un drapeau à l'effigie de Che Guevara. C'est le deuxième que nous voyons aujourd'hui. Saddam a 26 ans et est, comme presque tous les autres, au chômage. Il est venu de Regueb et quand on lui demande comment la vie quotidienne est gérée dans sa ville, il nous répond que tous les jours il y a une concentration

et qu'on a formé un Conseil de Défense de la Révolution en collaboration avec les syndicats et d'autres forces politiques, jusqu'à présents interdites et réprimées.

« Et il y a Sameh, une femme robuste et simple, d'aspect intelligent. Elle intervient vivement dans toutes les conversations, citant sans cesse le prix de l'avion personnel de Ben Ali : « Quarante millions de dinars! ». Elle travaillait comme secrétaire dans une entreprise d'El Lac, mais comme ses patrons ne la considéraient ni moderne ni élégante, elle a été licenciée il y a six mois. Depuis lors, elle fait des petits boulots informatiques à la maison. Avec son mari, patron d'une imprimerie, ils gagnent 900 dinars par mois (450 euros), dont la moitié part dans le loyer. Elle ne supporte pas l'idée que les changements soient seulement formels ou qu'ils ne bénéficient à nouveau qu'à quelques uns.

« Ensuite s'approche Azzedin Fatnazi, père de trois enfants, sans travail depuis huit ans. C'est un homme maigre et aussi mélancolique qui tient un petit papier dans la main. Je ne comprends pas tout de suite de quoi il s'agit. Puis, lorsqu'il raconte avec chaleur son histoire, je me rends compte qu'il s'agit d'une demande de « subside social » signée en 2003. On ne la lui a jamais accordée parce qu'il avait refusé de payer un pot-de-vin au fonctionnaire. Il insiste pour que je raconte qu'en Tunisie, sous le régime que Ghannouchi veut maquiller et maintenir, personne ne trouve du travail s'il ne donne pas de l'argent. « Il est interdit d'être honnête » proclame-t-il.

« Tandis que j'écris ces lignes, de nouveaux manifestants arrivent à la Kasbah depuis Kasserine, et des centaines de personnes, alimentées et habillées par la solidarité des voisins, des syndicats, de leurs familles, se préparent à violer le couvre-feu et à passer la nuit devant la porte du Premier ministre. »

Le 24 janvier 2011,

« Le pays inconnu, celui qui a fait la révolution, qui a sacrifié 120 vies dans les protestations, n'est pas dans l'Avenue Bourguiba, où les intellectuels fêtent une révolution qui les bénéficient et dont ils se retirent, mais bien dans la Kasbah, en face du siège du Premier ministre. Hier, des centaines de personnes ont dormi ici et maintenant, à midi, ils sont des milliers qui continuent à crier “Nidal nidal hata iusqut el nitham”, “Al yaum al-yaum tusqut el-hukuma” (“Lutter, lutter jusqu'à en finir avec le régime!” ; “Aujourd'hui, aujourd'hui, nous ferons tomber le gouvernement !”). Ils sont venus de toutes les régions du pays, certains ont marché pendant trois jours et beaucoup sont restés en chemin, sur les routes bloquées par la police. Ce sont des gens en chair et en os, les pieds sur terre, érodés par le vent, colorés par le soleil. Ils luttent depuis plus d'un mois et ne cèdent pas, et rien n'indique qu'ils vont céder. Aujourd'hui, les choses s'éclaircissent. Ils sont francs, disciplinés, joyeux. Ce sont de purs barbares et ils sont ici pour empêcher que la capitale leur vole ou détourne leur révolution. Ils vont civiliser les civilisés; ils vont raffiner les raffinés.

« Voici les slogans :

*Nous sommes majeurs d'âge, nous pouvons choisir notre gouvernement
Les martyrs de Kasserine ont libéré Tunis
Peuple, liberté, dignité nationale
Merci Bouazizi, tu nous a rappelé que nous avons une dignité
La Révolution a commencé à Redeyef en 2008 (les révoltes du bassin minier)
Révolution de la dignité; révolution des jeunes
Assemblée Constituante
Le dictateur est tombé mais la dictature est restée*

Alma Allende ne le mentionne pas ici, mais à partir de cette date, la révolution tunisienne devient maintenant la révolution arabe. A partir du 25 janvier, elle a déjà ébranlé l’Egypte, où les manifestants, à l’image de la Qasbah de Tunis, occupent la place Tahrir du Caire. Les manifestants obtiendront la victoire avec la démission de Moubarak le 11 février. Et le mouvement se généralise alors à l’ensemble du monde arabe : le 14 février, c’est la place de la Perle à Manama (Bahreïn) qui est occupée. le même jour, c’est la place Tahrir de Sanaa, au Yémen. Et quelques jours plus, tard, sous une forme ou une autre, le mouvement secoue l’Algérie, la Libye, le Maroc. Le 15 mars, la révolution s’empare de la Syrie, en embrasant la ville de Deraa, au fin fond du sud du pays.

CLASSES MOYENNES, SYNDICATS ET POLICE UNIS CONTRE LE PEUPLE DES PAUVRES

Le 25 janvier 2011.

A Tunis, une journée seulement après que le prolétariat du centre du pays ait montré sa réalité en chair et en os dans la capitale, l’ensemble des forces qui représentent les diverses classes moyennes réagit simultanément et de la même manière. Tous se mettent à dire clairement qu’il est temps d’arrêter, de s’en tenir là. La seule différence est dans l’habillage du discours. Ceux qui se sont montrés les plus radicaux vont dire qu’il faut maintenant préserver et consolider les formidables acquis de la révolution. Les plus réactionnaires diront directement que cette révolution, c’est une chienlit, qu’il est temps de remettre de l’ordre. D’autres, enfin, vont carrément s’en prendre physiquement aux révolutionnaires.

« Les mêmes qui utilisaient Facebook pour attiser la révolution, souligne Alma Allende, appellent aujourd’hui au calme, au rétablissement de l’ordre et à la mise au pas du prolétariat insurgé. (...) Hamida Ben Romdhane, directeur du journal “La Presse” qui, le 13 janvier décrivait encore avec éloges les ultimes mesures de Ben Ali, publiait le 20 janvier en « Une » les bijoux confisqués à la famille Trabelsi et encensait le digne peuple tunisien pour sa révolution. Aujourd’hui, le 25 janvier, “La Presse” recule à nouveau et dans divers articles condamne les grèves sectorielles organisées par l’UGTT et se demande si l’on n’est pas en train d’aller trop loin.

« En même temps nous parviennent des nouvelles sur des attaques contre les locaux syndicaux à Gafsa, au Kef et à Mahdia. On reçoit sur nos téléphones mobiles des messages nous invitant à soutenir Mohamed Ghannouchi (celui du RCD) et à s’opposer aux protestations. Et une première manifestation pro-gouvernementale, avec des slogans anti-grèves et en faveur d’un processus mis sous tutelle, s’affronte vers 17 heures dans l’Avenue Bourguiba à un groupe qui réclame la dissolution du gouvernement provisoire.

Les prolétaires qui se sont posés à la Qasbah, eux, s’organisent. *« En 72 heures, ils ont dressé un petit camp de réfugiés bien organisé. Les “jaimas” se multiplient sur la place. Un espace a été réservé pour la cuisine, où ils reçoivent des baguettes de pain, des cartons de lait, des plats recouverts de serviettes à carreau qui sont ensuite distribués. Devant la porte du Ministère des Finances, sur le sol couvert de coussins et de couvertures, un groupe de mères robustes prépare des sandwiches. Dans un autre “jaima”, au bord de la place, un homme doté d’une heureuse calligraphie, écrit sur des feuilles de papier les slogans que lui dictent ceux qui veulent laisser leur trace de liberté sur les murs. La Kasbah est probablement le lieu le plus propre de Tunis. (...) Sur la porte du Premier ministre, on a accroché une*

grande pancarte : “Ministère du Peuple”. Et ceux de Sidi Bouzid annoncent dans une autre : “On ne négocie pas avec le sang des martyrs”. Les gens de Tataouine, quant à eux, ont écrit sur un calicot : “Il n’y a pas d’autre sharia que le peuple”.

« Bernard Henri-Lévy, nous dit encore Alma Allende, a écrit un article dans le journal italien “Il Corriere della sera”, parlant d’une révolution postmoderne faite “non par des prolétaires, mais bien par des blogueurs et des internautes”. Qu’il vienne faire un tour par ici. C’est la lutte des classes. Et ce qui est extraordinaire, et qui ferait reculer d’effroi Henri-Lévy, ce qui met à nu l’hypocrisie criminelle des Etats-Unis, de l’UE et d’Israël, ce qui a peu de précédent dans l’histoire – et dans ce sens, oui, c’est “postnormal” - c’est que les “Damnés de la Terre” en Tunisie exigent à corps et à cris la “démocratie”. La démocratie ! La seule chose que l’impérialisme ne peut pas leur permettre.

Le lendemain, les premières attaques physiques commencent sur la Qasbah.

26 janvier 2011,

« Vers 9h30 du matin, en effet, un groupe de provocateurs qui monte par la rue Bab Bnat est accueilli par une brève averse de pierres. La police intervient en tirant en tir tendu des bombes lacrymogènes qui font quatre blessés. » L’armée laisse faire. Dans la journée, de nouveaux groupes arrivent. Pour protéger la porte du Ministère, les soldats tirent en l’air. Dans la soirée, nouvelle attaque armée à la Kasbah ; cette fois, l’armée calme les choses.

27 janvier,

« Un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, entouré de soldats, s’est adressé à la foule avec un porte-voix, garantissant qu’on avait pris les mesures nécessaires pour offrir du travail à tout le monde et leur priant d’abandonner la place. La réponse, unanime, a été un bruyant “Dégage! Dégage! Dégage!”.

Une information grave tombe : l’UGTT ne participera pas au – nouveau – gouvernement provisoire, mais elle en reconnaît la légitimité. C’est un coup dur, car le puissant syndicat donne ainsi le feu vert aux actions de ce gouvernement, qui ne pense évidemment qu’à cesser le cours de la révolution. « Cet accord isole les protestataires populaires et les rend vulnérables », écrit Amel Allende.

28 janvier,

Les opérations de division et d’endormissement se multiplient. « Dès l’aube, des petits groupes de Kasserine et de Regueb ont abandonné le rassemblement pour retourner dans leurs villages. Certains d’entre eux, d’après ce qu’on nous a dit, auraient reçu de l’argent. Ceux qui restent se montrent déterminés et combattifs, mais les heures semblent déjà comptées. »

« Osama Bouthalga, de l’Association des Avocats, très combative ces derniers jours (...) tente de persuader les manifestants que des conquêtes énormes ont été acquises et qu’il faut maintenant les défendre dans ses lieux d’origine, à travers la formation de conseils de défense de la révolution. » Des membres de l’UGTT viennent même diffuser des tracts « dans lequel le syndicat s’engage à coordonner les rapports entre conseils locaux et les institutions, garantissant en outre des moyens de transport pour un retour tranquille et paisible des rebelles vers leurs foyers. Un autre communiqué signé par le “Front du 14 janvier” – formé par les partis de gauche – réitère au contraire la nécessité de continuer la lutte jusqu’au bout,

considérant qu'il n'y a pas la moindre possibilité de changements structurels tant que Ghannouchi continuera à occuper son poste de Premier ministre. »

Alma Allende note aussi : « Pour la première fois, un groupe visiblement islamiste s'est mélangé aux occupants. (...) De nombreuses assemblées se sont formées, où l'on débat de l'opportunité ou non de poursuivre l'occupation. Des dizaines de personnes entourent différents orateurs, dont l'aspect et l'éloquence, très différents de ceux de leur public, trahissent leur autorité intellectuelle et leur formation politique.

« Pendant le repas de midi, dans un petit restaurant populaire de la Médina, nous rions beaucoup en voyant la transformation de la chaîne Hannibal-TV, rejeton de la famille Trabelsi et dont le directeur avait été arrêté la semaine dernière pour haute trahison et libéré sans aucune charge contre lui quelques heures plus tard. Un montage d'images des révoltes avec une musique excitante revient sans cesse à l'écran avec la légende; "La voix du peuple, la voix de la révolution". Maintenant c'est une chaîne "révolutionnaire"... Mais tout est "révolutionnaire", sauf la réalité.

Et c'est bientôt la fin : « La plus belle place du monde aura duré cinq jours. Vers 16 heures, la police a donné l'assaut à la Kasbah, tuant Omar Auini, asphyxié par les gaz lacrymogènes, et blessant au moins 15 personnes, la plupart d'entre elles avec des fractures aux mains et aux jambes. » Le soutien de l'UGTT au gouvernement, proclamé la veille, aura bien été le tournant décisif.

Après cette répression violente, pour mieux enfumer les choses tout en les contrôlant, l'UGTT et les autres partis convoquent à une manifestation, mais pour demander quelque chose de plus modéré que la chute du gouvernement que visait la Kasbah : l'arrêt des violences policières et le respect du droit de manifester. On passe d'une position offensive de la pointe de la révolution populaire à une attitude défensive et réformiste par les organisations.

29 janvier 2011.

Les grands médias internationaux se focalisent maintenant sur ce qui se passe en Egypte. Al-Jazeera montre des images en direct du Caire. Mubarak, pour la première fois, est obligé de nommer un vice-président, autant dire un successeur.

A Tunis, le secteur de l'enseignement de l'UGTT sauve l'honneur en diffusant avenue Bourguiba un communiqué où il soutient la lutte du peuple contre le gouvernement provisoire de Ghannouchi.

Dimanche 30 janvier 2011.

« La presse « adule "le peuple" alors qu'on l'expulse de la Kasbah, on glorifie la jeunesse alors qu'on l'asperge de gaz lacrymogène sur la Bourguiba, et ainsi, écrit très justement Alma Allende, on démontre que les mêmes hommes et les mêmes institutions peuvent être successivement bleus, noirs, jaunes ou rouges. Avant, ils devaient tout au dictateur. Maintenant, ils doivent tout au "peuple". Mais les journalistes sont toujours les mêmes, et le journalisme tout aussi déclamatoire et routinier ».

« En ce dimanche de "feu sous les cendres" pour le dire comme le poète national, le processus initié le 17 décembre et qui a explosé le 14 janvier, continue toujours aujourd'hui, mais sans hauts-parleurs, ni projecteurs. L'armée est toujours dans la rue, tout comme la loi

martiale, le couvre-feu, la menace des milices de Ben Ali. L'avenue Bourguiba n'est plus en ébullition, mais elle bouillonne lentement en petits groupes pleins d'excitation. Rachid Ghannouchi, le leader du parti islamiste Ennahdha, est revenu d'exil, reçu à l'aéroport par plusieurs centaines de ses partisans. Le Front du 14 janvier, coalition des organisations de la gauche radicale, s'est réuni et coordonne pour les prochains jours des grèves, des manifestations et des protestations. La base de l'UGTT ne se déclare pas vaincue.

Lundi 31 janvier 2011.

« Nous sommes retournés ce matin à la Kasbah, fermée sur ses quatre côtés par des barbelés. Les policiers ne laissent entrer que les fonctionnaires qui travaillent dans l'enceinte. Mais nous avons pu voir, de l'extérieur, et photographier ce lieu qui a subi comme un lifting facial, révélant une histoire occulte, une antiquité étouffée. Ils ont fait du bon travail, cela ne fait pas de doute. Il ne reste pas de trace des inscriptions, pas une lettre de graffiti, de peinture. Même sur la pierre du palais du Premier ministre, on ne peut déceler la moindre trace du bouillonnement de paroles qui pendant cinq jours a fusionné la politique et la vie dans un pur présent sans avenir.

Le téléphone mobile sonne : « A Gafsa il y a une grande manifestation et l'armée a tiré en l'air. La police réprime durement. (...) A 12h30 s'est formé un groupe nourri de cinq cent personnes qui montent et descendent par l'Avenue Bourguiba, du ministère de l'Intérieur jusqu'à la Porte de France, avec un calicot qui déclare: « Nous ne sommes pas défaits, nous continuons la lutte ». Ce groupe est apparu de nulle part et se disperse ensuite partout, pour se cristalliser à nouveau quelques minutes plus tard, un peu plus loin, comme une nuée de feuilles mortes portées par le vent ou le sable des dunes. Nous sommes intéressés à savoir qui les a rassemblés et ils nous révèlent leur secret. Ce n'est pas un parti, ni Facebook ou le téléphone mobile, mais bien l'Avenue Bourguiba elle-même, qui s'est transformée, pour le dire en termes informatiques, en un espace préétabli pour la mobilisation. Ils arrivent ici par petits groupes, impulsés par une volonté individuelle et ils fusionnent dans le boulevard. De cette manière, il est difficile d'exercer une pression préalable sur eux, mais il est aussi très facile de les intimider et de les disperser. C'est ce qui se passe vers 16 heures, quand la concentration commence à s'éclaircir de par sa propre nature. Soudain, avec le même caractère aléatoire avec lequel elle s'est formée, la police charge durement contre elle, utilisant les bombes lacrymogènes et les matraques. Dix minutes de brutalité suffisent pour "rétablir la normalité".

« Via une amie, nous alertons la chaîne "Al-Jazeera" sur les nouvelles reçues de Sfax. La réponse a le mérite d'être franche : - La Tunisie n'est plus une question internationale, mais locale. »

mardi 1^{er} février 2011, dernier jour du cahier d'Almma Allende,

*« Aujourd'hui en Tunisie plusieurs événements terribles se sont produits :
On a incendié la plus grande école de Bardo, un des quartiers de la capitale
On a attaqué un restaurant hébreu, « Mamie Lily », à la Goulette
On a kidnappé dans une école de l'Ariana le fils d'un général
On a brûlé une synagogue à Djerba
On a vidé toutes les écoles de la ville
On a demandé aux médias étrangers de quitter le pays.*

« Aucun de ces événements ne s'est déroulé en Tunisie. Mais il se fait – et c'est un véritable succès – qu'on a dit que toutes ces choses ont eu lieu et la rumeur, avec les mêmes

moyens utilisés contre la censure, a circulé, a volé, a infecté des milliers de personnes et provoqué exactement le même climat d'insécurité et de terreur que si ces événements s'étaient réellement produits. (...) C'est impressionnant la vitesse à laquelle circulent les vérités, mais la vitesse à laquelle circulent les fausses rumeurs est encore plus impressionnante. Et si la vérité n'admet aucune exagération, vu qu'elle cesserait de l'être, la rumeur exige – comme toute émotion impérieuse – de s'exprimer en majuscules. On ne peut rien ajouter à la vérité, mais tout le monde ajoute quelque chose de son cru à une fable. »

UN NOUVEAU POUVOIR, PAS SI NOUVEAU

Après avoir vu assez dans le détail ce qu'a pu être la vie politique à la base, du moins dans Tunis, au lendemain de la chute de Ben Ali, nous allons maintenant regarder comment les choses se trament dans les hautes sphères du pouvoir.

Lorsque Ben Ali a décidé de s'envoler hors de Tunisie, il a pris soin de transmettre le pouvoir à son Premier ministre, Mohammed Ghannouchi, évidemment membre du RCD. Une heure après l'annonce du départ de Ben Ali, on voit à la télévision Mohammed Ghannouchi, Foued Mbazaa et Abdallah Kallel. Ils annoncent le maintien de la continuité du pouvoir.

Mais dès le lendemain, l'ambiance bouillonnante, dont nous avons parlé, dit clairement aux autorités encore toutes en place, que ce seul changement ne pourra pas suffire. Un changement symbolique va être indispensable. Mais les gens du Palais ne sont pas des foudres de courage ; le 15 janvier, ils se mettent d'accord pour appliquer ce qui est prévu par la Constitution de Ben Ali, et remettent le pouvoir à Foued Mbazaa, le président de la Chambre des députés, également membre du RCD, avec pour charge d'organiser des élections présidentielles.

Foued Mbazaa constitue donc un gouvernement dit d'union nationale, de 24 membres ; il y inclut trois membres de partis de l'opposition légale, le PDP, le FDTL (Front démocratique pour le travail et les libertés, Etakattol) et Ettajdid (ancien Parti communiste tunisien, devenu parti de centre-gauche depuis 1993), mais aussi trois membres de l'UGTT. Il décide la libération de tous les prisonniers d'opinion, et la possibilité pour tout parti ou association de devenir légaux. Ghannouchi autorisera aussi la création de deux nouvelles centrales syndicales, la CGTT (Confédération générale tunisienne du travail) et l'UTT (Union des travailleurs de Tunisie), qui sont créées par des anciens de l'UGTT.

Mais la composition de ce nouveau gouvernement, où le RCD détient encore des postes importants, suscite la colère populaire. Les manifestants demandent la démission de tous les membres du RCD. Devant ces protestations, animées d'ailleurs en partie par la base de l'UGTT, dès le lendemain, les membres de l'UGTT démissionnent, ainsi que ceux du FDTL. Et le 27 janvier, les manifestants de Kasbah 1 contraignent le Premier ministre Ghannouchi à se défaire des derniers ministres RCD. Ne reste plus alors du RCD... que Ghannouchi lui-même.

La tentative d'une transition directe du régime de Ben Ali à un régime benaliste sans Ben Ali a été un peu trop grosse. Le petit peuple de l'intérieur expulsé, il se voit bien trop que l'appareil qui s'agit au pouvoir est encore très ressemblant aux anciennes équipes de Ben Ali. Ce sont donc maintenant les classes moyennes, celles qui ont lâché ce petit peuple à la

Qasbah le 25 janvier, qui repartent à l'assaut, de crainte que, finalement, pratiquement rien ne change dans le pays.

Une nouvelle occupation de la place du gouvernement, à la mi février, va se faire, Mais celle-ci, qui prendra le nom de Qasbah 2, est maintenant prise en mains par les organisations, partis politiques, syndicats, associations de droits de l'homme, etc. On y voit aussi bien le PCOT que l'UGTT ou Ennahdha. Le 25 février, ils rassemblent une foule de près de 100 000 personnes devant le siège du gouvernement. Cette manifestation est un summum. *« De mémoire de Tunisien, jamais la capitale n'avait connu une telle affluence, hormis peut-être lors des émeutes du pain en 1984. la manifestation, bien plus imposante que celle qui a mis fin le 14 janvier au régime de Zine El-Abidine Ben Ali, attiré de nombreux lycéens et étudiants (...) Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs autres villes. A Kasserine, dans l'ouest du pays, des bâtiments ont été incendiés. Pour la sixième nuit consécutive, des centaines de personnes ont campé la nuit sur la place de la Kasbah de Tunis (...) "Ghannouchi dégage !" , scandait la foule tout autour ».* (Le Monde 27/28 février 2011)

« M. Ghannouchi, explique Le Monde, ne parvient pas à ramener le calme en Tunisie, malgré l'adoption d'une série de mesures, annoncées à l'issue du conseil des ministres : organisation d'élections avant le 15 juillet (scrutin présidentiel ou Assemblée constituante), saisie de tous les biens des familles Ben Ali et Trabelsi – soit 110 personnes dans l'entourage de l'ex-chef de l'Etat -, allocation mensuelle pour 50 000 jeunes, doublement du recrutement dans la fonction publique... » Les manifestants, venus à l'appel de tous les partis et associations, demandent la démission du gouvernement Ghannouchi et l'élection d'une *« assemblée nationale constituante »*. Leur idée est qu'on ne peut parvenir à une véritable démocratie sans commencer par revoir la Constitution elle-même.

Seulement voilà, cet assaut tardif des classes moyennes, maintenant qu'elles ont réussi à cantonner le peuple des pauvres chez lui, loin des bâtiments officiels de l'appareil d'État, cet assaut n'est qu'un couteau sans lame. Ghannouchi s'en va bien le 27 février. Mais il est remplacé au poste de Premier ministre par Béji Caïd Essebsi. Et Béji Caïd Essebsi est un ancien ministre de l'Intérieur de Bourguiba, qui a réprimé notamment l'extrême gauche, et qui sous Ben Ali a été président de la Chambre des députés. L'appareil politique de la dictature est juste ravalé en façade.

Le nouveau gouvernement de Béji Caïd Essebsi récupère d'anciens ministres de Ben Ali et de Bourguiba, ainsi que des membres de l'élite proches des partis de l'opposition légale. À son tour, cette faiblesse des forces qui se disent démocratiques et ne veulent pas du peuple des pauvres, va encourager les classes plus aisées : le lendemain même de l'arrivée de Béji Caïd Essebsi, la partie la plus réactionnaire de la classe moyenne est appelée à manifester, pour dire très nettement stop à la révolution. Un sit-in, à Carthage, regroupe cette fois des cadres, des patrons de PME, des fonctionnaires. Ils dévient à ceux de la kasbah de parler au nom du peuple, et se proclament *« majorité silencieuse »*. Ils soutiennent Ghannouchi, appellent à la reprise du travail dans les entreprises en grève, insistent sur l'importance de réformes graduelles et d'une stabilité économique.

Maintenant, anciens politiciens ou nouveaux démocrates, ex-opposants revenus d'exil ou dirigeants d'appareil syndical, tous les politiques sont d'accord sur une chose : c'est d'en haut, entre eux, qu'il faut s'entendre pour trouver une solution à la forme de gouvernement pour la Tunisie. En bas, il faut de l'ordre, et pour qu'il y ait de l'ordre, on ne touche plus, ou le moins possible, à l'appareil d'Etat.

Ces gens vont ainsi mettre en place une « *Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution* », l'ISROR. Celle-ci regroupe des membres des partis politiques, syndicats, associations, en tout 150 membres, avec en bonne place l'UGTT qui en a six. L'UGTT va jouer un rôle essentiel dans les négociations qui vont suivre. En fait, forte d'un demi million de personnes, mais surtout rodée par des décennies de collaboration avec le pouvoir, la direction de la centrale, elle-même proche du pouvoir, a en plus l'autorité nécessaire pour servir de médiateur entre les diverses tendances politiques pour négocier.

Mais un certain nombre de ses militants de base y voient une compromission. C'est que les pauvres, les chômeurs et les jeunes qui se sont battus, ne sont représentés nulle part. Un responsable syndical santé de Bizerte le dit clairement : « *C'est un fait, le mouvement populaire tunisien n'est pas représenté politiquement aujourd'hui. L'UGTT aurait pu soutenir les nouveaux acteurs, les jeunes et les chômeurs qui ont déclenché la révolution au lieu d'appuyer les forces politiques classiques. Les nouvelles forces politiques doivent être représentées, faute de quoi la révolution initiée par le peuple tunisien lui sera bien vite confisquée* ».

LA REACTION PREND LA COULEUR DU PARTI ISLAMISTE ENNAHDHA

Le 6 mars, deux mois après le renvoi de Ben Ali, c'est une autre force réactionnaire qui se montre. Ennahdha organise sa première manifestation publique depuis le 14 janvier. Les femmes, voilées, sont mises de côté. Le secrétaire général de l'UGTT Ali Ben Romdhane est présent, en tant qu'invité. Ennahdha, qui veut dire « *renaissance* » a eu 30 000 militants ou sympathisants incarcérés depuis le début des années 1990. Ennahdha n'est pas une organisation homogène. Une partie, qui semble minoritaire, est sur la ligne dure du djihad.

Le dirigeant historique Rachid Ghannouchi, 70 ans, cherche, lui, une orientation qui pourrait ressembler à celle d'Erdogan en Turquie ou au PJD du Maroc. C'est un Frère musulman. Il a passé les vingt dernières années en exil, surtout à Londres. Les militants qui sont restés en Tunisie ont plus côtoyé, dans la répression, d'autres militants, et à leur contact ils ont appris à donner une certaine importance aux droits de l'homme. Ils forment une aile qui va bénéficier des événements qui secouent le pays pour se renforcer.

Ennahdha se réorganise à toute vitesse. Ils sont mieux implantés dans les villes que dans l'intérieur du pays. Des sections sont ouvertes dans chaque gouvernorat, 170 locaux ont été ouverts au mois d'avril. La direction est réorganisée, et comprend maintenant 17 membres dont deux femmes. Elle envoie des émissaires en Europe pour rassurer, et faire oublier les actions violentes des années 1990.

L'un des dirigeants, Ali Larayedh, qui a fait 14 ans de prison sous Ben Ali, compare Ennahdha aux partis chrétiens-démocrates qui existent en Europe. « *La charia comme inspiration de notre patrimoine arabo-musulman, oui, comme solutions pour traiter les problèmes de la société, non,* » dit-il. Et il ajoute : « *La question de la femme, c'est comme celle des esclaves, il a fallu beaucoup de siècles pour en finir avec l'inégalité. Mais il n'y a pas de pays développé sans droits des femmes, ça va de pair* ». Un autre dirigeant, Ajmi Lourimi (16 ans de prison) demande : « *Pourquoi les anciens communistes ont le droit de changer et pas les islamistes ? Pourquoi, nos militants, après deux décennies de prison et de torture, ne sont pas devenus ni salafistes ni tahriristes ? Parce que nous sommes*

substantiellement un mouvement modéré et non radical. » (Le Monde 10/11 avril 2011). De fait, Ennahdha va approuver la parité hommes-femmes pour les listes qui se présentent à l'Assemblée constituante.

Mais Ennahdha a un concurrent sur sa droite, le parti salafiste Hizb al-Tahrir.

On a vu leur drapeau flotter dans une manifestation le 1^{er} avril, sur l'avenue Bourguiba. Et l'on pense qu'ils sont derrière des indices nouveaux qui commencent à apparaître en Tunisie. On voit quelques femmes en niqab dans la médina. A Sousse, des maisons closes sont attaquées.

Un vieux décret qui n'avait pas été appliqué sort des tiroirs du gouvernement. Il autorise le voile des femmes pour des photos d'identité. La question qui se pose est alors la suivante. Le gouvernement qui décide ce genre de choses, le fait-il pour couper l'herbe sous le pied aux islamistes, ou est-il en réalité leur complice ?

Le 26 juin, un groupe d'une centaine de barbus, pour la plupart des jeunes, s'en prend à une réunion baptisée « *Touche pas à mes créateurs* », qui protestait contre des attaques subies par des artistes, pour la raison que leurs œuvres sont trop libres, et ne respectent pas la religion. L'attaque ciblait notamment le documentaire « *Ni Allah ni maître* », de la réalisatrice franco-tunisienne Nadia el Fani. Elle avait été déjà menacée sur Facebook après avoir dit à la télévision être athée et ne pas croire en Dieu.

Pour les élections qui se préparent, la Tunisie constate que c'est bel et bien Ennahdha qui se profile comme le futur vainqueur. Le journal Le Monde explique : « *Aurolé de son passé d'opposant numéro un, le parti islamiste recrute dans toutes les classes sociales tunisiennes* ». Un chauffeur de poids lourd, 62 ans, justifie son vote pour Ennahdha : « *Ce sont des gens propres. Ils ont beaucoup travaillé et beaucoup souffert. Ce que je vois, ce que j'entends, ce sont de bonnes choses, pour la justice* ». Un chauffeur de taxi, 28 ans : « *J'ai lu leur programme, c'est bien articulé et pratique* ». Un électeur tunisien en France, 26 ans : « *Ce qui fait la force d'Ennahdha, c'est son passé. Ils sont crédibles parce qu'ils ont tenu tête à Ben Ali pendant vingt ans, dans tous les coins de Tunisie* ». Pour une femme de ménage de 42 ans, qui travaille dans un hôtel de Tunis, ce qui lui a donné confiance en Ennahdha, c'est que c'est avant tout « *le parti de la religion* ». « *Il va gouverner avec la religion* », dit-elle. Comprenez par là, il ne peut pas être corrompu, lui. Et une militante de la banlieue de Ben Arous, 40 ans et mère de famille : « *Personne ne sera obligé de porter le voile. Au contraire Ennahdha va défendre nos droits.* » Enfin, une étudiante : « *Je travaille, je conduis, je vote, et je porte le voile si je veux. Sous Ben Ali, c'était interdit, alors qui défend la liberté ?* » (Le Monde 27 octobre 2011).

Selon Le Monde, deux catégories d'hommes d'affaires ont financé la campagne d'Ennahdha. Ses anciens sympathisants, qui ont été empêchés d'entrer dans le secteur public, ou brimés dans le secteur privé. Et d'autres, qui se sont « convertis » surtout à l'idée d'être dans le sens du vent, qu'ils ont senti venir. Mais il est aussi probable que Ghannouchi a bénéficié d'argent de ses confrères des Frères musulmans, notamment d'Egypte et du Golfe.

Le 23 octobre 2011, les élections à l'Assemblée nationale constituante donnent la première place au parti islamiste Ennahdha, avec près de 42% des suffrages et 89 sièges sur 217. Béji Caïd Essebsi laisse donc la place de Premier ministre à Hamadi Jebali, membre d'Ennahdha dont il est ancien secrétaire général. Moncef Marzouki (CPR) est désigné

Président de la république, et Mustapha Ben Jafaar (FDTL) Président de l'Assemblée nationale constituante.

Selon le journal Partisan, à l'extrême gauche, les listes soutenues par le PCOT, El Badeel Ettahouri, ont obtenu 1,32% des voix et trois sièges : un à Sfax, un à Kairouan et un à Siliana, d'où est originaire la famille du dirigeant du PCOT Hammami. Comme le dit Partisan, « *les islamistes n'ont pas joué de rôle dans le soulèvement populaire de décembre, mais ils en récoltent les fruits* » (décembre janvier 2012).

Les islamistes d'Ennahdha sont les premiers mais ils n'ont pas assez de sièges pour gouverner seuls. Le CPR Congrès pour la République a obtenu 14% et 30 sièges et le FDTL/Ettakatol, de centre gauche 10% et 21 sièges. Une alliance va se mettre en place, entre eux et deux formations de centre gauche, le CPR de Marzouki et Ettakatol. Ensemble, ils forment un gouvernement qui se veut provisoire et qui devrait ne durer qu'un an.

Début 2012, une montée des islamistes salafistes inquiète ce gouvernement. Estimés à une petite dizaine de milliers de militants, al-Tahrir agresse des femmes non voilées sur certains campus universitaires, empêche des manifestations culturelles, convoque à des prières géantes au beau milieu de la capitale, où retentit le cri de « *Mort aux juifs* ». Sur 2500 mosquées, on estime que 20% seraient déjà entre leurs mains. Du coup, Ennahdha commence à réagir. Un imam de la banlieue de Tunis, à Ouardia, est obligé de quitter les lieux. « *Nous devons reconquérir les mosquées*, explique le président du groupe parlementaire d'Ennahdha. *Nous allons rediffuser les livres de Rachid Ghannouchi pour rétablir l'islam moderne* ».

Le Monde du 28 mars applaudit Ennahdha en annonçant « *Ennahdha renonce à inscrire la charia dans la Constitution* ». Et le journal explique sa bénédiction par le fait que l'article 1 de la Constitution de 1959 élaborée par Bourguiba a été conservé inchangé : « *La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain, sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République* ». En effet, on peut considérer, du fait du passé de la Tunisie, que la mention faite ici à l'islam est juste un constat qui décrit simplement le fait que la majorité des croyants croient en l'islam, sans impliquer que ce soit une obligation.

Mais l'écrivain Abdelwahab Meddeb, animateur sur France culture, et qui a lutté jusqu'à sa mort (il est décédé le 5 mai 2014), contre l'intégrisme musulman, n'est pas d'accord. Dans le Monde daté 2 mai 2013, il souligne qu'il faut sans cesse se méfier des islamistes, Ennahdha compris. Et que si Ennahdha a abandonné l'idée d'impliquer la charia, il lui ouvre une porte à la toute fin de la Constitution, dans l'article 136, sur les 139 qu'elle contient. Là, il est écrit que « *l'islam est la religion de l'Etat* », et cette formulation est passée d'une simple description à une forme de commandement. « *Ce qu'une main rature, une autre main le récrit sous une autre forme, travestie, déguisée*, explique Meddeb. *C'est ainsi que les islamistes jouent la tactique démocratique pour parvenir à instaurer l'Etat théocratique.* » Mais Le Monde se moque bien que la religion l'emporte en Tunisie. Ce qui compte pour lui est bien le fait qu'Ennahdha est, à ses yeux, un bon moyen d'en finir avec la révolution. Et le Monde n'est pas seul. Le Figaro, en mars 2011 déjà, parlait d'Ennahdha en disant que ceux qui suivaient Ghannouchi formaient une « *aile progressiste* ».

A la mi 2012, Béji Caïd Essebsi annonce qu'il crée un nouveau parti. Et il le présente d'emblée comme le moyen de résister à Ennahdha et aux islamistes. On va voir qu'il s'agit en réalité d'une belle opération politicienne. C'est qu'à côté de Ennahdha qui a donc raflé

40% des voix, les autres partis sont très dispersés. Essebsi tente donc de créer un regroupement, et il veut utiliser la crainte de tous ceux qui en Tunisie refusent que le pouvoir soit entre les mains de la religion. Il vise les élections qui sont annoncées pour mars 2013. Le Monde écrivait en 2012 un éditorial pour applaudir Ennahdha et son dirigeant Rachid Ghannouchi, au moment de la rédaction de la Constitution. Soudain, il présente Essebsi comme celui qui veut résister contre Ennahdha. Le journal titre dans une double page : « Tunisie, les premiers pas d'un Etat islamiste ». « Avec une rapidité stupéfiante, écrit l'envoyée spéciale Isabelle Mandraud, ils se sont coulés dans tous les rouages de l'Etat, d'autant plus aisément que l'opposition ne parvient pas à se structurer. Les gouverneurs des régions ont tous été changés et sont aujourd'hui proches du pouvoir ». On l'a compris, Le Monde a pris le parti d'Essebsi.

La présence d'Ennahdha au pouvoir, détenant le poste de Premier ministre, ne s'est traduite par aucun changement pour les populations qui se sont soulevées. La tension monte, et les militants de l'UGTT ressentent certainement ce sentiment. A Siliana, ville agricole à 120 km de Tunis, la vie quotidienne toujours plus difficile finit par créer de violents affrontements fin novembre 2012. Les gens demandent la démission du gouverneur, proche d'Ennahdha. Les mêmes scènes que celles qu'on a connues contre Ben Ali se reproduisent : barrages enflammés dans les rues, jets de pierres ; la police riposte avec des lacrymogènes, et tire avec des fusils de chasse. Il y a 300 blessés. Le Premier ministre Hamadi Jebali réplique : « Les habitants ont crié "dégage" au gouverneur, mais que ce soit bien clair, il n'y aura plus de "dégage", ce gouverneur ne bougera pas, quitte à ce que je quitte le pouvoir avant lui ».

Sentant le vent tourner, l'UGTT soutient le mouvement qui s'amorce contre Ennahdha. A Siliana, on en est à la troisième journée de grève générale, jeudi 29 novembre. Une semaine plus tard, le 6 décembre, quatre grandes régions sont paralysées à leur tour : Sfax, Gafsa, Kasserine et Sidi Bouzid. Les heurts se multiplient entre militants de gauche et islamistes. De nombreux bureaux de l'UGTT ont été incendiés. Mais l'UGTT obtient le départ de deux gouverneurs, celui de Sidi Bouzid et officieusement celui de Siliana. Elle veut maintenant s'en prendre à celui de Sfax. Elle dénonce le fait qu'Ennahdha se soit doté d'une milice, la Ligue de protection de la révolution, dont elle réclame la dissolution.

Comme toujours, ces événements, pour l'heure circonscrits à l'intérieur, ne changent pas la donne dans la capitale. Tunis se sent au-dessus de tout cela. Mais, coup sur coup, deux meurtres d'une importance symbolique considérable vont se produire à Tunis. Le 6 février 2013, Chokri Belaïd est abattu de plusieurs balles. Son présumé assassin sera tué par la police tunisienne près d'un an plus tard ; il s'agit d'un membre d'un troisième groupe islamiste, Ansar Al-Charia.

Chokri Belaïd vient de l'extrême gauche et il a pour ami Hamma Hammami, le dirigeant du PCOT. Devenu avocat, il a pris la tête du groupe d'avocats qui a défendus les grévistes du bassin minier de Gafsa en 2008. L'émotion est immense.

A Tunis, les manifestants visent le ministère de l'Intérieur. Les locaux d'Ennahdha sont attaqués et incendiés à Gafsa, Sfax, Monastir. Le meurtre était peut-être le fait d'autres islamistes que ceux d'Ennahdha, mais Ennahdha a sa responsabilité, ils ont le pouvoir.

Pour calmer la révolte, le Premier ministre d'Ennahdha Hamadi Jebali dissout immédiatement son gouvernement. Et il annonce qu'il va nommer un nouveau gouvernement sans membre de partis politiques, donc sans ministre d'Ennahdha, qui aura la tâche de gérer les affaires du pays en attendant de nouvelles élections. Mais cela ne se fera pas, pas encore.

Le seul changement, pour l'instant, c'est le départ de Jebali, qui est remplacé par un autre dirigeant d'Ennahdha, Ali Larayedh, avec quelques ministères offerts à des personnalités sans parti.

Moins de six mois plus tard, le 25 juillet 2013, c'est Mohamed Brahmi qui est assassiné à l'Ariana, dans la banlieue de Tunis. Brahmi est député de Sidi Bouzid, il est dans un regroupement qui s'intitule Front populaire, proche de l'UGTT, nationaliste arabe, il n'a eu de cesse de critiquer les islamistes. A Sidi Bouzid, les locaux d'Ennahdha sont mis à sac, aux cris de « *A bas les obscurantistes, Ennahdha et les salafistes* ».

Cette fois, c'est Ennahdha qui tremble. Car trois semaines auparavant, en Egypte, on a vu les islamistes, avec le Président Mohamed Morsi, frère musulman comme Ghannouchi, venus eux au pouvoir un peu dans des conditions analogues à celles de la Tunisie, être balayés par la rue et des manifestations monstres, pourchassés et réprimés par l'armée. Dans le cas de la Tunisie, Ennahdha ne craint pas trop l'armée, mais elle craint la rue. Elle sait trop qu'elle-même a été absente de la révolution. Et elle a dilapidé une bonne partie de la confiance héritée du passé sous Ben Ali.

Parmi les politiques, Béji Caïd Essebsi demande à ce que Ennahdha ne préside plus le gouvernement. En clair, il se propose comme Premier ministre. Il renifle que la situation est favorable pour lui et son parti Nidaa Tounès (Appel de la Tunisie), créé un an plus tôt. Dans l'immédiat, Ennahdha promet qu'il va quitter le pouvoir, mais certains, dans le parti, essayent de jouer la montre. Quitter maintenant le pouvoir, c'est démontrer un échec sur toute la ligne et devoir traîner le boulet d'un bilan calamiteux.

Dans l'ombre, discrètement, l'impérialisme, et la France en premier, est à la manœuvre. Les ambassadeurs de l'Union européenne et des Etats-Unis se suivent pour venir faire pression sur les négociations qui continuent à Tunis, présidées par l'UGTT. Et tous sont d'accord sur le choix du remplaçant de l'islamiste Larayedh au poste de Premier ministre. Tous sont pour choisir le ministre de l'Industrie, Mehdi Jomâa, qu'ils connaissent bien. Formé à l'Ecole d'ingénieurs de Tunis, M. Jomâa a travaillé dans le privé, à la direction notamment d'Hutchinson, une filiale de Total spécialisée dans l'aérospatiale, qui avait pour clients EADS, Airbus, Eurocopter. Que du beau monde.

Mais comme en Egypte, c'est bien la rue qui va décider et forcer les islamistes d'Ennahdha à déguerpir de leur première place au pouvoir. La population, en Tunisie comme en Egypte, retrouve ainsi un des principes de la Commune de Paris : la révocabilité des élus. Si les élus ne satisfont pas la population, on les démet. Et s'ils ne veulent pas se démettre gentiment, on les y force.

Mais on va tout faire pour camoufler cette réalité, et présenter le départ des islamistes comme une simple péripétie gouvernementale. « *Ennahdha quitte le gouvernement en Tunisie* », titre ainsi Le Monde. Mais dans le corps de l'article, on finit par découvrir ceci : « *Ennahdha a cédé sa place au gouvernement sous la pression et dans un climat qui reste tendu. Dans plusieurs régions du centre et du sud du pays, comme à Sidi Bouzid, foyer du soulèvement de 2011, à Tataouine et, surtout, à Kasserine, des troubles ont éclaté et des manifestants ont incendié des postes de police, des bus, et tout ce qui leur tombait sous la main. Officiellement, ces mouvements ont été provoqués par l'augmentation du prix des transports contenue dans la loi de finances.* » (11 janvier 2014).

Le Monde le reconnaîtra bien plus clairement, mais seulement près de trois ans plus tard. Dans un article daté du 25 septembre 2016, Frédéric Bobin écrit au sujet d'Ennahdha : *« Le double séisme de 2013 lui a fait changer de pied. En Egypte, les Frères musulmans, matrice de l'islamisme régional, étaient réprimés par le maréchal Sissi. En Tunisie, la rue grondait d'une révolte contre Ennahdha, accusé de "complicité" objective avec le salafisme violent. »*

Sans la pression de la population, et là encore, de la population la plus démunie, celle de l'intérieur, des chômeurs, des sans emploi, la Tunisie connaissait si ce n'est un Etat islamique, en tout cas un gouvernement islamiste. On nous a beaucoup parlé de la résistance des femmes, des avocats, des démocrates tunisiens. Parce que ces gens-là sont proches du monde occidental, et que celui-ci pense toujours pouvoir les amener à ses vues. Mais jusqu'en ce début 2014, c'est bien la rue la plus populaire qui a poussé la révolution tunisienne au bout de ses possibilités.

En octobre 2014, les élections législatives vont donner cette fois la première place à Nidaa Tounès, qui obtient 86 sièges ; Ennahdha a reculé, et passe à 69 sièges. Le fondateur de Nidaa Tounès qui nous avait présenté son parti comme le rempart à Ennahdha, ne pouvant gouverner seul, eh bien va proposer à Ennahdha de gouverner avec lui. La bonne politique politicienne à l'occidentale est là.

Le nouveau gouvernement, le premier qui ne soit plus provisoire, est dirigé par Habib Essid, de Nidaa Tounès. Ce parti détient six ministères, dont celui des finances, et celui des affaires étrangères, confié à Taïeb Baccouche, qui vient de l'UGTT. Ennahdha récupère le ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle, ainsi que trois secrétariats d'Etat, dont celui des finances, mais il n'a aucun portefeuille régalien (intérieur, justice, armée). Deux autres partis sont présents, Afèk Tounès et l'UPL (Union patriotique libre, arrivée troisième aux législatives), fondée par un riche homme d'affaires originaire de Sidi Bouzid, Slim Riahi, propriétaire d'un des plus importants clubs de football du pays et d'une chaîne de télévision. Le ministère de l'Intérieur est confié à Mohamed Najem Gharsalli, accusé d'avoir contribué à la répression des magistrats sous Ben Ali.

Nidaa Tounès, derrière son image de nouveau parti, et de parti gagnant, va maintenant commencer à servir de recyclage pour une partie des anciens membres du RCD. Essebsi n'est pas regardant. Et Ennahdha, qui fait coalition avec lui, non plus. Les deux partis jouent ainsi une partie commune. Ennahdha, qui avait commencé son arrivée au pouvoir fier et arrogant, premier parti islamiste au pouvoir dans le monde arabe, est encore effrayé de son éviction du pouvoir avant même d'avoir fini son mandat électoral, au bout de deux ans seulement. Il cherche des soutiens et des protections au cœur de l'appareil d'Etat. Quant à Nidaa Tounès, évidemment incapable de changer sur le fond la situation des Tunisiens qui se sont soulevés, il est trop heureux de partager cette responsabilité au pouvoir avec un autre parti, islamiste ou pas.

LA RÉVOLUTION MAÎTRISÉE

A la mi 2014, on peut dire que la révolution est maintenant maîtrisée. Le bras de fer qui depuis plus de trois ans a opposé le petit peuple, un moment soutenu par les classes moyennes, mais seulement pour obtenir la chute de Ben Ali, au reste de la société et à l'Etat, ce bras de fer est gagné par les dirigeants. Le Monde en date du 17 juin 2014 peut titrer *« La justice s'acharne sur les jeunes révolutionnaires tunisiens. Trois ans et demi après la chute*

du régime de Ben Ali, plus de 130 procès impliquant des dizaines de participants aux manifestations sont en cours. »

Dans un reportage qu'elle fait à Thala et à Menzel Bouzaïane, Isabelle Mandraud décrit comment, en même temps que se met en place l'Instance Vérité et Dignité qui doit indemniser les victimes des régimes de Bourguiba et Ben Ali, plus discrètement, sont poursuivis les jeunes, accusés de violences et incendies contre des postes de police. Seule est couverte par une amnistie la période qui va de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010, jusqu'au 28 février 2011, quand arrive Caïd Essebsi.

Plus aucun parti ne défend maintenant ceux qui ont continué de lutter, tel le blogueur Azyz Amami qui a lancé l'appel « *Moi aussi j'ai brûlé un poste de police* ». L'avocat de ces jeunes dénonce : « *Leur cause n'est plus une cause nationale (...). Il y aura encore d'autres procès pour que ces gens-là se taisent parce que le système veut tourner la page.* »

« Dans les villes de la révolution, au centre de la Tunisie, écrit Isabelle Mandraud, rien n'a changé. Le chômage et la misère prolifèrent, les routes sont toujours défoncées. Et les relations entre les jeunes et la police, loin d'emprunter le chemin de la réconciliation, se sont encore dégradées. "Avant la révolution, je n'avais jamais connu la prison, depuis j'y suis allé six fois" soupire Issam Amri 32 ans. Au chômage quand il n'effectue pas quelques travaux agricoles, il a suivi mois après mois les vingt-six audiences des tribunaux militaires chargés d'enquêter sur les 319 morts et 3069 blessés de la révolution. Il a assisté la rage au cœur à la libération de la quasi-totalité des anciens dignitaires du régime Ben Ali. le dernier, Ali Seriati, ex-directeur de la garde présidentielle est sorti le 17 mai. Condamné à vingt-six ans de prison à Tunis, l'ex-responsable sécuritaire, qui a bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire des martyrs de Kasserine, a vu sa peine réduite à trois ans et le chef d'accusation requalifié en "non-assistance à personne en danger". La même décision a été appliquée au responsable de la sécurité de Thala, petite commune proche de Kasserine, où six jeunes avaient été tués en janvier 2011. »

« Le pire, pour les familles, ajoute Le Monde qui enquête à Kasserine, c'est que, bien souvent, elles savent qui a tué leurs enfants. Elles connaissent leurs noms, leurs fonctions, leur adresse. "Il n'y a eu aucune arrestation. Les meurtriers ont juste été changés de localité ou de caserne » explique la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

Les jeunes ne sont pas les seuls que le gouvernement veut maintenant maîtriser. « *Tous les mouvements sociaux sont désormais dans le viseur des autorités, indique Isabelle Mandraud. (...) "Aucun sit-in ne sera toléré et la loi à ce sujet sera appliquée sévèrement" a (...) déclaré (le porte parole du gouvernement) le 4 mai à propos du bassin minier.* » Au premier trimestre 2013, 18 000 ouvriers avaient participé à 126 grèves, soit un peu plus encore qu'en 2012 pour la même période (14 000 ouvriers et 111 grèves (Partisan mai 2014).

LUTTE OUVRIÈRE ET SES BREVETS DE RÉVOLUTION

Le mensuel Lutte de Classe de l'organisation Lutte Ouvrière, a consacré un article de 7 pages à la situation en Tunisie, daté du 15 février 2011. Lutte Ouvrière dénie, dans cet article, comme dans l'ensemble de ses écrits par ailleurs, le qualificatif de « révolution » à ce qui s'est passé en Tunisie au cours de cette période. Le titre de l'article de la LDC parle de

« révolte ». Et la conclusion se distingue, même si c'est ici avec politesse, de « tous les commentateurs (qui) parlent de révolution ».

Et pourquoi donc LO refuse-t-il de décerner ce brevet de « révolutionnaire » dont il s'estime sans doute un sourcilleux et légitime garant ? Tout l'intérêt de l'article est dans la réponse à cette question. La réponse est claire, nette, précise, écrite en noir sur blanc : « *Dans la révolte en Tunisie, la classe ouvrière n'est pas intervenue distinctement* ». C'est dit encore d'une autre manière un peu plus loin : « *En l'absence de l'intervention de la classe ouvrière dans la révolte tunisienne, c'est la perspective d'un véritable changement de régime et de société qui est absente de ce soulèvement, pour l'instant* ». Autrement dit, LO attend que la classe ouvrière intervienne pour que les événements et les changements apportés méritent le qualificatif de révolutionnaires.

C'est vrai, la classe ouvrière n'a pas été ni à l'origine, ni un moteur, du soulèvement, et elle n'est même pas vraiment intervenue en tant que telle dans ces événements. Mais de quelle classe ouvrière parle-t-on ? Pour LO, c'est très simple : les ouvriers se reconnaissent au fait qu'ils ont un patron, et qu'ils en sont les salariés. Et il est vrai, que dans ces milieux-là, il y a eu parfois des revendications salariales, rarement aussi un patron mis à la porte parce qu'il avait des liens trop grossiers avec le pouvoir ou le parti RCD, mais c'est tout. Pas de grève générale ouvrière, par exemple, ni de manifestation ouvrière, au sens donc des salariés payés par un patron.

Mais alors, qui donc a fait cette « révolte » dont parle LO, révolte qui va tout de même mettre à la porte pour la première fois un dictateur du monde arabe, et qui était sous la protection de l'impérialisme français ? La réponse de LO est là encore d'une limpidité totale. Nous citons : « *Ce sont les pauvres qui, les premiers, ont bravé le pouvoir, la répression, qui ont vaincu leur peur, pour reprendre leurs propres mots* ».

Que doit-on en conclure ? là encore, ce sera clair et net : LO sait pertinemment quelles sont les diverses couches sociales en jeu dans les événements de Tunisie. Donc pour LO, il n'est pas question d'imaginer une révolution fondée sur les pauvres. Il faut absolument une direction ouvrière. Eh bien, nous sommes en divergence totale sur ce point. Non seulement la « classe ouvrière », celle qui a un travail régulier, a montré en Tunisie qu'elle se comportait comme l'ensemble des classes moyennes, mais seules les classes pauvres, chômeurs et autres sans travail, femmes d'ouvriers, également sans travail salarié, jeunes en études ou également sans travail, ont été les couches motrices de ce qui est pour nous la révolution tunisienne.

LO attend que l'aristocratie ouvrière prenne les choses en main. C'est une profonde erreur, à notre sens. Dans la situation de crise économique permanente, avoir un travail assez régulier est devenu un privilège qui suffit à ce que cette classe ouvrière-là se comporte comme les autres couches plus ou moins privilégiées. On l'avait vu d'une manière encore plus déterminante dans la révolte de Gafsa de 2008.

Cette position de relative privilégiée exclut que l'on puisse attendre de cette couche une attitude révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté de chercher à mettre en place un pouvoir nouveau. Les pauvres, en Tunisie, ne l'ont pas fait non plus, nous dit LO, et c'est vrai : « *Dans l'effervescence de la lutte, de la révolte, la population découvrait sa force, son énergie, la politique au quotidien qu'on fait dans la rue, dans le débat permanent. Mais si tout cela exprimait la volonté de la population d'un véritable changement, il ne s'agissait que*

de faire pression sur le pouvoir, pas de chercher à en créer un nouveau, pas de chercher les moyens de le contrôler réellement ».

Oui, mais si les pauvres n'en sont pas arrivés à ce degré-là, c'est qu'ils n'en ont pas eu le temps, et que le mouvement a été récupéré avant par les classes moyennes, classe ouvrière « classique » incluse. « *Aucune force politique ne posait la question en ces termes* », nous dit LO. Eh bien, ce qu'il faudra, c'est non pas attendre un miracle dans la reproduction en Tunisie des soviets ouvriers de Petrograd, mais bien qu'une force politique s'adresse aux pauvres, pour lui apprendre cette possibilité, la prise du pouvoir par les pauvres eux-mêmes.

On peut d'ailleurs se poser des questions sur le fait, qu'à cette date du 15 février, LO ne mentionne pas un seul mot au sujet des comités que nous avons décrits. Il est vrai qu'ils ne se sont pas formés dans les usines. Mais ils étaient bel et bien là. On constate que les lunettes idéologiques concernant la classe ouvrière que se donne LO l'amène à une attitude analogue à celle du Monde et du reste de la presse bourgeoise : silence sur les comités populaires !

Bien sûr, LO reprend son refrain, sa rengaine, sur l'absence de parti : « *Ce n'est ni la volonté, ni le courage des masses populaires qui font défaut, mais la présence d'un courant politique capable d'offrir des perspectives autres que les simulacres de démocratie et de parlementarisme* ». Mais pire, peut-être, elle tient absolument à son schéma unique et éternel de la grève générale : « *Dans les grèves qui tendent à se multiplier, émerge aussi, en plus de la conscience des leurres autour de la chute de Ben Ali, la conscience des intérêts sociaux divergents. La classe ouvrière, en revendiquant sur la base de ses propres intérêts, peut déchirer le voile des faux-semblants de l'unité nationale et de la fraternité des classes sociales, au nom desquelles on demande de la patience aux déshérités* ».

Eh bien, oui, la classe ouvrière n'avait pas « *conscience de ses intérêts sociaux divergents* ». Mais les pauvres, eux, en avaient une claire conscience. Le mouvement de Qasbah 1 en a été une preuve irréfutable : les pauvres, à des centaines de kilomètres de Tunis, ont eu un flair de classe, et c'est ce qui les a décidés à venir à pied pour exiger leur dû. S'ils n'ont pas su comment poursuivre leur lutte, c'est la preuve pour nous que c'est bien envers eux qu'il manque un travail militant politique et socialiste.

RETOUR SUR LA RÉVOLUTION

On avait déjà noté en 2008 ce qui semblait une particularité, mais qui va se révéler un évènement d'importance, l'absence de la classe ouvrière dans un mouvement et des régions où celle-ci existe pourtant, et dispose d'organisations. Un chercheur en science politique à l'IEP d'Aix-en-Provence le souligne : « *En 2008, dans la région de Gafsa, ce ne sont pas des ouvriers comme il a été parfois abusivement dit, mais bien des jeunes, pour la plupart sans emploi, qui se sont mobilisés* » (dans la revue Moyen-Orient n°10 avril-juin 2011).

On l'a revu tout au long du récit des évènements de 2010 et 2011, le mouvement révolutionnaire tunisien est à nouveau parti des régions les plus pauvres, et des gens les plus pauvres de ces régions les plus pauvres. Lorsqu'il commence à s'étendre, c'est encore par les couches populaires les plus basses qu'il le fait. Pour ne pas se voir écrasé par la répression, le mouvement éprouve le besoin de s'étendre, de toucher les lieux décisifs que sont les grandes villes, et plus encore la capitale Tunis. Dans le cas de Sfax, on observe un changement : là, c'est très clairement le mouvement syndical qui prend toute la direction des opérations, même

s'il s'agit de la branche de gauche de ce mouvement. A Sfax, et seulement à Sfax, c'est la classe ouvrière qui entre en jeu. Mais Sfax est une sorte d'exception. Même Tunis ne commence à être touché que par ses quartiers les plus populaires, et là aussi les plus pauvres.

Sur les 29 jours de révolution qui précèdent l'éviction de Ben Ali, Sidi Bouzid est resté quasiment seule à se battre pendant douze jours. Elle est restée seule durant trois jours, et n'a été suivie que par des bourgades des environs jusqu'au douzième jour. Sfax n'a bougé que le 27^{ème} jour et Tunis a finalement réglé le problème en deux jours.

Mais le problème réglé par Tunis n'est pas le problème posé par Sidi Bouzid, Regueb ou Thala. Sidi Bouzid soulève un problème social profond : l'inégalité du développement capitaliste, qui depuis des décennies a favorisé les grandes villes de la côte au détriment des régions agricoles et minières de l'intérieur. Mais personne, apparemment, ne pose le problème dans les termes qu'il mérite. Personne ne remet en cause le capitalisme lui-même, qui ne cesse de « moderniser » en rejetant telle ou telle couche de la population. De même que le chômage n'est pas non plus posé comme un problème fondamental du système capitaliste. Seul un autre système pourra l'effacer, car il est indispensable, si l'on garde la propriété privée des moyens de production, de pouvoir rejeter une partie de la main d'œuvre, que ce soit pour des raisons techniques, économiques ou politiques.

Du coup, ce que vont revendiquer les militants dont nous avons parlé, de fait, c'est que les régions centrales bénéficient du même développement, du même capitalisme que les régions côtières. Mais vouloir un capitalisme égalitaire est une chose impossible. Le mouvement, sur le plan revendicatif, est donc resté essentiellement d'ordre syndical. Mais des militants auraient pu – certains l'ont peut-être fait, mais nous l'ignorons - chercher et trouver un langage pour contester le fonctionnement capitaliste lui-même. Ils l'auraient pu parce que c'est bien là que se posait le problème pour les familles Bouazizi et autres. Une autre organisation sociale aurait permis de donner du travail à tous, en le partageant avec celui des paysans comme avec celui des ouvriers régulièrement salariés, qui sont de fait ici les privilégiés de la région.

À Tunis, par contre, c'est un tout autre problème qui était posé. Certes, dans les quartiers populaires, le chômage, celui des diplômés mais aussi des autres, touchait là aussi l'organisation sociale dans son fondement. Mais ce qui va animer le soulèvement dans le cœur de Tunis, que ce soit autour du syndicat ou parmi ces classes moyennes que l'on voit rejoindre le mouvement à très grande vitesse le dernier jour, les dernières heures, c'est juste le côté parasitaire des familles au pouvoir, Ben Ali et Trabelsi.

Gilles Kepel, lui, l'a bien vu : « *Les manifestations, en touchant la capitale, changeaient de nature. Le relais fut pris par les classes moyennes, salariées comme libérales, d'autant plus lassées par la prédation et le racket du clan Ben Ali que la Tunisie n'est pas un pays rentier, mais tire ses performances économiques du dynamisme de ses entrepreneurs. Or, ceux-ci, en s'alliant avec la jeunesse pauvre en référence au sacrifice de Bouazizi, constituèrent une coalition qui isola un régime appuyé sur sa police – alors que l'armée, dont Ben Ali se méfiait, s'était peu compromise avec lui, et que le corps des officiers pouvait se reconnaître dans les classes moyennes mobilisées contre le pouvoir* » (Le Monde 6/7 février 2011). Kepel voit bien en quoi ce que souhaitent les couches moyennes de la capitale est à mille lieues du « *bouversement radical des hiérarchies sociales auquel aspirent spontanément les déshérités* »

C'est donc pour instaurer un capitalisme qui serait plus propre, presque débarrassé de son parasitisme, que l'on se mobilise à Tunis. Et il n'y a alors plus qu'un seul mot d'ordre que l'on entend : « *Dégage !* ».

Pourquoi Ben Ali est-il parti aussi vite ? Les hypothèses sont nombreuses. Kepel les résume ainsi : « *Il semble que la pression de l'état-major a été le déclencheur de la fuite de Ben Ali le 14 janvier – outre les incitations venues de Washington* ».

La plupart des commentateurs du mouvement ont souligné l'évolution de celui-ci présentant comme un progrès, une élévation du degré de conscience, le fait que les mots d'ordre portent seulement sur l'emploi, ou s'en prennent au régime. C'est bien sûr un élément qui compte. Mais il est encore plus important de regarder aussi quelles sont les couches sociales qui sont en jeu, et lesquelles sont en train de mener l'ensemble du mouvement. Sans la mobilisation, sans le dévouement et l'obstination des pauvres qui ont tenu tête à la répression pendant 27 jours, et qui ont été les seuls à le payer cher, les classes moyennes n'auraient ni osé bouger, encore moins descendre dans la rue.

Il y a donc eu au départ et tout au long de cette montée révolutionnaire, essentiellement un mouvement de pauvres, de chômeurs, de gens écartés des emplois stables, manquant de conscience politique et ne trouvant que des militants avec une visée syndicaliste, certes très dévoués, mais sans perspective autre que celle du replâtrage capitaliste. Et à Tunis, s'est mis en place, au tout dernier moment, un autre mouvement, venu des couches aisées, des emplois stables, désireux d'en finir avec le système Ben Ali Trabelsi, qui leur donnait l'impression de prendre une partie des profits auxquels elles aspiraient. Ces couches-là, par contre, c'est tout à fait consciemment qu'elles avançaient, ou reculaient. La solution du « dégage » était aussi pour elles un moyen d'éviter un risque toujours possible d'approfondissement social du mouvement populaire des pauvres.

Pendant quelques jours, s'est ainsi créée cette situation d'euphorie, que l'on retrouve presque toujours dans les diverses périodes révolutionnaires ; ce moment où les intérêts en réalité très différents des diverses couches sociales, semblent coïncider dans la réussite momentanée, le renversement de l'ancien pouvoir. Et c'est aussi pourquoi les couches les plus pauvres doivent être prévenues à l'avance : ce moment de fête ne doit pas faire illusion.

Mais, oui, un approfondissement du mouvement des pauvres, un développement de sa conscience, un apprentissage d'une forme d'organisation, étaient possibles. On en aura une preuve dans les jours qui ont suivi. Ressentant très vite que le mouvement arrivé à Tunis n'est plus le leur, les pauvres de l'intérieur vont faire un effort ultime, en montant à Tunis et en occupant la place de la Kasbah. Cette occupation durable d'une place centrale sera ensuite répétée ou tentée, dans tout le monde arabe, dans chaque capitale.

On en aura une autre preuve avec la mise en place des comités. Certes, les comités de ville comme celui dont nous avons cité la longue proclamation (Sidi Bou Ali) ne se présentent pas comme une alternative à un fonctionnement habituel de la démocratie bourgeoise, mais plutôt comme destinés à aider sa mise en place. Ils ne remettent pas en cause le principe de hiérarchie du système, ils ne font aucune distinction entre riches et pauvres, entre possédants et dépossédés, ils gomment le problème des classes sociales. N'empêche, le simple fait qu'ils existent est une possibilité d'aller plus loin, au fil des événements et de l'élévation du niveau de conscience des plus démunis.

Par contre, les comités de vigilance des quartiers populaires, ceux qui ont été mis en place spontanément, dans les quartiers les plus pauvres, d'en bas, et d'abord pour se défendre contre les sbires de Ben Ali, ces comités montrent un comportement différent : non seulement, on ne respecte pas la hiérarchie héritée du passé, mais on la défie, on se place en autorité sur elle. On l'a vu dans la manière dont ils se comportent en imposant leurs contrôles à la police. À partir de cette réalité, des militants pourraient œuvrer pour amener de tels comités, puis les autres, dans une direction encore plus approfondie, basée sur la seule mobilisation et la seule confiance en eux-mêmes des couches les plus populaires.

Pour cela, il faut obligatoirement un peu de temps. C'est donc une course de vitesse qui s'engage entre ces débuts d'organisation populaire et les actions des classes moyennes des villes qui, elles, ne comptent que sur une simple épuration du système, par en haut, avec une nouvelle constitution qui devra accoucher de la démocratie en Tunisie.

On a vu, dans la première partie, que les militants du PDP ou de l'UGTT, d'un bout à l'autre des 29 jours qui vont aboutir à la chute du dictateur, n'ont eu de cesse de vouloir que le mouvement touche au plus vite les grandes villes. Mais les grandes villes vont étouffer le caractère de classe, le caractère social de la révolution. Il a manqué une stratégie qui vise à préserver ce caractère de classe du mouvement, y compris lorsqu'il devait toucher la grande ville. Il manquait donc la volonté de viser prioritairement, dans les grandes villes les couches pauvres, de manière qu'elles puissent afficher leurs propres revendications, leur propre point de vue, la morale des démunis.

C'est ce que nous appelons la masse ouvrière qui a mené la révolution tunisienne. Et la masse ouvrière ne peut pas envisager de mener sa lutte par le moyen de la grève générale, tout simplement parce qu'elle est exclue du travail salarié régulier. C'est parce qu'elle ne dispose pas de ce moyen de lutte qu'elle cherche ses propres moyens pour s'en prendre à l'appareil de l'Etat et l'épuiser. Nous avons vu plus haut cette idée de combiner les forces des adultes et des anciens, par des actions diurnes, pendant que les jeunes harcèlent les forces étatiques la nuit. On a vu comment ces jeunes apprennent que les lieux où ils vivent sont leur meilleur terrain de combat, comment ils tentent d'y entraîner la police.

La masse ouvrière ne peut pas se contenter de l'héritage du vieux mouvement ouvrier. La grève générale, lorsqu'elle avait un sens, était le fait d'une classe ouvrière dont le fait d'être employé en faisait une classe de prolétaires, la classe à laquelle personne ne souhaite appartenir, et à laquelle on n'appartient que contraint et forcé. Mais deux siècles de capitalisme et une crise désormais permanente du système ont changé la donne. Etre ouvrier, aux yeux de bon nombre de jeunes de la masse ouvrière, est maintenant vu comme un privilège. A tel point que nous avons nous-mêmes dû modifier, à une époque, une de nos parutions en abandonnant le titre L'Ouvrier, pour le remplacer par L'Espoir.

Sans préparation, sans stratégie, sans direction, sans programme, le mouvement s'est construit spontanément, pendant qu'en hauts lieux, on se met à courir à toute vitesse pour mettre en place toutes les apparences et les formes d'un nouveau pouvoir.

Pour finir, quel bilan peut-on tirer de toutes ces actions, de la révolution elle-même ? Serait-il vraiment nul et sans objet. Ce n'est pas notre présentation des choses. La révolution tunisienne est au contraire un événement considérable. Elle a démontré que le monde arabe peut bouger, elle fait rentrer dans la gorge de ses auteurs un énorme argument raciste qui nous disait que ces peuples ne savent être gouvernés que par une dictature, que cela seul leur

convient. Et ce mouvement s'est fait avec la présence des femmes. Là encore, c'est un point très important, car le monde arabe reste l'un de ceux où l'emprise d'une religion – l'islam n'est pas la seule en ce cas – infériorise lourdement la place des femmes. Là aussi, court l'idée que c'est une fatalité et que les femmes du monde arabe sont condamnées à leur sort.

Le soulèvement populaire a mis le dictateur et sa famille à la porte, et cette victoire va servir d'étincelle à un mouvement considérable qui va enflammer tout le monde arabe, des centaines de millions de personnes, qui vont découvrir que la lutte contre le régime est possible. Et, nous l'avons souligné, une partie des jeunes, dans le soulèvement, a appris la possibilité de commencer à s'organiser, et a alors vu la force qu'elle peut en tirer.

Le soulèvement populaire a obligé à changer, à un degré ou un autre, une partie de l'appareil politique. Mais le cœur du fonctionnement de l'Etat, qui est constitué par des centaines, des milliers de hauts fonctionnaires, dans la police, la justice, l'administration, l'armée, n'a quasiment pas bougé. Dans les médias aussi, un appareil directeur existe qui n'a pas bougé. « *La presse ne s'est pas libérée, écrit CQFD (avril 2011), la télé est encore pire. Elles parlent sans arrêt de la peur et du désordre* ». Et c'est tout cet appareil qui reprend les choses en main.

Mais cette reprise en mains n'est pas un pur et simple retour en arrière. N'oublions pas, la peur était du côté de la population jusqu'en 2010, à tous les niveaux. Désormais, on n'a plus peur de la police politique, on n'a plus peur d'exprimer ses idées. La seule limite maintenant, elle vient de son propre apprentissage, individuel et collectif, au niveau des idées, de la conscience politique. D'une certaine manière, un pays comme la Tunisie se retrouve maintenant comme à égalité avec un pays comme la France. Il n'y a plus le barrage de la dictature, il n'y a plus le rideau de fumée qu'un tel régime crée au niveau des consciences.

Quiconque veut vraiment ouvrir les yeux et agir peut voir clairement que la démocratie, maintenant présente, n'empêche pas l'exploitation, n'empêche pas les inégalités de s'aggraver, n'empêche pas les injustices de ne pas être réglées, toutes choses que l'on attribuait jusque là à la seule dictature. Le prochain degré de prise de conscience, maintenant, c'est bel et bien la nécessité de s'en prendre au système capitaliste lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

*Jean-Marc Salmon : 29 jours de révolution, Histoire du soulèvement tunisien
17 décembre 2010-14 janvier 2011, Les petits matins 2016*

*Hèla Yousfi : L'UGTT, une passion tunisienne, Enquête sur les syndicalistes en révolution
(2011-2014), IRMC Tunis – Karthala Paris 2015*

*Chroniques de la révolution tunisienne, par Alma Allende,
<https://npa2009.org/content/chroniques-de-la-r%C3%A9volution-tunisienne-par-alma-allende>*

Le Monde, collection particulière

Paris, avril 2017